

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

## Journaux et journalistes

PAR PIERRE AUBERY

## L'Asie, l'Europe et le capitalisme d'État

PAR ROBERT LOUZON

## LE CARNET DU SAUVAGE

PAR PIERRE MONATTE

## A TRAVERS LE MONDE

Bevanisme - La discrimination  
raciale aux U.S.A. - Le roi du  
Cambodge et Syngman Rhee.

## LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Unité syndicale ? - Fonctionnai-  
res parisiens - Congrès du Livre  
- Conflit de l'acier - A.F.L. et  
C.I.S.L.

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 400 fr.  
Un an ..... 700 fr.

### EXTERIEUR

Six mois ..... 480 fr.  
Un an ..... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)

Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 63 - Juillet 1952

Esquisse d'une situation de la presse d'information : Journaux et journalistes ..  
Contrepoint espagnol : La C.N.T. et la Révolution Espagnole ..

P. AUBERY

L. PELLETIER

Une leçon d'histoire à l'usage des « démocrates » amis de Franco ..

A. PRUNIER

A. CAMUS

Franco défenseur de la culture ! ..  
A New-York, l'Eglise et l'Opéra sont en guerre ..

A. P.

R. LOUZON

L'Asie, l'Europe et le Capitalisme d'Etat ..  
Le Carnet du Sauvage

Après le 28 mai et le 4 juin. — D'où vient le scandale. — Petit bout de réponse à Bothereau. — Les brochures du Cercle Pelloutier ..

P. MONATTE

M. COLLINET

### Parmi nos lettres

La séve circulera ..

### A travers le monde

Grande-Bretagne : « Bevanisme » ..

A. ROSMER

D. CAMINADE

B. L. JONES

U.S.A. : Sur la discrimination raciale ..

Campagne pour le vote en Virginie ..

Les derniers jours de la discrimination au Kentucky ..

S. EZELLE

Etats « associés ». Le roi du Cambodge et Syngman Rhee ..

R. L.

### La renaissance du syndicalisme

On parle beaucoup d'unité syndicale, mais ..

L. MARTIN

La journée du 4 juin chez les fonctionnaires parisiens ..

P. RUFF

R. PERIGEAT

H. WILMOTTE

H. W.

Le Congrès du Livre ..

Le conflit de l'acier ..

La position internationale de l'A.P.L. ..

### Petites notes

### Livres et revues

Histoire du mouvement ouvrier français ..

R. GUILLORE

G. WALUSINSKI

Gide tel que je l'ai connu ..

### Faits et documents

U.G.T.T. et C.G.T.-P.O. ..

G. THOREL

La Vie des cercles

Bulletin de Zimmerwald. — Cercle Pelloutier.

Le CERCLE PELLOUTIER présente sa première brochure

# L'ÉCOLE RUSSE

par Félix Franc

— HISTOIRE D'UN DEGONFLAGE

— L'ÉCOLE RUSSE AU SERVICE DU MILITARISME STALINIEN.

avec un avant-propos de PIERRE MONATTE

« Nous avons rêvé que la Révolution russe donnerait l'exemple merveilleux d'une école du travail préparant des générations d'ouvriers et de paysans intelligents et volontaires capables de mener eux-mêmes leur pays. »

Voilà, aujourd'hui, l'école russe au service du stalinisme et comment les stalinien de France conçoivent l'information et la discussion !

Lisez la brochure et diffusez-la !

Le CERCLE PELLOUTIER commence, par cette première brochure, l'édition des DOCUMENTS DU CERCLE PELLOUTIER qui, chaque trimestre, présenteront une étude d'actualité syndicale.

Comme la R.P., les DOCUMENTS publieront leurs comptes, tous leurs comptes, car ils ne vivront que de l'aide de leurs lecteurs.

Pour couvrir les frais du premier Document, souscrivez.

La brochure : 60 francs. Envoi franco à domicile contre 75 francs (en timbres à 15 fr.). Les 10 exemplaires franco : 500 francs. — Les 100 exemplaires franco : 4.500 francs.

Souscription à quatre fascicules : ordinaire : 240 francs ; soutien : 500 francs.

Adresser les commandes et les versements postaux à G. Walusinski, 32, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11<sup>e</sup>). C.C.P. Paris 1171-64.

# Journaux et journalistes

Lorsqu'on dépouille les publications officielles traitant de la presse on est tenté, en lisant les généreuses professions de foi qu'elles contiennent, de s'écrier comme Goethe à la bataille de Valmy : « Ah ! les braves gens ! ». Des experts de l'UNESCO jusqu'aux dirigeants de la Fédération nationale de la presse française, les propriétaires et directeurs de journaux ne manquent pas de conseillers ayant une parfaite intelligence des problèmes matériels et moraux à résoudre. L'élévation de leur pensée, leur grand désintéressement, sembleraient annoncer pour notre époque une presse d'une rare qualité, soucieuse de jouer son rôle social sans arrière-pensée. Mais qu'on juge plutôt sur pièces.

## Les principes

L'UNESCO a publié en 1949 une brochure sur la formation professionnelle des journalistes rédigée par M. Robert W. Desmond. Le président de l'école de journalisme de l'Université de Californie formule dans cette publication force jugements des plus pertinents. Il souligne que le droit à l'information est l'un des plus essentiels pour le citoyen d'un pays libre. Être informé, écrit-il, cela suppose qu'on a connaissance « des faits et non pas seulement de leur interprétation plus ou moins tendancieuse ». Pour cela, « le public a réellement besoin de journalistes mieux préparés à exposer et à commenter les événements qui se passent dans un monde devenu complexe ». Il ne peut pas, selon le mot de Walter Lippmann, rester « indéfiniment à la merci de témoins qui ne le sont que par accident et ne sont pas formés pour l'être ». Mais le journaliste professionnel n'est pas libre d'écrire n'importe quoi sur n'importe quel sujet. Il doit toujours respecter le principe fondamental de sa profession, énoncé en ces termes par l'ancien directeur du *Manchester Guardian*, C. P. Scott : « Le commentaire est libre ; les faits sont sacrés ». Le commentaire n'ayant d'ailleurs pour objet que de replacer les faits dans leur contexte et de les éclairer. Le journaliste professionnel, poursuit M. Desmond, doit considérer que les « faits sont inviolables ». Il doit s'efforcer en les exposant de faire abstraction de ses croyances et de ses enthousiasmes personnels. « Il n'a pas le privilège d'agir pour lui seul, quand il accomplit sa tâche : il est plutôt en quelque sorte le représentant du peuple. Il ne représente même pas essentiellement les patrons de son journal mais bien le peuple qui attend de lui la lumière. » Et le rédacteur de l'UNESCO de souhaiter « que le règne des journalistes et des rédacteurs en chef et des directeurs de journaux égocentriques, qui ne cherchent qu'à imposer leur opinion ou leur volonté propres, ne tarde pas à toucher à sa fin ».

Pour qu'un journal puisse viser à la qualité dans sa présentation et son information il faut qu'il soit indépendant. Sinon il devra tôt ou tard « modérer ses opinions sur celles des gens qui règlent ses factures ». M. Desmond voit « la solution la plus évidente de ce problème dans le développement du tirage et de la publicité, sous une bonne direction commerciale ». En supposant réglée cette question qui conditionne toute véritable liberté de la presse, l'auteur de la brochure de l'UNESCO

définit d'une façon fort pertinente le rôle et la mission du journaliste.

Le reporter, écrit-il, doit être à la recherche de la vérité, c'est un explorateur à l'affût de l'information pour tous ceux qui sont trop occupés ou trop inexpérimentés pour la recueillir eux-mêmes. Il doit savoir où la rechercher, qui voir, quelles questions poser, comment distinguer le fait exact de la rumeur publique, la vérité de la caricature ; il doit savoir observer, retenir, discerner, analyser et comprendre. Puis, quand il rédige son rapport, il doit y mettre tout l'essentiel de l'information et tout ce qui l'éclaire ; il doit présenter avec exactitude le détail des faits mêmes et l'impression générale qu'ils ont causée.

A la Fédération patronale de la presse française, les bons apôtres ne manquent pas non plus. Là on se préoccupe, en paroles tout au moins, selon les termes mêmes de l'agent de liaison des communistes auprès des dirigeants de la grande presse bourgeoise, le président Albert Bayet, « de défendre les droits que la presse actuelle tient de l'insurrection nationale, du gouvernement d'Alger, de la loi du 11 mai 1946... la liberté d'expression de la pensée... les intérêts généraux, l'honneur, le juste prestige de la profession ».

Mais déjà, derrière ce trop noble langage, on voit percer les déficiences de la presse contemporaine dont la moindre n'est pas son étroite dépendance du pouvoir.

Le congrès de Biarritz, disait Albert Bayet dans son rapport moral de septembre 1951, voudra sans doute exprimer, non sans amertume, le juste mécontentement de la presse. L'Etat, en France, est déjà le maître de la radio. Il a droit de regard sur la vie de la presse par ses représentants à la Société nationale des entreprises de presse et à la Société professionnelle des papiers de presse. Il est proprement inconcevable qu'il veuille élargir encore son emprise en étant le maître absolu de l'information du fait de la structure étatique de l'Agence française de presse qui diffuse les nouvelles.

## Conditions d'exploitation

Que le gouvernement tienne la presse par le dirigisme des prix du papier qu'il peut facilement lui imposer, Albert Bayet l'a démontré lui-même au congrès de Biarritz d'une façon tellement convaincante qu'on peut se demander où peuvent bien se dissimuler encore avec les conditions d'exploitation actuelles de la presse, les journaux indépendants et libres au nom desquels il prétendait parler. Voici, en effet, ce qu'il disait à ses amis de la F.N.P.F. : « Depuis la libération, le prix de revient d'un journal a augmenté dans des proportions beaucoup plus considérables que d'autres prix. En un an, par exemple, le prix du papier a doublé. Le prix de vente du journal n'a pas monté dans la même mesure : en sept ans, il est passé de 2 à 12 francs seulement et, de plus, alors qu'un quotidien paraissait au début sur deux pages, actuellement il comprend six, huit et même douze pages. Il existe donc une large disproportion entre le prix de revient et le prix de vente. Si certains grands journaux peuvent la supporter grâce à leurs

ressources publicitaires, les journaux moyens — 100.000 à 120.000 exemplaires à Paris, 50.000 en province — ne peuvent pas s'en accommoder et risquent de disparaître. La situation est beaucoup plus grave encore pour la presse d'opinion qui intéresse directement la vie politique de la France ».

Depuis le congrès de Biarritz, Albert Bayet a encore précisé les causes du mécontentement des dirigeants commerciaux de la presse. Le papier, d'abord, qui constituait avant la guerre, dans le prix d'un journal 21 à 22 %, représente aujourd'hui au moins 38 %. Le prix du papier journal en France est le double du prix coté à New-York. En outre, il suffirait que la presse américaine augmente de 10% sa consommation déjà extravagante de papier pour tarir les sources d'approvisionnement des importateurs européens de pulpe.

Les messageries de presse prélèvent 43 % du prix de vente d'un journal diffusé par leurs soins.

Le tarif du transport des journaux a subi une hausse de 1.425 pour cent depuis la guerre.

Pour payer les frais d'impression, dont le coût a été fortement majoré, du fait notamment du quasi-monopole de la S.N.E.P., pour couvrir les frais de la rédaction et de l'administration il ne reste donc théoriquement au journal que 18 % de son prix de vente. Il lui faut donc demander à la publicité, avant de songer à réaliser un bénéfice, de compenser un déficit de l'ordre de 20 % du prix de vente.

Voilà pourquoi la presse d'opinion a presque totalement disparu. On a vu sombrer depuis la libération : *La Dépêche, l'Ordre, Cité-Soir, Libé-Soir, la Voix de Paris, l'Aube*. Et demain ?

Dans les conditions actuelles d'exploitation aucun journal ne peut vivre de ses ressources propres. Ceux-là mêmes qui recueillent une publicité abondante doivent pour se vendre pratiquer un véritable dumping en multipliant le nombre de leurs pages. La surenchère de leurs concurrents les accule bientôt au déficit. Alors il leur faut courir après les ressources extérieures. Ils ne tardent pas à sombrer dans ce plat conformisme qu'entraîne la vénalité. Il suffit d'ouvrir n'importe lequel des grands quotidiens pour le constater.

Un autre orateur du congrès de Biarritz, André Berthet de la presse périodique, souligna les deux faiblesses fondamentales de la presse actuelle. D'une part, la Fédération n'a pas d'autorité sur les journaux qui y adhèrent. Il y a eu d'ailleurs depuis une scission parmi les « régionaux ». D'autre part, la presse a perdu son prestige aux yeux des lecteurs. Pourquoi ? Le dirigeant du syndicat des périodiques répondait en ces termes :

« L'abominable vénalité de la presse d'avant-guerre, le comportement odieux de certains journaux pendant l'occupation, et, actuellement, la recherche à tout prix du scandale, du « sang à la une », de l'étalage des affaires correctionnelles ou criminelles, parfois au détriment d'innocents, y sont pour beaucoup. Pour se tirer d'affaire, il est indispensable que la presse repense tous les problèmes d'une gestion saine de son entreprise. Il est souhaitable qu'elle procède, sans plus attendre, comme la publicité, à une étude du marché, qu'elle entreprenne une vaste campagne contre le scandale des 1.100.000 illettrés français qui seront plus tard des clients. Il faut, enfin, qu'elle n'oublie pas les deux millions de lecteurs qu'elle a perdus depuis 1936, et tous ceux qu'elle est encore appelée à perdre en augmentant son prix de vente. »

Et ne perdons pas de vue que ce réquisitoire, déjà sévère, a été prononcé par des hommes qui sont dans une large mesure les bénéficiaires de l'organisation actuelle de la presse. Qu'ils aient accédé aux leviers de commande à la faveur de la libération ou qu'ils proviennent des anciennes équipes, ils n'ont jamais visé à se faire passer pour des

idéalistes. Ce sont avant tout des hommes d'affaires qui travaillent essentiellement à sauvegarder leurs situations et leurs bénéfices.

## Le cas Hachette

Mais descendons encore d'un degré. Eloignons-nous encore un peu plus des « principes » pour observer de plus près les querelles obscures, les batailles sans merci, qui se développent entre les dirigeants de la presse actuelle pour la suprématie.

Il y a par exemple le cas des Messageries Hachette. Voici ce qu'en disait Ternet au congrès de Biarritz : « En dépit de la loi du 2 avril 1947, la société Hachette s'est introduite dans les coopératives constituant les N.M.P.P. Elle en a pratiquement la direction et tente, par toutes sortes de menaces, de contrôler tous les rouages de la presse, malgré les protestations des organismes professionnels qui veulent garantir leurs droits. Les bénéfices d'Hachette sont considérables. Cette société dispose de centaines de millions appartenant aux journaux qu'elle diffuse. Elle les utilise notamment pour manœuvrer dans la presse. Malgré cette omnipotence, Hachette ne peut toujours imposer sa loi : la justice ne s'est pas encore définitivement prononcée dans l'affaire des *Lettres Françaises* et des 17 hebdomadaires sommés, par Hachette, d'avoir à lui remettre la totalité du tirage, faute de quoi ils ne seraient plus distribués. »

Le congrès de Biarritz adopta d'ailleurs une motion dénonçant la mainmise d'Hachette sur certains grands journaux tout à sa dévotion; les avances « royales » qu'elle fait à certaines publications avec l'argent de toute la presse ; concluant à la volonté délibérée de la société Hachette de reconstituer son monopole d'avant guerre et de l'étendre à un contrôle total de la diffusion de la presse de province ; réaffirmant que la liberté de la presse ne peut se concevoir sans la liberté de diffusion.

Voilà encore un exemple qui prouve que malgré l'adage bien connu, « les loups se mangent parfois entre eux ».

## D'où vient la presse actuelle

Cette presse que nous venons de voir se débattre au milieu de toutes sortes de difficultés, divisée contre elle-même, parce que selon le mot de Pierre-René Wolf, « elle est à la fois soumise aux règles générales de la concurrence commerciale et aux antinomies qui découlent de la lutte idéologique », d'où vient-elle, quelle est son origine, comment se sont imposés ses dirigeants ?

Les affaires de presse, avant 39, n'ayant qu'un but — gagner de l'argent — n'étaient pas difficiles sur le choix des moyens : servilité à l'égard des puissants du jour, profond mépris du lecteur ; presse dite d'information... par antiphrase.

Cette « presse pourrie » devait disparaître. Sa collaboration avec l'ennemi a donné l'occasion au législateur de 1944 de lui porter ce qu'il croyait être le coup de grâce. Une circulaire, diffusée au début de 1944, le « cahier bleu » frappait d'interdit les journaux et périodiques ayant continué de paraître plus de 15 jours après l'armistice en zone Nord, plus de quinze jours après le 11 novembre 1942, en zone Sud. Leurs titres ne pourraient jamais plus être utilisés, ni par les dirigeants du journal ni par aucun autre personnel, pour aucun journal. Le « cahier bleu » prévoyait enfin la liquidation, la dissolution de l'entreprise et de la société ayant assuré la publication d'un journal interdit.

A la libération du territoire, les commissaires de la République devaient susciter la publication d'au moins un organe répondant aux besoins régionaux, dont la rédaction serait confiée à une équipe de journalistes professionnels non compromis. Notons

tout de suite cette tendance, véritablement révolutionnaire dans la presse, qui visait à remettre la direction effective des journaux à leurs animateurs intellectuels.

L'ordonnance d'Alger du 22 juin 1944, confirmant les dispositions édictées par le « cahier bleu », créa une situation de fait ainsi caractérisée : deux personnes ont acquis des droits sur les mêmes biens. 1° l'ancienne entreprise reste propriétaire des biens mais elle en a perdu l'usage et souvent les biens n'ont été sauvegardés que parce qu'ils devaient servir à d'autres ; 2° l'entreprise nouvelle a le droit de se servir de ces biens aussi longtemps et dans toute la mesure où ils lui seront indispensables pour subsister.

L'ordonnance du 5 mai 1945 précisait en outre que l'interdiction définitive de paraître résultait, non plus de la condamnation des dirigeants, mais de la condamnation prononcée contre l'entreprise elle-même. L'ordonnance du 2 novembre 1945 ajoutait que, même en cas d'acquiescement, l'expropriation des anciennes entreprises de presse, à titre onéreux, demeurait possible.

Il devait revenir à la loi du 11 mai 1946 de résoudre la difficulté résultant de l'incapacité dans laquelle se trouvaient la plupart des journaux nés de la Résistance de payer aux anciens propriétaires des entreprises les millions que représentait l'indemnité d'éviction qu'ils leur devaient.

Un organisme nouveau fut mis sur pied, la S.N.E.P. à qui les biens des entreprises condamnées furent remis (gratuitement) à charge pour elle de les gérer en attendant de les transférer aux nouvelles entreprises qui les utilisaient. Les transferts n'étaient possibles, en principe, qu'après le vote du statut de la presse, statut dont la discussion n'est pas encore amorcée à l'heure actuelle devant le parlement.

Déjà apparaissait le risque de voir la presse retomber aux mains des capitalistes qui en avaient fait un si mauvais usage. Où donc les modestes et pauvres journaux de la résistance trouveraient-ils les millions nécessaires pour payer les indemnités à la S.N.E.P. ou aux anciens propriétaires, sinon auprès d'autres capitalistes ?

L'euphorie de la libération dissipée, les journaux virent leur tirage tomber régulièrement, leurs charges s'accroître. Cette évolution, qui a fait disparaître déjà tant de feuilles, n'est pas encore terminée. Mais un autre danger, d'ordre interne celui-là, menaçait dès sa naissance la presse issue, dans des conditions souvent obscures, de la Résistance. Francisque Gay devait le dépeindre excellemment, en des termes sans équivoque.

Dans chaque région, écrivait-il, au moment de la libération, quelques véritables ayants droit des groupes clandestins ont été écartés au profit de délégués plus ou moins représentatifs qui, par hasard ou par calcul, se sont présentés au bon moment et ont reçu personnellement, des commissaires de la République, le droit de prendre possession d'une imprimerie, d'y publier un journal, d'en devenir les maîtres. Quelques-uns n'avaient plus rien à voir avec leur groupe. Héros de la onzième heure, favoris de la chance ou rusés profiteurs, ils n'offraient pas toujours d'indéniables garanties morales.

Depuis 1944 la lutte pour la direction des entreprises de presse s'est circonscrite entre deux groupes : les anciens propriétaires collaborateurs et les profiteurs de la résistance. Un petit nombre de journaux tentèrent cependant de sauver l'honneur en jouant loyalement le jeu. Au lieu de se transformer en sociétés capitalistes, ils prirent la forme de coopératives ouvrières de production ou de sociétés à participation ouvrière. L'élément « travail », ouvriers et rédacteurs, n'était pas sacrifié.

Le droit lui était explicitement reconnu de dire son mot dans la gestion de l'entreprise. Mais ces expériences furent rarissimes.

Le patronat des journaux, qu'il appartienne depuis toujours à la classe possédante ou qu'il ait dû son accession aux leviers de commande aux circonstances exceptionnelles de la libération, n'a plus grand-chose à envier, à de rares exceptions près, à ses prédécesseurs de la presse pourrie. Nous retrouvons aujourd'hui la même vénalité, le même mépris du lecteur, le même affairisme vulgaire, qu'autrefois. Il est remarquable que les communistes, dont le rôle dans les comités de libération fut pourtant souvent décisif, s'associèrent de préférence aux « résistants de la onzième heure » pour s'emparer des journaux vacants, plutôt que de les remettre aux mains de coopératives ouvrières. Les communistes pensaient pouvoir s'entendre plus facilement avec des affairistes, qu'ils méprisaient, qu'avec des militants ouvriers indépendants de leur organisation. Ils croyaient pouvoir agir plus efficacement sur les journaux ainsi noyautés. Le silence des conseils d'administration leur paraissait offrir un terrain de manœuvre plus sûr que de démocratiques assemblées générales de coopérateurs.

L'évolution de la conjoncture politique a d'ailleurs déjoué leur calcul. Ils ont été pratiquement évincés des journaux où ils n'occupaient que des positions minoritaires.

Depuis la libération, le législateur n'a lutté que très mollement contre les anciennes équipes de la presse bourgeoise qui mettaient en jeu toutes leurs ressources et leur influence, restée grande, pour reprendre leur situation d'autrefois.

La loi du 11 mai 1946, qui devait régler la question du transfert des imprimeries sous séquestre aux journaux utilisateurs nés de la résistance, ne fut pratiquement jamais appliquée. Le statut de la presse devait paraître dans les six mois suivant la promulgation de la loi, pour permettre la liquidation définitive de la situation ambiguë de la presse. Il n'a jamais vu le jour.

Les difficultés de plus en plus considérables d'exploitation des journaux ont permis aux anciens propriétaires de rentrer souvent en maîtres dans la place qu'ils avaient dû abandonner à la libération, par le simple jeu des participations financières et des augmentations de capital. Dès qu'un journal, par suite de mauvaise gestion, de baisse du tirage ou d'augmentation brutale du prix du papier et de l'impression, était acculé à la disparition, il se trouvait toujours un groupe pour le renflouer. Avec l'argent extérieur une nouvelle direction arrivait au poste de commande.

Parfois, en jouant sur un certain nombre de subtilités juridiques, comme le principe de la non-responsabilité pénale des personnes morales, les tribunaux ont prononcé l'acquiescement de la société éditrice d'un journal ayant paru sous l'occupation, tout en condamnant ses dirigeants. Puis l'imprimerie sous séquestre, dans un second temps, a été remise aux actionnaires non condamnés personnellement de la société acquittée. Ainsi le transfert à la S.N.E.P. était évité.

Lorsque disparut la nécessité d'obtenir du gouvernement l'autorisation de paraître et une attribution de papier, pour publier un journal, les dirigeants de la presse d'avant guerre purent ressortir leurs feuilles avec de nouveaux titres.

La question de l'affectation définitive des imprimeries et des immeubles des journaux transférés à la S.N.E.P. reste à régler. L'Assemblée nationale en abordant la discussion du rapport Desson le 11 décembre 1950 avait manifesté l'intention de le faire. Mais les désaccords étaient trop flagrants au sein de la majorité de l'époque pour

qu'une solution acceptable par tous puisse être trouvée. La majorité parlementaire ayant accentué depuis lors son caractère conservateur, il semble que l'objectif principal du « petit statut de la presse » que le gouvernement au pouvoir doit déposer prochainement, soit surtout d'évincer les journaux communistes des immeubles qu'ils occupent encore (notamment du building moderne de l'ancien *Paris-soir*).

Les biens détenus par la S.N.E.P. seront en tout cas vendus. Dès lors seules les affaires commerciales prospères pourront les acquérir.

### Marchands de papier

Pour nous, que ce soient les anciens propriétaires des journaux d'avant guerre qui s'installent dans leurs meubles ou les équipes dirigeantes qui doivent leur fortune à la résistance, nous n'y voyons pas grande différence. Dans un cas comme dans l'autre nous nous trouverons en face de commerçants qui vendent du papier et se font du rôle de la presse une idée bien différente de la nôtre.

Les principes généraux qui devraient guider les dirigeants de la presse, principes dont la brochure de M. Desmond que nous avons longuement citée au début de cet article donne une bonne expression, ne servent aux directeurs de journaux que de couverture idéologique.

Sous prétexte que leurs feuilles sont des véhicules d'idées et qu'elles participent à animer la vie intellectuelle du pays, ils revendiquent et obtiennent certains dégrèvements fiscaux.

Leur seul principe indiscutable demeure celui du profit. Or pour vendre du papier il faut à la fois satisfaire les goûts du plus grand nombre et ne pas mécontenter les puissants. D'où la formule en trompe-l'œil des journaux à grand tirage. Au point de vue politique ils ont recours à une certaine démagogie de façade qui dissimule mal une secrète complaisance pour tous les pouvoirs. Les vrais problèmes de l'organisation économique de la nation, de la réforme fiscale, de la politique extérieure, de la répartition du revenu national, des trusts, etc., sont esquivés plus qu'ils ne sont traités. L'accent par contre est mis sur le fait divers, le sensationnel, le morbide, l'érotique.

Alors que nous étions allés, naïvement, à la Fédération de la presse pour obtenir un certain nombre de renseignements statistiques sur la situation actuelle des journaux, on nous a tenu un langage qui avait au moins le mérite de la franchise.

Nous sommes une organisation patronale, nous a-t-on dit, nous défendons des intérêts patronaux. Nous ne sommes pas tenus de vous renseigner sur la situation de nos adhérents. D'ailleurs nous ne souhaitons pas particulièrement dire la vérité. Les problèmes qui nous intéressent sont exclusivement des problèmes pratiques et commerciaux...

On ne manquera pas de noter le contraste entre ce langage incontestablement sincère et les déclamations sur le droit à l'information des officiels.

Tant que se maintiendra la formule actuelle du régime capitaliste, il sera sans doute impossible d'avoir une presse réellement libre et indépendante. Les publications ouvertement subventionnées par les partis, les gouvernements ou les organisations représentant de gros intérêts économiques, présentent souvent plus d'intérêt que la grande presse quotidienne. Pour vivre, celle-ci doit atteindre les gros tirages et drainer vers ses guichets une énorme quantité de publicité. Elle ne peut y parvenir qu'en adoptant une formule fade essentiellement opportuniste. Tandis que les organes partisans, lorsqu'on connaît l'origine des fonds qui leur permettent de paraître, peuvent être les sources dignes de foi de renseignements précieux. Il

suffit d'adapter à leur prose un certain coefficient de correction pour discerner la vérité des faits derrière le tableau retouché qu'ils en donnent.

### Le déclin de la presse

Ces considérations économiques sont parmi les causes essentielles de l'affaiblissement de la « grande presse ». Celui-ci a eu pour conséquence, depuis 1944, la disparition de plus de 20 quotidiens et de 1.000 hebdomadaires.

La caractéristique principale de la presse française d'aujourd'hui est le déclin des journaux parisiens par rapport aux quotidiens de province. En 1939, Paris avait 64 quotidiens avec un tirage total de 5.760.000 exemplaires. En janvier 1951, Paris n'avait plus que 15 quotidiens avec un tirage de 3.680.000 exemplaires. Le tirage des journaux de province, en revanche, qui était de 5.250.000 exemplaires en 1939, est passé à 7 millions d'exemplaires.

L'une des principales raisons de cette évolution doit être le fait que le journal de province est un meilleur véhicule de publicité que le quotidien parisien. Dans son aire de diffusion il touche pratiquement la totalité de la population. Tout le monde l'achète, pour se tenir au courant des manifestations de la vie sociale locale. La rubrique de l'état civil, naissances, mariages, décès, passionne les lecteurs. Le journal de province donne un écho généreux de l'activité de toutes les sociétés locales, sportives ou autres. Il rend compte avec complaisance des « manifestations de sympathie » au cours desquelles le député du cru décore ses concitoyens, de la Légion d'honneur ou des palmes académiques. Enfin il publie un minimum d'informations générales sur l'actualité qui, complétées par la radio et les conversations, satisfait largement la curiosité de la majorité de son public. On a également remarqué que les journaux de province, notamment les grands régionaux, avaient amélioré leur présentation, étoffé leur rédaction : de sorte qu'ils donnent maintenant, sur l'actualité politique, par exemple, une information sensiblement égale en qualité et en précision à celle des journaux de Paris.

### La bureaucratization de la presse

Si la presse parisienne avait, avant la guerre de 1939, de solides positions en province, elle le devait au fait que beaucoup de gens achetaient alors deux journaux. En dehors du quotidien local, ils lisaient l'organe parisien qui défendait leurs idées politiques.

Or, aujourd'hui, les journaux parisiens d'opinion ont presque totalement disparu, à l'exception du *Populaire* et de *l'Humanité*.

De plus, l'Agence France Presse a une activité beaucoup plus importante qu'Havas-Informations d'autrefois. L'A.F.P. dispose de 19 bureaux en France, 59 bureaux et 39 correspondants permanents à l'étranger. Parmi ses 3.854 abonnés, on dénombre 583 journaux et 56 stations de radio. Enfin elle a des accords d'échange avec les plus grandes agences du monde. Cette organisation complète permet à l'A.F.P. de fournir, dans les meilleures conditions de rapidité et de bon marché possibles, la matière de leurs informations générales à tous les journaux français, parisiens et provinciaux. L'A.F.P. diffuse régulièrement des papiers de synthèse et de commentaires sur l'activité politique intérieure et extérieure. Ces articles, malgré leur allure officieuse, gardent cependant un ton neutre qui peut passer pour celui de l'objectivité. Aussi la plupart des journaux dits d'information, qui ne demandent pas autre chose qu'une prose passe-partout qui ne choquera person-

ne, s'empresment-ils de publier les dépêches de l'A.P.P. C'est pourquoi sous des titres à peine différents, on retrouve désormais les mêmes articles et les mêmes faits divers dans la presse entière.

Le journal de Paris se recommandait également autrefois à la clientèle de province par le mordant de ses éditoriaux et l'esprit de ses chroniques. Mais maintenant que la polémique est sévèrement bannie de la plupart des journaux, comment veut-on que les journalistes puissent s'évader du plus ternes des conformismes !

Le reportage lui-même, qui est la base et la sève du journalisme, est en train de mourir d'anémie.

Le manque de fonds des journaux a transformé la plupart des rédacteurs en sédentaires. Un journaliste qui ne manquait pas d'humour pouvait même un jour s'étonner à juste titre en constatant que l'information avançait encore. En effet, disait-il, je ne comprends pas comment la matière des journaux peut se renouveler puisque chacun sait que les journaux du soir sont faits avec les journaux du matin et que les secrétaires de rédaction de ceux du matin démarquent ceux de la veille. Derrière ce paradoxe il y a beaucoup de vérité.

En outre, la plupart des reportages et des études sur les pays étrangers qui paraissent dans la presse française sont de simples adaptations des « features » (1) que publient les grandes revues américaines comme *Life*, *Collier's*, *Fortune*, etc.

Même si les directeurs de journaux s'intéressaient au reportage, il serait néanmoins difficile de mener des enquêtes précises et objectives en France. Le journaliste se heurte à une telle méfiance, une telle volonté évidente de cacher l'essentiel, dès qu'il interroge quelque personne compétente, qu'il en est réduit le plus souvent aux conjectures. Les faits vrais, il pourra au mieux les deviner.

Nous pourrions citer, comme tous les journalistes professionnels, quantité d'exemples d'entraves apportées délibérément par les responsables d'importantes activités à la recherche de l'information. Tous les hommes qui font des affaires en France, qu'ils soient industriels, commerçants ou administrateurs de sociétés, s'imaginent que l'ignorance dans laquelle on tient le public de leurs véritables activités et de l'importance de leurs profits est la meilleure sauvegarde de leurs bénéfices. Tout se passe comme s'ils considéraient que seulement ce qui est illégal ou malhonnête peut être profitable.

Les entreprises nationales elles-mêmes n'échappent pas à ce travers. Pourtant nombre de grosses affaires entretiennent maintenant un service de « public relations » dont la mission est notamment d'établir un contact amical et facile avec la presse. Mais, si les « public relations » s'efforcent de se servir de la presse, pour obtenir d'elle des comptes rendus favorables sur les activités de la branche intéressée ou sur ses revendications professionnelles, ils n'entendent pas lui laisser les coudées franches.

Le journaliste qui a une idée de reportage et veut l'exploiter a bien de la peine à trouver un appui auprès d'eux en dehors des périodes cruciales du vote du budget ou des impôts nouveaux.

Pour faire un bon reportage et découvrir quelque peu le dessous des cartes il vaut mieux laisser ignorer sa qualité de journaliste. Surtout lorsqu'on veut enquêter sur les conditions de vie réelles des travailleurs.

Malheureusement, il n'est pas facile de se faire embaucher comme mineur, docker, maçon ou marin pour une courte période.

Dans la société capitaliste il n'y a pour ainsi

dire pas de place pour le journaliste indépendant. Ce qu'on attend de lui, c'est qu'il fasse la propagande du système en soulignant l'intelligence de ses dirigeants, l'ampleur de leurs réalisations, la générosité de leur politique sociale. S'il s'avise de dénoncer les abus, de souligner, non pas en recourant à des généralités abstraites mais en citant des exemples précis, les gaspillages, les disproportions entre les profits des uns et les salaires de tous les autres, il devient indésirable. Les portes se ferment devant lui et les journaux refusent sa copie.

L'informateur politique et parlementaire, lui, est obligé, bon gré mal gré, d'adhérer au système. Il est prisonnier de sa structure.

En rendant compte des discours des hommes politiques et des péripéties de la vie parlementaire, il accrédite les mythes sur lesquels ils vivent et qu'ils dispensent autour d'eux.

Par cette action le journaliste ne détourne-t-il pas ses lecteurs et ne se détourne-t-il pas lui-même de ce qui devrait être la tâche essentielle : celle qui consiste à changer les bases du système plutôt que de chercher à en comprendre le mécanisme ?

Cependant, malgré le rideau de fumée que la politique s'efforce de tirer entre l'action gouvernementale et les réalités tangibles de la vie quotidienne, les travailleurs mêlés à l'action syndicale se laissent rarement abuser. Aussi le journaliste qui s'efforce de démonter, jour après jour, le mécanisme des luttes d'influence et d'intérêt qui se développent derrière les conflits de personne ou de doctrine, peut-il faire échec, dans une certaine mesure, à la mystification et éclairer l'action des militants.

## La situation du journaliste

Les difficultés d'exploitation de la presse, la baisse de son prestige moral ont également eu pour conséquence l'abaissement de la situation sociale du journaliste.

La respectabilité de cette profession et son standing n'ont jamais été de premier ordre aux yeux de la bourgeoisie. On disait couramment, avant la guerre, que seuls les fruits secs ou les fantaisistes inassimilables par les professions honorables et bien rémunérées, devenaient journalistes. Le fait qu'on ne réclame pas de diplômes et qu'on ne fasse pas passer d'examen d'entrée attire toujours vers cette profession un certain nombre de recalés du baccalauréat. S'ils ont de bonnes relations dans un journal et de réelles facultés d'assimilation ils y réussiront aussi bien que d'autres.

Mais le journaliste « idéal » tel que le définit l'UNESCO : « explorateur à l'affût de l'information... agissant selon sa propre conscience... représentant le peuple et non seulement le patron de son journal... cultivé, au courant des problèmes économiques, politiques et sociaux de son temps », aura bien du mal à trouver des collaborations stables et rémunérées.

Lorsqu'il aura réussi cependant à se faire embaucher par un journal pour quelque besogne obscure où il travaillera plus souvent avec les ciseaux et la colle qu'avec le stylo, il ne renoncera pas, malgré les sévères avertissements des faits, à son individualisme et à ses illusions.

Au lieu de se tourner vers l'action syndicale pour obtenir une revalorisation de son salaire réel qui est en réalité à l'heure actuelle à peine égal à la moitié de ce qu'il était en 1938, il intrigue et cherche des collaborations supplémentaires dans d'autres journaux, quotidiens ou hebdomadaires. Parfois même il fournira un travail à prix réduit, sans se soucier du fait qu'il condamne un confrère moins débrouillard que lui au chômage.

(1) Articles originaux, enquêtes, études ou reportages.

Dans la plupart des journaux les comités d'entreprise n'ont pas été constitués ou sont en sommeil. Les journaux employant moins de 50 salariés ne sont même pas soumis à l'obligation d'en constituer un, quel que soit le nombre de leurs lecteurs et leur chiffre d'affaires.

La plupart des organisations syndicales, qui se disputent la clientèle des quelque 7.000 journalistes professionnels que compte le pays, semblent s'accommoder fort bien de cette apathie du mouvement revendicatif dans la presse. Les journalistes, d'ailleurs, n'obtiennent de misérables rajustements de leurs salaires que lorsque les ouvriers du Livre sont passés à l'action et ont arraché aux patrons quelques avantages.

C'est ainsi que, tandis que les ouvriers du Livre bénéficient de l'échelle mobile, les journalistes, sauf à Paris, n'ont pas su l'obtenir.

En vérité, le rédacteur de base, dans un grand journal, n'est guère que la cinquième roue du carrosse. L'abondance des papiers d'agence, les études et les reportages gratuits qu'envoient aux journaux l'UNESCO, l'O.N.U., les ambassades étrangères, les services de presse gouvernementaux, ceux des grosses administrations privées (pétrole et automobile notamment) permettent la confection d'un journal avec un personnel rédactionnel très réduit. Un bon secrétaire de rédaction peut à lui seul suppléer aujourd'hui une dizaine de collaborateurs écrivant des articles originaux.

La rançon de cette méthode de travail, c'est que la presse se laisse de plus en plus imposer ses sujets et ses commentaires de l'extérieur. Elle ne va plus à la découverte de l'information. Elle se contente de celle qui vient à elle. Aussi ne reflète-t-elle, en général, qu'une succession de points de vue partisans à travers lesquels la vérité s'estompe de plus en plus.

Les journalistes sortent de moins en moins des bureaux de leur rédaction. Leurs reportages ne sont, le plus souvent, que des comptes rendus de voyages organisés. Leur indépendance s'en trouve donc de plus en plus compromise à l'égard des pouvoirs réels.

Malgré les progrès des moyens de transport et de communication, la presse perd le contact avec les faits.

Dans les gazettes s'inscrit jour après jour une histoire falsifiée, édulcorée de notre temps. Les réalités élémentaires de la faim, du froid, du besoin de logement, de liberté, de travail, disparaissent derrière des images truquées et l'optimisme facile des discours officiels.

Les témoignages sincères et les cris de révolte qui réussissent cependant à se frayer un chemin jusqu'aux feuilles imprimées s'affaiblissent dans les mots qui les expriment et disparaissent eux aussi dans la masse des publications confidentielles que personne, ou presque, n'a le temps de lire.

### Que faire ?

La presse actuelle ne joue pas son rôle ou plutôt elle le joue très mal. Elle est magnifiquement équipée, grâce à son système de diffusion, à son bon marché relatif, pour toucher directement l'ensemble de la population adulte. Sans parler des journaux d'enfants et des journaux féminins dont on connaît les tares, la grande presse néglige son devoir d'éducatrice du peuple. Au lieu d'animer la vie politique, de lui donner un contenu concret, elle l'endort en la berçant de fables pour le plus grand profit des intérêts matériels et des comités qui agissent dans l'ombre du régime.

La presse qui devrait être gérée comme un service public, une entreprise désintéressée d'information générale, est considérée en fait par ses diri-

geants actuels comme une pure affaire commerciale.

Combien de directeurs de journaux écrivent encore dans les feuilles qu'ils contrôlent ? Combien auraient le goût et le moyen de le faire ? Quelques unités tout au plus.

L'organisation capitaliste de la presse a obligé des hommes comme Albert Camus, dont le journal *Combat* première manière était l'honneur de la presse française, à laisser la place à de vulgaires marchands de papier.

La formule de la presse à grand tirage semble être d'abaisser le lecteur plutôt que de tenter de l'élever. Pourtant il y a en France un public pour une presse intelligente et honnête. Elle se développera le jour où les équipes de journalistes sauront passer un véritable contrat avec leur public.

Les journaux, leur matériel et leurs capitaux acquis, appartiennent en vérité à ceux qui sont à l'origine de leur succès. C'est-à-dire aux rédacteurs et aux lecteurs. C'est donc à cette communauté que devrait revenir la responsabilité de la direction et de la gestion des journaux.

Journalistes et lecteurs pourraient former une vaste organisation de coopératives de production et de consommation.

Les administrateurs et les directeurs commerciaux des journaux qui, à l'heure actuelle, ont la haute main sur la presse et donnent à son contenu idéologique la tonalité que l'on sait, reviendraient à leur vraie place de simples exécutants.

Pour libérer la presse de l'emprise occulte des hommes d'affaires qui tirent leur puissance sur elle du contrôle de capitaux et de fonds que, le plus souvent, ils n'ont pas eux-mêmes apportés, ne serait-il pas possible de publier au grand jour l'origine des ressources réelles des journaux ?

Nous avons vu que les conditions d'exploitation des journaux étant ce qu'elles sont il est matériellement impossible qu'un quotidien équilibre son budget avec ses ressources propres. Les servitudes de la publicité et de la concurrence grevent encore les frais d'exploitation au coût du « dumping » auquel les plus grands journaux sont obligés de se livrer pour se vendre. Le lecteur achète souvent son journal au poids. Or plus on lui donne de papier moins on peut lui donner de vérité, chaque page supplémentaire entraînant un déficit que la vente et la publicité ne peuvent suffire à combler.

Pour que la concurrence entre les journaux ne se développe que sur le seul terrain de la qualité il faudrait que l'Etat ou la profession imposent à toutes les entreprises de presse une certaine discipline. Il faudrait par exemple limiter le nombre de pages et prévoir des sanctions effectives à l'encontre des délinquants.

Mais ne nous y trompons pas, de petites réformes partielles ne suffiront pas à régénérer la presse. Car elle est aussi dans sa vénalité, sa corruption et sa bassesse une conséquence de l'apathie de son public.

S'il se formait dans chaque ville des comités de lecteurs qui, au jour le jour, se chargeraient de faire la critique des journaux les plus lus ; si ces comités envoyaient des délégations auprès des directions des journaux, faisaient campagne contre le conformisme de la presse, sa docilité à l'égard des pouvoirs, ils ne tarderaient pas à l'obliger à se réformer ou à disparaître. Ils pourraient obtenir d'être représentés dans les conseils d'administration des journaux et faire là de la bonne besogne.

Pour passer de la démocratie formelle à la démocratie réelle, pour appliquer ses principes à tous les aspects de la vie sociale, il faudrait d'abord libérer la presse de la dictature qu'exercent sur elle les hommes d'affaires qui la contrôlent.

Pierre AUBERY.

# Le Carnet du Sauvage

**APRES LE 12 FEVRIER,  
LE 28 MAI ET LE 4 JUIN**

Malgré le désir de remonter le moral de ses troupes, le général stalinien Fajon n'a pas osé dire à propos des lamentables fiascos du 28 mai et du 4 juin ce qu'il avait écrit lors du fiasco du 12 février. On se rappelle qu'il l'avait qualifié de magnifique bataille.

Le 28 mai a montré que le parti stalinien, dans sa manifestation contre l'arrivée en France du successeur d'Eisenhower, n'avait pas à compter sur la grande masse des travailleurs, pas même sur le gros de ses membres. N'ont donné que les commandos spécialisés. Lors de l'arrivée d'Eisenhower les manifestations furent un échec. Contre Ridgway, elles ont été un fiasco.

Les accusations de guerre bactériologique, quand est repoussé le contrôle de la Croix-Rouge, se retournent contre l'accusateur.

L'arrestation de Duclos, dirigeant la manifestation non à la tête des commandos mais au fond de son auto, allait-elle provoquer un remous dans le pays ? Le parti stalinien a tablé là-dessus sans doute, puisqu'il a entraîné la C.G.T. dans un mouvement de grève générale pour le 4 juin. Grève générale — et illimitée — au moins pour les cheminots. Grève sur le tas ailleurs, en souvenir probablement de juin 36. Les événements ne jaillissent pas forcément à la même date. Cette année, ils n'ont pas jailli du tout. Ni dans les métoux. Ni dans les autres industries. Quant aux chemins de fer, au métro, aux autobus, ils ont fonctionné normalement. Dans le Livre, le comité fédéral, à l'unanimité, staliniens compris, avait décidé de ne pas répondre à l'appel de grève générale de la C.G.T.

Les dirigeants staliniens, ceux du parti comme ceux de la C.G.T., n'ont-ils pas vu qu'ils allaient au fiasco ? On a peine à leur supposer aussi mauvaise vue. Peut-être Tournemaine, le secrétaire fédéral des cheminots, s'est-il laissé griser par les résultats des récentes élections aux comités mixtes de la S.N.C.F. Il aurait quelques excuses. N'avait-il pas recueilli 206.000 voix contre 68.000 aux chrétiens et 38.000 à F.O. ? Mais voter est une chose, faire grève en est une autre. Un vieux renard comme Tournemaine le savait déjà probablement. Il est vraisemblable qu'on l'a poussé quelque peu à partir en grève. Les militants staliniens des syndicats n'ont d'ailleurs pas donné l'impression d'être chauds ni confiants. Le parti a dû leur pousser l'épée dans les reins. Et le parti lui-même était-il si chaud ? N'a-t-il pas obéi à des ordres d'en haut ?

Il ne faut jamais oublier les paroles fameuses de Molotov à Bevin en janvier 1948 : « Si vous continuez avec la France à poursuivre la réalisation du plan Marshall vous irez au-devant de l'ouragan ». Un ouragan fomenté par Moscou au moyen des partis staliniens de France, d'Angleterre et d'Italie. Au moyen surtout des syndicats sous la dépendance stalinienne.

Quatre ans ont passé, l'atmosphère n'a fait que s'alourdir. Les ordres impératifs se succèdent sans doute de Moscou. On leur obéit. De bon cœur ? Il ne semble pas, en dépit des vitupérations forcées de l'*Humanité*, des discours à la Fajon, ni des articles à la Billoux ou à la Jeannette Vermeersch. Un malaise se creuse au sein du parti stalinien. Il s'approfondit dans les syndicats stalinisés. Plus encore dans la classe ouvrière.

Pourtant aux dernières élections dans les usines les staliniens ont gardé des majorités massives. Ils ont perdu des voix, mais beaucoup moins qu'il n'était prévu.

L'exemple de Renault est typique. Cinq cents ouvriers ont répondu à l'appel de grève, mais dix-sept mille ont voté pour les staliniens. On continue donc en gros à leur faire confiance. Un camarade qui travaille depuis plusieurs années chez Renault m'a dit que cette confiance était très conditionnelle. Il l'explique surtout parce qu'en face rien n'inspire confiance. La force stalinienne viendrait particulièrement des 160 délégués et suppléants des 80 ateliers, pour la plupart staliniens ou stalinisants, militants de base, ayant langage et sens de classe, apparaissant comme les défenseurs de leurs camarades et les ennemis du patron. Là comme ailleurs c'est un problème de militants de base à disputer à ceux qui les dupent, de militants à former, ou à retremper. Les staliniens, avec leurs slogans pour la paix, contre le fascisme, contre l'occupant d'hier et d'aujourd'hui, pour la défense du pays du socialisme, créent une atmosphère trompeuse. Ils apparaissent comme les représentants de la vieille tradition révolutionnaire. Que fait-on dans la pratique journalière, à l'atelier et à la maison, pour dissiper cette atmosphère ? Il ne fait pas de doute que les staliniens ne seront pas balayés ou supplantés par des hommes de main du patronat ou par des réformistes incapables d'exprimer les revendications ouvrières, mais par de véritables militants révolutionnaires.

Au lendemain du 4 juin, les journaux ont annoncé que la voie était enfin ouverte à l'unité syndicale. **Franc-Tircur** a même vu s'édifier à brève échéance une Confédération Générale du Travail Libre. Certes, après le 4 juin, comme après le 12 février, la C.G.T. sera travaillée par un malaise croissant. Déjà ses effectifs fondaient à une allure rapide. Un délégué du Livre était effaré à un récent C.C.N. devant les faibles pourcentages de syndiqués indiqués presque avec satisfaction par des représentants de grosses corporations. La C.G.T. se vide depuis la scission et se videra plus vite encore maintenant. Mais les autres centrales ne se renforcent pas pour autant. Dans une autre période, la C.G.T. s'était renforcée du dépérissement de la C.G.T.U. Aujourd'hui ni F.O. ni la C.F.T.C. ne se renforcent. Les syndiqués quittent la C.G.T. pour la pêche à la ligne. Une centrale perd son sang, les autres restent squelettiques. Jusqu'à quand ?

A défaut de l'unité syndicale complète, l'unité partielle des organisations dites libres pourrait évidemment être envisagée.

Les perspectives d'unité entre F.O., C.F.T.C., C.G.C., Indépendants et Autonomes divers ne sont pas plus brillantes après le 4 juin qu'avant. Personne n'envisage d'entrer dans la maison voisine. Il est vrai qu'aucune ne dispose d'une force réelle d'attraction. Et personne non plus n'espère qu'une maison nouvelle sera bientôt le refuge commun.

La C.G.T., après le 12 février et le 4 juin, aura du mal à se remettre de son ébranlement. Le parti stalinien est forcé de poursuivre sa campagne, en premier lieu aujourd'hui pour la libération de Duclos. Tout sera mis en œuvre. Mais du même coup, une grave question se pose devant les syndicats de la C.G.T. Il y a pour eux quelque chose de plus grave encore que de servir d'instrument politique à un parti. C'est de servir d'instrument aux fonctionnaires, français ou russes, du Guépéou chargés de recueillir des renseignements d'ordre militaire pour le compte

de l'armée russe. Qu'y a-t-il de fondé dans les découvertes à l'arsenal de Toulon ? Je l'ignore. Les grandes révélations, hier à la Jules Moch, aujourd'hui à la Brune et à la Martinand-Déplat, accouchent souvent d'une souris. Mais pas mal de militants des syndicats de la C.G.T. qui touchent par quelque côté à l'armement ont maintes fois et depuis longtemps senti passer près d'eux autre chose que des souris. Et je me souviens d'un temps où Duclos passait pour faire ses premières armes dans les rangs du Guépéou.

Dans les grandes affiches placardées pour réclamer la libération de Duclos, il est claironné, que de même que l'assassinat de Jaurès annonça la guerre de 1914, et l'interdiction du parti communiste en 1939 la seconde guerre mondiale, l'arrestation de Duclos et de Stil aujourd'hui annonce la troisième. Diable ! La seconde guerre mondiale fut mieux qu'annoncée par la signature du pacte germano-russe approuvé, non sans crise de conscience, par le parti stalinien. C'est le pacte germano-russe qui en permit le déclenchement. Il n'est peut-être pas très habile de rappeler un fait aussi éclatant. Il n'est pas plus habile de jouer avec le sentiment nationaliste. En 1939, combien de députés soi-disant communistes se réveillèrent un beau matin singulièrement troubles ! Au lieu de quitter les rangs du patriotisme russe pour regagner ceux de l'internationalisme prolétarien, ils se découvrirent bons patriotes français et avec Gitton et consorts rallièrent le camp de la bourgeoisie. En 1952, si pareille crise survenait, la même situation se reproduirait sûrement.

— Impossible, puisque les blindés russes seraient aux Pyrénées quinze jours après.

— Rien ne dit que les blindés russes réussiraient la performance des blindés de Hitler. Et tout dit que, même s'ils la réussissaient, Staline connaîtrait exactement la même fin que Hitler et Mussolini.

C'est peut-être là notre plus grande chance de paix. Puisqu'il n'y a plus de force ouvrière — à commencer par la Russie — pour pouvoir parler net aux gouvernants.

## D'OU VIENT LE SCANDALE ?

— Vous voyez l'utilisation que font les staliniens de la campagne contre ce que vous appelez le scandale Villiers-Bedes ? Au moins chez les postiers.

— En effet nous avons vu le numéro spécial de l'organe de la Fédération postale stalinienne reproduisant les déclarations de Molinier dans la **Voix Syndicaliste des P.T.T.** Evidemment ça ne nous réjouit guère. Mais à qui revient la faute ? Qui donc a fourni des armes à l'adversaire ? Celui qui a créé le scandale ou celui qui a tout fait pour le faire cesser ?

Avouez que les militants postiers de l'opposition ont montré rudement de patience. Trop même. D'abord, Salençon, en quittant pour ce motif, le secrétariat de rédaction de **P.T.T. Syndicaliste**, l'organe fédéral F.O. Puis René Molinier, le secrétariat administratif, après avoir tout fait pour convaincre leurs camarades du bureau fédéral. Une longue lettre de Molinier à Mourgues, le secrétaire fédéral, m'a été communiquée il y a quelques mois — et pas par Molinier. Elle était déjà vieille. Mais elle montrait tout ce qui avait été fait et ce qui était encore fait de camarade à camarade, d'ami à ami, pour faire cesser le scandale. En vain tout cela. On ne peut s'étonner que Molinier ait enfin rendu les faits publics et fait écho à la campagne de Lapeyre. C'est d'avoir si longtemps attendu qu'on peut lui faire le reproche.

C'est curieux d'ailleurs que certains lui reprochent à la fois d'avoir parlé et d'avoir aussi longtemps attendu pour parler, s'associant par son silence durant cette période à l'attitude de Mourgues et de Stiesel. Comme s'il n'était pas tout naturel qu'il lui ait fallu du temps pour se rendre compte de cette situation,

puis plus de temps encore pour essayer de convaincre des camarades, en qui jusqu'alors il avait eu pleine confiance, de la nécessité de cesser cet état de choses.

Je connais trop peu Molinier pour savoir s'il est de caractère âpre et dur. Son attitude me donne à penser plutôt le contraire. Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas là pour lui une querelle de personnes, mais une question de propriété et de principe.

Avouerais-je que je suis pour ma part étonné par autre chose ? Je ne m'explique pas, mais pas du tout, que Frachon et les siens, à l'affût comme ils le sont de tout ce qui peut être utilisé contre F.O. aient attendu deux ans pour sauter sur l'affaire Mathot. Il y avait eu plusieurs numéros du **Combat Syndicaliste**. Inexplicable qu'ils ne les aient pas utilisés. Il y avait eu les déclarations de Gisselairo au Congrès, de Richou au C.C.N., de Lapeyre à la Commission administrative. A qui fera-t-on croire que tout cela soit resté ignoré de Frachon ? On est obligé alors de supposer que Mathot, ancien conseiller de la C.G.T. d'avant la scission, avait gardé des accointances dans la vieille maison. On peut même se demander si l'on n'a pas craint de faire quelque peine à ce bon M. Villiers, qui pourrait à l'occasion orner quelque conférence économique à Moscou.

Fritschmann, le secrétaire postal stalinien, se ratrape aujourd'hui. En avant les grandes déclarations sur la préparation à la guerre, la montée du fascisme, l'arrestation de Duclos et la gangrène des subventions Villiers ! Tout cela sans épargner Molinier, vous le pensez bien. Déjà Frachon, dans son grand discours au congrès de l'alimentation, avait parlé de Molinier comme de « l'un des premiers scissionnistes des P.T.T. ». Un redressement de la Fédération syndicaliste des P.T.T. par ses propres militants — et ses militants propres — serait évidemment la pire éventualité pour nos staliniens.

En fait d'argent, de subventions, d'équilibre de budget d'organisations, Frachon pourrait probablement éclairer divers points soulevés par Pierre Drouin, dans une série d'articles du **Monde** sur les feux croisés des propagandes. En sa qualité de membre du bureau politique, il ne peut manquer d'être renseigné. L'écart entre les recettes et les dépenses du parti stalinien est-il de 45 milliards, comme le disent certains ou simplement de 10 milliards, ce qui ne serait déjà pas mal.

Quant à Fritschmann, les postiers attendent encore ses explications sur son pacte germano-oriental relatif à la violation du secret des correspondances soldisant pour la sauvegarde de la paix, mais sûrement pour l'information du Guépéou.

Les postiers français ont vraiment bon estomac pour avoir avalé que monte à la tête de leur Fédération à la Libération l'équipe qui avait dénoncé et fait maintenir en prison Fronty, Mathé et Cougnenc pendant le temps nécessaire pour s'emparer de la Fédération.

Chez eux comme ailleurs la génération capable de balayer la maison syndicale est lente à se dégager. De vieilles querelles entravent le rassemblement. Là aussi on remâche les disputes d'autrefois. Me permettra-t-on de dire que j'accorde plus de confiance — quoi que je pense de la franc-maçonnerie — à un maçon qui se dresse contre le scandale Villiers-Bedes-Mourgues qu'à un anti-maçon qui l'accepte. Ce n'est pas sur la lutte entre maçons et anti-maçons que le classement des militants s'opère en 1952. C'est sur d'autres problèmes. Un certain nombre de camarades sérieux des P.T.T. feraient bien de s'en rendre compte à temps. Sinon, en s'attardant à des aspects secondaires, ils laisseront passer l'heure d'agir. Pas de solidarité entre anciens camarades poussée jusqu'à la complicité, pas de monopole des questions de postiers, alors que le scandale Villiers-Bedes intéresse

toutes les organisations et que les militants de ces diverses organisations réussiraient ensemble l'assainissement du mouvement ou bien échoueraient ensemble. Surtout ne pas rejeter le scandale sur ceux qui ont voulu le faire cesser ; il revient de droit à ceux qui l'ont créé, et cyniquement, en pauvres grands réalistes, en ont tiré non seulement profit mais orgueil.

## PETIT BOUT DE REPONSE A BOTHEREAU

De mauvaises langues m'avaient dit que Bothereau voyait les choses par le petit bout de la lorgnette. Je vais être obligé de croire ces médisants.

Bothereau tiendrait beaucoup à ma cotisation à F.O. Plus qu'à mes critiques. Ça se comprend ; les critiques sont généralement désagréables.

Il aura ma cotisation quand mon syndicat la lui apportera. Je le lui ai dit. Mais il ne paraît pas avoir compris. Je puis même lui dire que je la lui ai donnée — à lui ou aux siens — de 1922 à 1936, sans en être plus fier pour cela. Les versements d'alors comptent ceux d'aujourd'hui.

La R.P. serait toujours en vente à la librairie de l'avenue du Maine. C'est exact. Comme il est exact que je suis assez bon client de la librairie. D'autres camarades aussi.

Quant au désabonnement de divers personnages représentatifs de F.O., ce n'est évidemment qu'un accident individuel. Cela ne vient pas d'une consigne donnée.

Mieux renseigné, je saurais ce que mes écrits peuvent comporter d'injuste et d'inutilement blessant. Je ne fais rien tant que d'être injuste, même à l'égard d'adversaires, même à l'égard d'ennemis. Je ne cherche jamais à blesser, même ceux qui prennent avec moi de grands airs, mais je ne suis pas disposé à m'en laisser conter.

Je dois avouer que je n'ai pas eu de chance, plus j'ai été renseigné — et je n'avale pas n'importe quel bobard — plus j'ai été amené à ne pas comprendre le rôle de Bothereau dans le scandale Villiers-Bedes.

Dans mon étude « Notre presse syndicale » (R.P. de février 1951), qu'il n'a probablement pas lue, je faisais déjà discrètement allusion à une de ses déclarations sur ce scandale. Il n'est pas inutile de le rappeler aujourd'hui :

« Il n'y a aucune bonne raison de repousser une publicité commerciale ne portant aucune atteinte à l'indépendance de pensée et d'action. Par contre, accepter une publicité qui ne serait qu'une subvention gouvernementale ou patronale déguisée, une publicité qui tendrait à mettre la main sur la presse syndicale, sur les militants syndicaux, sur les organisations syndicales de bas en haut de la maison, il devrait suffire d'envisager cette hypothèse pour que, sans distinction de tendance, tout le monde crie : Ah ! non, pas de ça ! Tout au contraire nous vivons en un temps où des aventuriers se permettent de menacer des militants. Ils vont jusqu'à leur conseiller de ne pas spéculer sur certaine immunité personnelle. A qui croient-ils donc avoir affaire ? C'est aussi le temps où des militants huppés trouvent que ces opérations sont des affaires saines. Merci pour cette santé. »

Les militants huppés, c'était Bothereau que je visais il y a un peu plus d'un an. J'étais exactement renseigné. Et je pensais l'amener à réfléchir.

Si Bothereau a changé d'avis et ne trouve plus que ces opérations sont saines, pourquoi tarde-t-il à le dire ? S'il ne se proclame plus l'ami de Mathot et n'agit plus comme son protecteur, je serai le premier à m'en réjouir et à le reconnaître. Mais s'il veut « jouer » Lapeyre et étouffer le scandale Villiers-Bedes, qu'il ne compte pas sur notre silence ici et sur notre complicité.

## LES BROCHURES DU CERCLE PELLOUTIER

Dans la R.P. d'avril, en indiquant les tâches que se traçait le Cercle Pelloutier il était dit : « Diverses brochures sont en projet. L'une, sur l'Ecole russe ; l'autre sur un point d'histoire qui paraît oublié ; comment, en 47, la France a échappé au sort de la Tchécoslovaquie. »

La brochure sur l'Ecole russe est sortie. A nos amis de la diffuser largement. Elle intéresse les pédagoges en premier lieu ; mais les autres militants auront intérêt à la lire.

La brochure sur les événements de 47 va être mise en chantier. Les camarades qui ont mis de côté des documents de l'époque ou qui ont des souvenirs précis, me rendraient service en me communiquant ces documents et ces souvenirs. J'ai accepté la prise en charge de cette brochure et voudrais bien être en mesure d'en remettre le manuscrit à Walu d'ici deux à trois mois.

Il est possible que l'ordre prévu des brochures soit modifié. Des propositions nouvelles et plus urgentes ont été formulées. Ne faudrait-il pas consacrer la deuxième au scandale Villiers-Bedes de manière à ce que personne ne puisse répéter qu'il n'y comprend goutte ? Ou bien encore au cinquantième du Congrès de Montpellier de 1902 où se réalisa l'unité ouvrière entre la Fédération des Bourses du Travail et la Confédération Générale du Travail.

Mais qu'elle soit la deuxième ou la troisième ou même la quatrième, la brochure sur les événements de 1947 ne perdra pas de son utilité. Il convient qu'ensemble nous fassions cette étude sérieusement.

Pierre MONATTE.

Parmi nos

## LETTRES

### LA SEVE CIRCULERA

Mon cher Monatte,

J'ai — peut-être à tort — l'impression que tu t'es cru visé dans le passage de mon livre où il est dit que « la sève ne circule plus » (Cf. « R.P. » N° 362), comme si tu te sentais personnellement responsable de cette absence de circulation et de la décomposition d'un mouvement qui eut sinon de l'unité, du moins de la flamme et beaucoup d'espérance. Est-il nécessaire d'écrire ici que rien dans mon texte n'autorise une déduction aussi subjective ?

J'ai rendu hommage au syndicalisme révolutionnaire français, à tout ce qu'il comporte d'original, et particulièrement à sa méfiance des « idéologies prétentieuses ». Sur ces mots, je crains que tu ne fasses un contresens : vouloir l'émancipation des travailleurs et affirmer que celle-ci ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes, est-ce avoir une idéologie ? Je ne le pense pas, car cette volonté et cette affirmation sont la conséquence de deux faits : la possibilité pour l'homme de dépasser d'abord sa condition momentanée et d'engager sa dignité dans ce dépassement, et aussi, le salariat, encore tout imprégné de siècles de misère et d'oppression.

Que sur ces deux faits, on édifie des idéologies impliquant à la fois « explication » du passé et du présent et prévision messianique pour l'avenir, cela est naturel ; car l'homme a souvent besoin sinon d'une religion, du moins d'une métaphysique capable de justifier son existence ; mais il serait mortel pour

le syndicalisme d'y accrocher son destin. Les idéologies passent comme les modes de pensée et les rapports sociaux qui leur ont donné naissance ; et si elles survivent, c'est aux dépens de leur valeur « explicative » et sous la forme de croyances ou de mythes traditionnels. Or le syndicalisme ne saurait, à mes yeux, passer, tant que les moyens d'existence des trois cinquièmes de l'humanité ne reposent pas, ou ne reposent plus, sur la propriété personnelle des moyens de production.

S'agit-il de faire table rase des traditions ouvrières ?

A aucun degré. Je crois dans mon livre avoir démontré le danger d'un prolétariat étranger à toute tradition et proie facile pour l'aventurisme stalinien. Mais, on n'a bien compris une tradition que si l'on est capable de la dépasser en en conservant l'esprit. Quel était donc l'esprit du syndicalisme révolutionnaire ? La volonté d'amener le salarié de la situation de prolétaire à celle d'homme libre, de la situation d'homme mutilé à celle d'homme épanoui. Je ne doute pas que cet esprit soit celui-là même que tu t'efforces de sauvegarder par dessus tout. Et le reste ? Le reste, un mélange d'idéologies inspirées du marxisme et de l'anarchisme devant lesquelles, il est nécessaire à l'homme libre de garder sa tête froide ! Le difficile sans doute, — et c'est là une source d'erreurs —, est de conserver cet esprit au milieu de formes et de situations changeantes et de le préserver contre les syndicalistes eux-mêmes, trop tentés, les uns de confondre leur cas particulier avec celui de l'ensemble, les autres de croire à des tabous despotiques ou à des missions prophétiques.

Le pragmatisme des meilleures têtes de la C.G.T. — à ses débuts — nous est d'autant plus utile, que les valeurs fondamentales du mouvement sont menacées par l'invasion militaire du dogme marxiste-léniniste. Tu me diras que Staline n'est pas Lénine. J'en suis d'accord ; mais dépouillant Lénine de son romantisme (par ex. : l'Etat et la Révolution), il reste le cynisme stalinien, de la même façon que Napoléon était un Anacharsis Cloots dépouillé d'illusions et Bismarck un Robert Blum appuyé sur l'armée prussienne. Chaque rêve révolutionnaire se réfracte ainsi dans le réel sous des formes nouvelles parfois monstrueuses, qui en apparaissent parfois comme la négation absolue.

Mais revenons à « la sève qui ne circule plus ». Comment le pourrait-elle parmi toutes les branches cassées de l'ancien arbre syndical ? Il est vrai que l'arbre de la C.G.T. reste debout ; mais le ciment stalinien y a remplacé l'écoulement de la vie.

Il n'est pas un militant parmi les plus engagés — j'en apporte le témoignage formel, parmi tous ceux que j'ai rencontrés depuis plusieurs années — qui ne ressente physiquement le poids des ruines et l'absence d'une construction valable. La « R.P. » reflète souvent, — et même dans la controverse sur son titre —, le désarroi des uns, le stoïcisme des autres, puisés aux mêmes sources, pour ne pas comprendre que le syndicalisme s'il veut survivre, doit opérer les mutations nécessaires, adapter son esprit et son idéal d'émancipation humaine à la statique comme à la dynamique économiques et sociales.

Prenez le salaire comme catégorie ; il joue aujourd'hui un rôle considérable dans l'équilibre économique, rôle inconnu au temps de Marx. Alors simple élément du coût de revient, il est aujourd'hui le débouché essentiel de la plus formidable des économies capitalistes, celle des Etats-Unis. Aucun économiste ni homme d'Etat intelligent ne peut le nier. Cela ne veut pas dire que chaque patron privé cloquemuré dans son prix de revient en ait conscience. Ce serait une illusion de le croire, mais la reconnaissance de ce fait avec preuves objectives à l'appui

peut apporter une solide base d'action au syndicalisme.

C'est un fait que le capitalisme français est arriéré et vit dans le malthusianisme du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas une raison pour le syndicalisme de l'imiter en axant ses revendications exclusivement sur le maintien du pouvoir d'achat (par l'échelle mobile ou tout autre moyen conservateur de ce genre). Je salue comme progressiste tout effort pour lier le salaire à la production, c'est-à-dire pour créer et arracher les conditions d'un droit qui jusqu'ici a été refusé au travail salarié : le droit à la production.

Je salue aussi tout effort pour donner aux salariés qui en sont dépourvus un minimum de responsabilités capable de les repersonnaliser. Le droit aux responsabilités peut encore être balbutiant et décevant, mais il faudra bien le réaliser si l'on veut vraiment et non dans les phrases, travailler à l'émancipation de la classe ouvrière sur le terrain où elle reste encore servie, celui de l'entreprise.

La charte d'Amiens n'a pas prévu tout cela et c'est naturel ; mais elle a eu le mérite de définir ce que j'appelle les dimensions de l'espace syndical qui nous permettent d'y respirer : la liberté, l'indépendance, la démocratie. Mais cet espace resterait vide si nous ne réussissions pas à le peupler de nouveaux droits à conquérir sur les bases de la société moderne ; nouveaux droits qui impliquent nouveaux devoirs, nouvelles responsabilités. C'est par le travail souterrain des forces économiques, la disparition et la création de droits corrélatifs que changent les sociétés avec ou sans les secousses causées par les accidents de la route, secousses qui ne peuvent masquer la continuité historique.

Toute prophétie me semble vaine et tout conservatisme périmé, au delà d'une certaine permanence de l'esprit. Je souhaite qu'avant et après leur réunion, les branches dispersées du syndicalisme libre prennent conscience du monde où nous vivons, afin que l'unité syndicale si nécessaire ne renouvelle pas la duperie de 1935. Alors on pourra dire que la sève circule à nouveau.

Michel COLLINET.

## EST-IL SI DIFFICILE DE SE FAIRE COMPRENDRE ?

Où bien ne veut-on pas comprendre ?

Rendant compte du C.C.N. de F.O., **Pour l'Unité** du 1<sup>er</sup> juin écrit :

« Pour Lapeyre le problème était devenu d'une limpidité extrême. Il s'agissait de savoir dans quelle mesure l'organisation syndicale peut recevoir la publicité nationale ? »

Publicité nationale ? Coquille sans doute. C'est publicité patronale qu'on a probablement voulu écrire.

Là opèrent les amateurs de confusion. Publicité commerciale normale, Lapeyre ne la conteste pas. C'est une publicité fictive, masquant une subvention déguisée, qu'il repousse et que nous repoussons. En l'espèce, le sieur Mathot n'est pas un agent de publicité mais un dispensateur de fonds — pas le seul d'ailleurs — de Villiers et de la confédération patronale.

C'est tout le problème. Il est, en effet, d'une limpidité extrême.

Ne pas le trancher en premier lieu, c'est s'interdire de discuter tous les autres problèmes, surtout celui de la productivité. Ne pas prendre ses responsabilités, c'est s'avouer incapable de prendre une attitude conforme à l'intérêt ouvrier par la suite. Une véritable défilade devant ses responsabilités, en somme. Même si à propos de la productivité on dénonce à grands cris la technocratie.

# A TRAVERS LE MONDE

## Grande-Bretagne

### « BEVANISME »

Le livre que Bevan vient de publier à Londres sous le titre « In Place of Fear » (Heinemann, 6 sh.) est tout différent de ce qu'on attendait d'un homme qui fait figure de leader d'un mouvement de gauche au sein du Labour Party. On attendait un programme, et, sinon, un apport théorique, une position politique précise affirmée en face de celle des chefs du parti. On ne trouve qu'une pensée diffuse et confuse qu'il ne serait pas aisé de suivre si l'on ne réussissait à dégager quelques points de repère.

Le thème dominant qu'on retrouve, de place en place, dans tous les chapitres, c'est une critique du régime individuel de la concurrence, du laissez-aller, critique périmée, telle qu'on la formulait au siècle dernier, mais qui ignore les traits nouveaux des régimes capitalistes : trusts, cartels, ententes ; critique dirigée insidieusement contre le régime américain mais totalement inopérante car elle ne sait rien des traits spécifiques du capitalisme américain, et pas davantage des interventions de plus en plus fréquentes de l'Etat, des contrôles qu'il impose en temps de guerre et maintient partiellement en temps de paix.

C'est, on le voit, une critique qui vient avec quelque retard. Mais ce n'est pas le plus important. Tous les mouvements de gauche qui se sont manifestés à l'intérieur du mouvement ouvrier anglais étaient, à des degrés divers, et plus ou moins expressément, antiparlementaires ; ils s'orientaient sur diverses formes de syndicalisme : « industrial unionism », socialisme de Guildes, etc. Le rôle dominant dans la transformation de la société était attribué aux organisations syndicales d'industrie. C'est l'enseignement qu'on donnait dans les Labour Colleges. Bevan propose une voie exactement contraire ; c'est à peine si les trade unions sont mentionnées dans son livre. C'est ici qu'on découvre ce qui constitue le fond de sa conception.

Ce ne serait pas assez dire qu'il est un socialiste parlementaire. Il est le parlementaire intégral, absolu. Pour lui, la grande date du temps présent, c'est celle des élections générales de 1929 quand, pour la première fois, les femmes votèrent et que tous les électeurs ne disposèrent que d'un vote ; le suffrage était vraiment universel. Désormais le Parlement peut tout faire et il faut tout attendre du Parlement et, bien entendu, de l'Etat, à condition cependant que le ministre dispose, dans son rayon, de toute l'autorité. Aussi, trouve-t-il inouï qu'il y ait encore des conservateurs et des libéraux pour déclarer que le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins. Il est plein de sollicitude pour le député : « Si, écrit-il, l'effectif de la Chambre des Communes doit être composé d'hommes et de femmes de moyens modérés, ce qui est le plus désirable, qui ont ordinairement leur résidence dans leur circonscription, des facilités de bureau et de secrétariat doivent être mises à leur disposition ». Dira-t-on que ce sont des détails sans importance ? « Après avoir siégé 22 ans à la Chambre des Communes, répond-il, je puis affirmer le contraire. L'efficacité d'une démocratie dépend, dans une mesure considérable, des facilités accordées à ses représentants. S'ils sont gênés dans leur

travail, leurs constituants souffrent d'une diminution correspondante d'autorité. »

Mais ceci n'est vraiment qu'un « détail » auprès de ce qui va suivre. Je vais traduire maintenant, littéralement, un passage, essentiel, extrait du chapitre consacré au rôle du Parlement. Après avoir fait remarquer que si Marx, Engels et Lénine n'ont pas ignoré la démocratie parlementaire ils n'en ont jamais poussé à fond l'analyse, il écrit :

« On en trouve la preuve non dans les documents mais dans l'influence qu'eut leur enseignement sur les leaders de mon jeune temps. L'action parlementaire était considérée comme un auxiliaire de l'action directe des organisations ouvrières d'industrie. Le pouvoir, nous enseignait-on, était au point de production, et là nous étions déjà bien organisés. Cette attitude était encouragée par la puissance industrielle avec laquelle des travailleurs, ceux des transports, les mineurs et les cheminots émergèrent de la guerre de 1914-1918. Aller au Parlement semblait un chemin détourné et ennuyeux d'atteindre ce qui semblait être déjà à portée de la main par des voies plus directes. « Pourquoi traverser la rivière pour emplir son seau ? » disait un leader gallois de grande intelligence et d'immense influence, Noah Ablett. Ces rêves de succès facile ne devaient pas survivre à la dépression économique des années vingt. Le chômage de masse fut une cruelle école. Le pouvoir industriel était juste ce que les chômeurs ne possédaient pas. »

Ainsi, parce que le chômage, un chômage il est vrai exceptionnel par sa masse et son caractère chronique, rend plus difficile l'action ouvrière, il faut délaisser l'organisation syndicale, renoncer aux « facilités » de l'action directe pour se tourner vers le Parlement.

Un événement que Bevan rapporte pour en tirer une même conclusion mérite d'être mentionné car il est important par lui-même. Il s'agit d'une entrevue entre Lloyd George et les leaders de la Triple Alliance ouvrière, Robert Smillie, pour les mineurs, Robert Williams, pour les Transports et J.-H. Thomas, pour les cheminots. On est en 1919. Ces « alliés » ont élaboré un programme de revendications, et ils se déclarent prêts à mobiliser leurs forces pour les imposer. Lloyd George les mande à son cabinet, leur dit qu'ils disposent d'un appui si puissant que « je dois vous dire que, selon moi, nous sommes à votre merci. L'armée est démoralisée ; nous ne pouvons pas compter sur elle... Nous sortons à peine d'une grande guerre ; les peuples sont impatients de recevoir la récompense que méritent leurs sacrifices, et nous ne sommes pas en mesure de les satisfaire. Dans ces conditions, si vous mettez votre menace à exécution et proclamez la grève, vous nous battrez. » C'est le prologue. « Mais, ajoute le ministre, si vous agissez ainsi, avez-vous pesé les conséquences ? » Et d'évoquer alors la crise constitutionnelle qui en résultera. « Si une force se dresse, dans l'Etat, qui est plus forte que l'Etat lui-même, alors elle doit être prête à assumer la fonction de l'Etat. Messieurs, y avez-vous pensé, et êtes-vous prêts ? » Robert Smillie, qui raconte la scène à Bevan, aurait dit en conclusion : « Dès ce moment, nous étions battus et nous savions que nous étions battus. » (Il est intéressant de noter que, dans des circonstances au fond

semblables, Clémenceau, usant d'une tactique analogue à celle du rusé Gallois, dit aux représentants de la C.G.T. : « Pourquoi voulez-vous brusquer les événements ? Notre succession est ouverte et vous savez bien que c'est vous qui nous succéderez. »

L'espère, pour la mémoire de R. Smillie, que ce récit est un peu arrangé. Sinon, il y aurait d'autres conclusions à en tirer. Mais, pour l'instant, ce n'est pas ce qui importe. Bevan rapporte cette histoire uniquement pour appuyer sa thèse : l'organisation syndicale, si puissante soit-elle, est incapable de se substituer au régime existant. Donc, allons au Parlement.

..

Autre caractéristique des conceptions de Bevan. Les industries nationalisées sont administrées par un Board (conseil de direction) composé de techniciens, de fonctionnaires, et d'un ou plusieurs trade unionistes ; mais on ne peut pas dire représentant syndical parce qu'il n'est pas désigné par son organisation mais nommé par le gouvernement. La conséquence inévitable est que, pour les ouvriers il n'y a pas grand-chose de changé, sinon que désormais la direction, qui leur est pratiquement étrangère, est tout entière centralisée à Londres. Leurs mécontentements provoquent fréquemment des conflits, et il n'est pas exagéré de dire qu'il y a là une des raisons pour lesquelles les travaillistes ont été incapables de résoudre le problème, cependant capital, du charbon.

Le « gauche » Bevan va-t-il demander la modification radicale de la composition des Boards, et une décentralisation nécessaire ? Pas de tout. Pour lui, le Board est même de trop : c'est le ministre qui doit disposer d'une autorité sans partage. Il retombe, là encore, dans son parlementarisme intégral : le ministre qui dirige par personnes interposées compromet le régime parlementaire.

Mais ne faut-il pas voir, finalement, dans cette exaltation du parlementarisme quelque chose d'autre ? Un renforcement de l'Etat qui devrait conduire à un régime de caractère totalitaire. Car je pourrais citer d'autres passages du livre, notamment sur « le rôle du leader politique » qui suggèrent une orientation dans ce sens.

..

J'ai dégagé de cet ouvrage ce qui est, je crois, surtout pour nous, l'essentiel. Le chapitre sur la politique mondiale n'ajoute rien à ce qu'on sait déjà. Bevan s'y montre à peu près aussi intelligent que Geneviève Tabouis qui, sous le Front populaire alignait les effectifs des armées « démocratiques » pour impressionner Hitler. La raison pour laquelle, selon lui, il ne faut pas avoir peur de la Russie c'est parce que « elle sait qu'elle n'a aucune chance de sortir victorieuse d'un conflit général. Les Alliés disposent déjà d'une production annuelle d'acier de 128 millions de tonnes et ils pourraient en produire 180. »

Il faut cependant s'arrêter à ce qu'il écrit à propos de Hong Kong. « D'après des informations parues dans des journaux américains sérieux, il apparaît clairement que l'Amérique ne donnerait pas son appui à notre maintien à Hong Kong. Notre position est simple. Nous y sommes par droit de traité. Si la Chine veut le réviser nous sommes prêts à discuter. Mais nous ne nous en laisserons pas chasser par une agression. Nous avons renforcé notre garnison en dépit de l'attitude américaine. »

A. ROSMER.

## Etats-Unis

### LA DISCRIMINATION RACIALE AUX U.S.A.

Les lecteurs de la R.P. ont pu constater avec quelle ténacité (voir article de R.H.) les syndicats américains luttent contre les préjugés raciaux aux Etats-Unis. Nous avons pu recueillir, de deux syndicalistes américains s'occupant de l'éducation des militants, deux courts articles présentant deux aspects de la lutte contre la discrimination : l'un sur le plan de l'émancipation politique, l'autre sur le plan purement syndical. Ce qu'ils relatent ce sont des faits et des résultats concrets. Ils sont d'un intérêt égal : il ne faut pas oublier que le moyen politique, pour si précaire qu'il puisse être, n'en constitue pas moins une défense appréciable et d'ailleurs peu utilisée par les Noirs qui craignent les représailles.

C'est Brownie Lee Jones qui donne un aperçu de ce dernier aspect. Brownie Lee Jones, que Roger Hagnauer a présentée en termes attendris dans un de ses articles, est née dans un Etat du Sud, l'Oklahoma, dont elle a gardé un vivant souvenir. Pendant vingt ans, elle s'est occupée de la Negro School for Workers en Virginie, un des Etats du Sud les plus pénibles pour les Noirs ; en même temps elle prenait une part active aux conférences du C.I.O. et aux Ecoles d'été (semaines d'études). Malheureusement l'établissement dont elle s'occupait a dû cesser son activité faute de fonds en janvier 1951. Alors, durant sept mois, volontairement, et à titre bénévole, ainsi qu'elle le dit dans son article, Brownie s'est dévouée pour assurer une campagne de vote en Virginie, également parmi des Noirs pratiquement illettrés. Ce genre d'activité ne consiste pas à faire campagne pour un candidat ou un autre, mais à engager les gens à remplir les formalités nécessaires pour être électeurs, c'est-à-dire à se qualifier pour voter (suivant l'expression américaine). Elle regrette de n'avoir pu continuer plus longtemps et souhaite que les premiers résultats obtenus permettent d'entreprendre une action plus vaste.

Sam Ezelle, directeur du département de la Recherche et de l'Education du Kentucky, a bien voulu nous faire part de ses expériences qui se situent davantage sur le plan syndical. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'un intellectuel, mais d'un charpentier en fer. Il est tout jeune, à peine trente ans. Depuis bientôt six mois, il est en Europe et il s'est appliqué à connaître, au plein sens du terme, l'esprit européen. Il faut entendre par là qu'au lieu de s'en tenir aux informations du sommet, il s'est efforcé d'entrer en contact avec les militants de base ; ce qui n'est pas chose aisée, comme chacun sait, pour un étranger. Certaines conversations nous ont permis de nous rendre compte à quel point il voulait savoir d'où pouvaient provenir les malentendus dans les rapports franco-américains au stade syndical, pour, dans la mesure où il le pourrait, les faire connaître et tenter d'y porter remède. Il critique sans ménagement, lorsqu'il le juge utile, les initiatives gouvernementales ou syndicales des U.S.A. et bien des opinions énoncées par lui n'eussent pas été reniées par des militants français très avertis. Il appartient à l'A.F.L., mais, ainsi qu'on pourra le constater au cours de son article, il n'a pas cherché à gonfler l'action de l'A.F.L. aux dépens du C.I.O. Son sens de la solidarité — et ceci n'est pas moins vrai pour Brownie Lee Jones — témoigne de l'état d'esprit de nombreux militants du mouvement syndical aux Etats-Unis et il est agréable de constater que cette qualité majeure du syndicalisme international possède aussi des racines profondes outre-Atlantique. Denise CAMINADE

## CAMPAGNE POUR LE VOTE EN VIRGINIE

Durant ces dernières années, l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur a fait porter principalement ses efforts sur la formation civique des Noirs de Virginie afin d'accroître parmi eux le nombre de votants. En janvier 1951, il fut décidé de mettre sur pied un projet spécial de campagne pour le vote, limité à un travail intensif dans trois des comtés (districts) appartenant à la ceinture noire (black-belt countries), c'est-à-dire trois comtés (districts) où la population compte plus de Noirs que de Blancs.

Comme il n'y avait pas de fonds spéciaux pour ce travail, je dus prêter volontairement mes services pendant une période de sept mois. Avec une vieille Ford 1938, et grâce au courage et au rude labeur des Noirs des trois comtés, il a été possible de visiter nombre de petites villes et de communautés rurales et de mettre sur pied les « Ecoles » de telle sorte que les Noirs apprennent à se « qualifier » pour voter.

« Se qualifier » pour voter en Virginie n'est pas trop aisé. En premier lieu il faut avoir payé durant trois ans les « poll taxes » (1) (ce qui représente une somme de 1 \$ 50) et ensuite être inscrit sur les listes électorales. Aucun effort n'est fait pour inciter les gens à payer les poll taxes, étant donné que les représentants de l'Etat (2) n'ont pas intérêt à avoir un large collège électoral. De plus, les poll taxes doivent être payés six mois avant une élection. Une époque si éloignée de celle-ci qu'on ne perçoit pas l'intérêt de voter.

L'inscription sur les listes électorales est cependant pour les groupes ruraux de Noirs souvent beaucoup plus difficile que le paiement durant trois années de cette taxe.

Pour se faire inscrire il faut répondre à une douzaine de questions « à la satisfaction » de celui qui est chargé de vous inscrire (Registrar). Souvent celui-ci est fort difficile à satisfaire et dans certaines régions, toutes sortes de questions ont été posées dans l'unique but d'empêcher les Noirs de se qualifier.

Dans les trois comtés, durant les mois de février, mars et avril, l'accent fut mis sur la nécessité de payer les poll taxes. Des réunions eurent lieu, les comtés furent divisés en vue d'organiser les visites de prospection de porte en porte pour inciter les gens à payer ! Des parades (3) pour les poll taxes eurent même lieu, pour amener des files de voitures chez le trésorier du comté en temps voulu.

La date de clôture du paiement des poll taxes révéla des gains réels dans les trois comtés. Alors, rapidement, la préparation au questionnaire d'inscription sur les listes électorales passa au premier plan. Dans un comté ceci fut simplement le fait d'une bonne organisation du travail de prospection, mais dans les deux autres il fallut surmonter toutes sortes d'obstacles. La première chose évidemment était de préparer efficacement les gens à passer avec succès ce genre d'examen ; c'est-à-dire de répondre correctement aux questions posées par la loi. Là où les difficultés provenaient d'une éducation limitée, il fallut mettre sur pied des écoles, et des nuits sans nombre fu-

(1) Poll taxes. Si cet impôt minime n'est pas payé en temps utile, on ne peut voter.

(2) Lorsqu'on parlera d'Etat, il ne s'agira pas ici de l'Etat fédéral, mais d'un des 48 Etats qui composent l'Union.

(3) Il s'agit ici de démonstrations spectaculaires, analogues à celles qui se produisent lors de la fête du Travail au mois de septembre aux Etats-Unis.

rent passées par ceux qui avaient payé leurs taxes à copier et recopier sans cesse le formulaire nécessaire. Un commerçant noir entreprenant dénommait son école (une boutique de campagne), une « école chantante », et faisait chanter et rechanter, à ceux qui assistaient à ses cours, jusqu'à ce qu'ils sussent par cœur les réponses aux questionnaires. Sa théorie était la suivante : si vous ne pouvez les chanter vous n'arriverez jamais à les savoir.

Mais même après des semaines de préparation, tous les ennuis n'étaient pas terminés car plusieurs des « registrars » s'étaient fait une habitude de ne jamais être là, lorsque les futurs votants venaient se faire inscrire. C'était un coup pour ceux qui avaient dû parcourir 20 ou 30 miles. Un « registrar » posait même des questions déclarées illégales par la Cour depuis des années. Finalement, dans trois des régions de prospection il fallut, avant que l'action fût un succès, porter les cas devant la Cour de Justice. Par ce moyen, vingt noms supplémentaires furent ajoutés sur les registres.

La région la plus difficile se trouva être une petite communauté du nom de « Yale ». Pendant quarante-cinq ans la politique des Blancs dans ce pays avait été d'empêcher les Noirs de voter. Un seul Noir avait réussi, durant tout ce temps, à se faire inscrire sur les listes. Mais après la décision de la Cour, dans cette petite communauté arriérée, 14 nouveaux votants figurèrent sur les listes. Ce fut un véritable événement pour ceux qui gagnèrent le droit de vote après tant de difficultés. Mais pour ceux qui avaient aidé à ce plan de campagne, le véritable événement avait eu lieu des semaines auparavant, lorsque le courage de combattre par l'action devant les cours de justice, pour le privilège de voter, avait pris naissance.

Environ deux cents nouveaux votants sont portés sur les registres dans ces trois comtés, mais pour acquérir de réels gains politiques, cinq ou six cents autres votants seraient nécessaires ; mais du moins une impulsion a-t-elle été donnée et le courage et la fierté sont nés qui stimuleront en 1952 la poursuite de la campagne pour le paiement des poll taxes et l'inscription sur les listes électorales.

Brownie Lee JONES.

## LES DERNIERS JOURS DE LA DISCRIMINATION RACIALE AU KENTUCKY

Depuis la seconde guerre mondiale, le Kentucky a fait des progrès considérables dans le domaine de l'abolition des différences raciales. Bien des facteurs ont permis ces changements importants, mais c'est surtout à la croissance rapide d'un mouvement syndical bien organisé que cela est dû. Depuis 1940, l'A.F.L. et le C.I.O., aussi bien que les syndicats indépendants ont crû en force et en nombre. C'est dans les salles de réunion de ces syndicats, où Blancs et Noirs s'asseyaient côte à côte pour discuter des problèmes qui les intéressent que commencent à disparaître les préjugés raciaux. Reconnaissons d'ailleurs que cette sorte de préjugé a été tout à fait profitable au patronat du Sud qui s'en est servi comme d'un épouvantail contre l'organisation syndicale. Les syndicats du Kentucky démontrent que cette pratique, basée sur le mensonge, ne supporte pas la discussion. Nous évoquerons un incident qui se produisit à Louisville peu après la guerre. Mis en présence d'un comité représentant le syndicat A.F.L. dans une usine d'aluminium, un représentant de la société refusa de discuter avec la délégation. Il appela les Noirs présents « niggas » (terme pé-

jouratif équivalant à négro en français) et suggéra que le comité revint après avoir changé sa composition. Le résultat de cet acte cruel fut que cet homme perdit sa situation, et la direction de l'usine, face à une grève immédiate, se hâta de contremander son action. Dans un autre exemple, où il s'agit d'une petite usine de gravure, les travailleurs en grève se virent offrir une augmentation substantielle pour reprendre le travail à condition que l'unique travailleur noir fût licencié. Et bien que ces hommes et ces femmes eussent déjà dû « serrer leur ceinture » (en anglais, l'expression est la même) et souffert eux-mêmes durement, ils sortirent de la réunion plus « remontés » que jamais et continuèrent leur grève deux semaines de plus, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu tout ce qu'ils réclamaient, et tous, y compris le Noir, reprirent leur ancien travail.

Nous avons été témoins d'autres incidents de ce genre, où les employeurs tentèrent de briser les forces syndicales en persuadant leurs employés de former des sections syndicales « noires » ou « blanches ». Il y a seulement peu de temps, un contremaître s'efforça de faire naître des discussions parmi les employés d'une fabrique de meubles du Kentucky en expliquant à un délégué d'atelier noir qu'il était fou de représenter les employés blancs. Il est impossible d'écrire ici la réponse qu'il reçut.

Dans un autre domaine, l'A.F.L. et le C.I.O. sont directement à l'origine de l'abolition de la fameuse loi « Day » qui, dans le Kentucky, contraignait à la discrimination dans les collèges et les universités. C'est Mme Thelma Stovall, une travailleuse de l'industrie des tabacs A.F.L., élue à l'Assemblée générale du Kentucky par l'action politique des travailleurs syndiqués, qui en 1950 présenta le projet repoussant la loi Day. La constitution du Kentucky (qui est celle d'un vieil Etat) prévoit des écoles différentes pour les Noirs et les Blancs, au stade primaire, aussi bien qu'au stade secondaire : cette distinction existe toujours et quoique une révision constitutionnelle soit plus difficile nous pensons que l'abolition de cette mesure pourrait ne plus beaucoup tarder.

Si nous considérons que la discrimination dans le Kentucky, contre les Noirs, est aussi vieille que cet Etat lui-même — qui fut le quinzième à rejoindre l'Union en 1792 — nous pouvons être fiers du choix des travailleurs du syndicat des Employés du nouveau gouvernement de la ville qui élurent un président noir, alors que les membres sont en grande majorité blancs. La timidité compréhensible du citoyen noir pour participer à des réunions mixtes de quelque sorte que ce soit, disparaît à mesure que le Noir réalise qu'il est un élément indispensable et qu'on a besoin de lui pour bâtir la politique syndicale. Le travailleur intelligent qui a les yeux ouverts, mis en présence de cette alternative : avoir un syndicat fort ou un syndicat faible, divisé par le mythe de la suprématie blanche, choisira toujours le syndicat fort. Il est néanmoins évident que certains tiendront quand même au passé.

Bien que les vieilles unions de métiers se montrent encore réticentes à se joindre aux jeunes fédérations d'industrie, les douze dernières années ont amené un changement rapide dans le domaine de la discrimination et les douze prochaines années devraient nous mener vers la démocratie vraie pour laquelle nous luttons.

En Amérique, la discrimination qui a existé vis-à-vis des Polonais, des Italiens, des Juifs et des Suédois est pratiquement abolie. A l'exception des Noirs, aucune autre race ne souffre de ce préjugé. Au Kentucky, qui est une des portes du Sud, le mouvement syndical a fait beaucoup plus pour éliminer le préjugé contre les Noirs, pendant ces

douze dernières années, que ce qu'ont fait le clergé, les organisations fraternelles ou civiques et croisés individuels combinés depuis la guerre civile !

Som EZELLE.

## Etats "associés"

### LE ROI DU CAMBODGE ET SYNGMAN RHEE

Il y a deux choses qui dépassent toutes les bornes imaginables : ce sont les mensonges stalinien et l'hypocrisie française.

S'il y avait encore des gens qui pouvaient penser que la France avait réellement l'intention de donner l'indépendance à ses « Etats associés » de l'Indochine, ils doivent être maintenant détrompés. Les derniers événements de Pnom Penh doivent dissiper à cet égard toute illusion.

Dans l'Etat « indépendant » du Cambodge, « associé à l'Union française », et où la guerre ne sévit point, le Cambodgien étant d'un tempérament aussi foncièrement pacifique que son voisin le Siamois, des élections avaient eu lieu. Naturellement, ces élections avaient donné la majorité au parti national, c'est-à-dire au parti de ceux qui veulent une indépendance réelle pour leur pays. Et un gouvernement parlementaire ayant la confiance de cette majorité nationale... gouvernait.

Mais cela, évidemment, ne faisait point l'affaire de l'impérialisme français. En conséquence, on a fait faire au roi, homme à tout faire de la France, un coup d'Etat par lequel il assure tous les pouvoirs.

Ainsi, c'est très clair : ce que la France appelle l'indépendance de l'Indochine, c'est une Indochine gouvernée dictatorialement par un pantin qui se contentera d'exécuter les ordres de la France.

Ce coup d'Etat cambodgien est d'autant plus significatif qu'il s'est produit presque simultanément avec la tentative de coup d'Etat faite par Syngman Rhee en Corée. Ce dernier, lui aussi, voulait le pouvoir absolu, et pour cela, il lui fallait, à lui aussi, dissoudre la Chambre ou menacer de la dissoudre, afin de pouvoir être réélu aux prochaines élections présidentielles. Mais ici, bien que Syngman Rhee soit entièrement du côté des Nations Unies dans la lutte contre le « communisme », les Nations Unies ou, pour parler plus franchement, l'Amérique s'est mise en travers. Elle exige que la démocratie et la Constitution soient respectées. Que n'en a-t-elle fait autant au Cambodge !

Cela montre, une fois de plus, qu'il n'y a rien de commun entre la guerre de Corée et celle d'Indochine, malgré tout ce que les impérialistes français voudraient nous faire accroire, et surtout faire accroire aux Etats-Unis.

En Corée, c'est une guerre contre l'impérialisme russe et le colonialisme chinois, ayant pour objectif, au moins dans l'immédiat, l'établissement d'un Etat coréen indépendant et démocratique ; tandis qu'en Indochine, il s'agit d'une guerre voulue et déclenchée par le colonialisme français pour maintenir ce pays dans l'asservissement au moyen de pantins indigènes dont on tirera les ficelles.

...Cependant qu'en Tunisie, à ces bombes si suspectes du lendemain de la libération de Chenik et du départ du sous-secrétaire d'Etat américain, dont nous avons parlé le mois dernier, succède une tentative, non moins suspecte, d'empoisonnement du bey.

Evidemment ! Lorsqu'un coup d'Etat n'est pas possible, pourquoi pas le terrorisme ?

R. L.

# L'ASIE, L'EUROPE et le capitalisme d'État<sup>(\*)</sup>

Camarades,

La géographie, les termes géographiques subissent souvent l'influence de l'histoire. Ainsi en est-il de ces deux termes : Europe et Asie.

S'il est, en effet, une partie du monde bien délimitée, dont l'unité géographique est évidente, c'est cette grosse masse continentale, uniforme et massive, que bordent, au nord, l'océan Arctique, au sud, l'océan Indien et la Méditerranée, à l'est et à l'ouest, le Pacifique et l'Atlantique. Cependant, au lieu de faire de cette unité géographique un seul continent, on en a fait deux : l'Europe et l'Asie.

Cette division qui ne se fonde sur aucune raison géologique pas plus que géographique, est due exclusivement à l'histoire. Elle provient de ce que depuis des millénaires, depuis le moment où l'Europe est entrée dans l'histoire et peut-être même bien avant, les gens d'Europe et d'Asie ont toujours eu le sentiment d'être profondément différents.

Il y a deux mille cinq cents ans déjà, Hérodote traduisait cette opinion lorsqu'il déclarait que les hommes d'Orient faisaient tout à rebours de ceux d'Occident, même lorsqu'ils pissaient, puisque les uns pissent accroupis tandis que les autres pissent debout !

Et aujourd'hui, tout comme au temps d'Hérodote, les Européens, malgré leurs différences de langue, de caractère, et leurs antagonismes, considèrent qu'ils appartiennent à une même famille, lorsqu'ils se comportent aux peuples de l'Orient. Le Grec, par exemple, a beau être le voisin immédiat du Turc et ne pas être très loin de l'Arabe, il s'estime beaucoup plus proche de l'Anglais ou du Français dont il est distant de milliers de kilomètres, que du Turc ou de l'Arabe.

Cette opposition entre les caractères, les tempéraments, les civilisations, comme vous voudrez ! des deux groupes de peuples a tout naturellement des répercussions, non seulement dans le domaine de la nomenclature géographique, mais dans celui de la politique. Presque continuellement l'un des deux groupes a cherché à déborder sur le territoire de l'autre, et il s'en est suivi les plus grandes luttes de l'histoire. Luttés dont l'enjeu était tout autre que celui des petites guerres auxquelles ont coutume de se livrer entre eux les États d'Occident afin d'« arrondir » leur domaine aux dépens du voisin, car il ne s'agissait plus, dans ce cas, d'un simple conflit entre États, mais d'un conflit entre civilisations. Ce ne furent point seulement des guerres, mais des « invasions », et ce sont elles qui, en réalité, constituent les grandes étapes de l'histoire de nos pays.

## LES INVASIONS ET LES CONTRE-INVASIONS

Il est remarquable que c'est par un heurt de cette sorte, par une tentative avortée de l'Asie sur l'Europe que s'ouvre l'histoire proprement dite de l'Europe. En fait, c'est ce heurt qui a donné à l'Europe conscience d'elle-même.

(1) Causerie faite aux Cercles d'études syndicalistes de Lyon et de Saint-Etienne les 10 et 11 mai 52.

A peine, en effet, la civilisation européenne était-elle née — en cette extrémité orientale de la Méditerranée où elle n'avait pu naître que grâce, précisément, à ce que l'Europe y était en contact avec l'Asie, civilisée depuis beaucoup plus longtemps — que se produisirent les guerres médiques. Ces guerres qui mirent aux prises, en deux rounds, au cinquième siècle avant notre ère, Athènes représentante de l'Occident, et l'empire perse représentant de l'Orient, restèrent toujours pour les Grecs le grand événement de l'histoire, et on les célèbre encore, avec raison, dans nos manuels scolaires. C'est grâce à elles, grâce à Marathon et à Salamine, que l'Occident ayant, pour la première fois, pris conscience de sa force et de sa valeur, se développa d'une manière autonome et put ainsi donner naissance à une nouvelle sorte de civilisation, distincte des vieilles civilisations orientales.

Mais jamais rien ne reste en l'état ; les échecs aussi bien que les réussites entraînent une réaction. C'est pourquoi, un siècle après la défaite de Darius et de Xerxès, l'Occident va, à son tour, prendre l'offensive et... réussir. Avec Alexandre, il mordra profondément sur l'Asie en occupant toute cette vaste région que nous dénommons maintenant le Proche-Orient, les pays de Memphis et de Thèbes, de Ninive et de Babylone. Conquête qui sera consolidée, deux siècles plus tard, par Rome lorsqu'elle incorporera à son propre empire presque tout l'ancien empire d'Alexandre.

Mais Rome tombe. Et l'Occident, à nouveau désarmé sur la défensive, va avoir à faire face à l'Orient dans deux directions.

D'une part, il va avoir à subir de la part des peuples asiatiques toute une série d'attaques de front qui, ou bien demeureront sans lendemain, comme celle des Huns, l'envahisseur s'en retournant aussi vite qu'il était venu, ou bien se termineront par la conversion au christianisme des occupants, c'est-à-dire par leur assimilation à l'Europe, comme ce fut le cas pour les Avars.

D'autre part, l'Europe sera l'objet, et cela sera beaucoup plus grave, d'une large attaque enveloppante par le sud, celle de l'Islam, attaque qui permettra à l'Orient, après avoir fait disparaître en un tournemain tout vestige de la domination et de la civilisation gréco-romaine dans le Proche-Orient, et après avoir occupé tout le nord de l'Afrique, d'entrer en Europe par l'arrière, par le détroit de Gibraltar ; l'Orient s'installe ainsi en Espagne pour près d'un millénaire et, dans le sud de la France, pour plusieurs siècles.

Mais à l'action de l'Orient succède la réaction de l'Occident. Ce sont les Croisades. A l'occupation de l'Espagne, l'Occident réplique par celle de Jérusalem. Si bien que le milieu du moyen âge verra à la fois, l'Asie campée en Europe, et l'Europe campée en Asie.

Un certain équilibre est ainsi atteint vers la fin du XII<sup>e</sup> siècle, chacun des deux adversaires étant amené à reculer lentement devant les attaques de ceux dont il a occupé le territoire, les Arabes d'Espagne devant les attaques des Espagnols du nord, Castillans et Aragonais, les Croisés devant celles des « assassins » de Syrie et des armées de l'Égypte. C'est ainsi que Jérusalem est reconquis par les mu-

sulmans, cependant que ces derniers ne tiennent plus guère en Espagne que l'Andalousie.

Mais c'est alors qu'une nouvelle poussée de l'Asie se manifeste. De même que la première, elle va débiter par une attaque frontale, celle des Mongols, qui, comme les précédentes pénétrera au cœur même de l'Europe ; les Mongols s'arrêteront cependant d'eux-mêmes en vue de Vienne, et, comme les Huns, retourneront vers l'est presque aussi vite qu'ils en sont venus. Puis une attaque de flanc, qui, comme celle des Arabes, se terminera par l'occupation, pour de longs siècles, d'une partie de l'Europe. Venant du sud-est, cette dernière sera conduite par les Turcs, peuples venus des déserts du centre de l'Asie, comme les Mongols, et qui, après avoir, d'un même coup, emprunté leur foi aux Arabes et établi sur eux leur domination, leur prendront en outre la direction de la lutte de l'Orient contre l'Occident.

Ayant traversé les Dardanelles au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, ils s'emparent, dans les années qui suivent, de toute la péninsule des monts balkaniques, puis de la plaine hongroise, et ne finissent par s'arrêter que sous les remparts de Vienne, comme les Mongols.

Ainsi donc, lorsque la civilisation européenne est en plein essor, comme durant l'antiquité, l'Europe se défend victorieusement contre l'Asie, ou même débord sur elle ; lorsque, au contraire, l'Europe est en déclin comme au haut moyen âge, ou ne se relève que lentement comme au bas moyen âge, en dépit de quelques contre-attaques limitées et qui sont liées d'ailleurs à des réveils de la poussée civilisatrice en Europe, c'est l'Asie qui déferle sur l'Europe.

En bien, c'est en vertu de cette même loi que nous assistons au XVI<sup>e</sup> siècle à un nouveau renversement du courant. L'énorme poussée de civilisation qui caractérise l'Europe des temps modernes, depuis la Renaissance jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, va se traduire par un débordement, non plus, cette fois, de l'Orient sur l'Occident, mais de l'Occident sur l'Orient.

Et ce sera un débordement qui dépassera de beaucoup les limites atteintes par celui du temps d'Alexandre, qui les dépassera d'autant que la civilisation moderne dépasse la civilisation antique.

Tout comme l'Islam au VII<sup>e</sup> siècle, l'Europe opère par un vaste mouvement tournant, mais dont l'amplitude est encore bien plus considérable que le détour par l'Afrique du Nord fait par les Arabes. Profitant des découvertes des grands navigateurs du XVI<sup>e</sup> siècle, l'Europe contourne l'Afrique par le sud et du premier coup atteint l'Indonésie, c'est-à-dire l'extrémité orientale de l'Asie, tout comme les Arabes avaient atteint du premier coup l'Espagne, extrémité occidentale de l'Europe. Sur tout le parcours, des points d'appui, des « comptoirs » sont, en outre, établis, points d'appui dont, ensuite, on s'élancera à la conquête de l'intérieur. Et c'est ainsi qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle on trouve finalement l'Inde, l'Indochine, l'Indonésie occupés presque en totalité par des puissances européennes, cependant qu'en Chine, de solides bases de départ, analogues à celles qui ont servi pour conquérir l'Asie méridionale sont déjà établies sous le nom de « concessions » et de « territoires à bail ». L'Occident, cette fois, ne se contente pas de mordre sur l'Orient, il menace de l'avaloir tout entier.

D'autant plus qu'à cette attaque enveloppante s'est ajoutée une attaque frontale. Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les Cosaques russes étoient partis à l'assaut de la Sibérie et, un siècle plus tard, ils atteignaient le Pacifique.

Enchâné par le nord et par le sud, l'Asie est donc bien sur le point d'être submergée.

Mais, à ce moment, se produit un nouveau renversement de situation, celui auquel nous assistons.

L'origine s'en trouve dans un phénomène dont

Marx avait, dès le milieu du siècle dernier, signalé toute l'importance.

C'avait été grâce à sa civilisation, à la supériorité de sa civilisation, que l'Europe avait pu envahir l'Asie. Mais tout envahisseur ne fait pas qu'apporter pour lui-même sa civilisation ; il en pénètre tout le pays qu'il occupe. Et cela tout particulièrement si, comme c'est le cas pour l'Européen moderne, l'établissement de sa civilisation, en l'espèce la civilisation de la machine à vapeur, permet d'exploiter beaucoup plus fructueusement le pays conquis et son peuple que si on laisse ceux-ci « croupir » dans leur état ancien.

L'Europe importa donc en Asie la machine.

On commença généralement par les chemins de fer. Et c'est à ce propos, à propos de l'inauguration du premier chemin de fer de l'Inde, que Marx remarqua qu'après avoir construit des chemins de fer, il faut construire des ateliers de mécanique pour les réparations, puis, qu'on est amené à juger plus simple de construire, sur place même, les locomotives et les wagons, et enfin, si les conditions naturelles s'y prêtent, à fonder dans le pays même l'acier nécessaire à ces wagons et locomotives, etc. ; de sorte qu'au bout de quelque temps la « colonie » se trouve nécessairement « industrialisée », ce qui signifie qu'elle a acquis les moyens mêmes qui ont servi à ses maîtres pour l'asservir. A partir de cet instant, le peuple colonisé n'a plus qu'un souci, c'est d'utiliser pour s'émanciper l'arme qui a été ainsi mise entre ses mains et la lutte pour la libération commence.

C'est cette lutte qui en Asie est actuellement en plein développement et qui n'a cessé de se poursuivre à une cadence accélérée. Aussi rapidement que, sous le souffle de l'Islam, l'empire byzantin s'était effondré, il y a treize cents ans, dans le Proche-Orient, la domination européenne s'effondre aujourd'hui dans tout le sud asiatique. En quelques années, on a vu l'Europe être obligée d'abandonner successivement l'immense Inde, avec ses deux annexes de Ceylan et de la Birmanie, toute l'Indonésie, si riche, à la seule exception de la sauvage Nouvelle-Guinée, sans compter les Philippines et tous les bastions détenus en Chine à la seule exception des entrepôts de Hong-Kong et de Macao. La seule partie importante du Moyen et Extrême-Orient où l'Europe se cramponne encore avec l'énergie et la stupidité du désespoir, est l'Indochine qui, cependant, rejoindra nécessairement et à brève échéance ses voisins dans l'indépendance.

De même, plus près de nous, dans une région géographiquement et économiquement très différente, dans le Proche-Orient, l'Angleterre a dû lâcher successivement ses « mandats » sur l'Iraq et la Transjordanie, et la France ceux qu'elle s'acharnait à conserver sur la Syrie et le Liban, cependant qu'en mettant à la porte l'Anglo-Iranien, l'Iran mettait fin au demi-vasselage dans lequel le tenait l'Angleterre et que l'Egypte s'apprête à libérer entièrement son sol de la présence des troupes britanniques.

C'est donc bien à un nouveau reflux de l'Occident que nous assistons. Ce n'est pas encore le flux, l'Orient n'a point encore envahi l'Occident, mais il se libère de lui.

Cependant, si l'effondrement actuel de l'Europe en Asie est aussi rapide et aussi total que l'a été celui du monde hellénistique dans le Proche-Orient au temps de Mahomet, la libération s'opère par des moyens et sous des formes très différentes de ceux du VII<sup>e</sup> siècle, aussi différents que le sont les civilisations des deux époques. On suit, comme alors le drapeau du « prophète », mais le prophète n'est plus Mahomet, c'est Staline ; le « communisme » a remplacé l'Islam.

Quelles en sont les raisons ? C'est ce que je voudrais maintenant essayer d'expliquer.

## LES RAISONS D'ÊTRE DU CAPITALISME D'ÉTAT

C'est, avons-nous dit, l'industrialisation, ou plus exactement le début d'industrialisation apporté par l'Europe qui a donné aux Asiatiques le goût de l'indépendance, et, en même temps, les moyens de l'acquiescer. De même, pour pouvoir maintenir et consolider leur indépendance, les Asiatiques ne voient et n'ont d'autres moyens que de pousser plus avant, pousser au maximum leur industrialisation.

Pour cela, il leur faut faire deux choses : d'une part, rendre « nationale » l'industrie déjà existante ; d'autre part, étendre cette industrie dans toute la mesure compatible avec l'importance des ressources naturelles que leur pays recèle, de manière à être en mesure d'égaliser l'Europe, voire même de la surpasser.

C'est seulement à cette double condition que l'Asie peut acquiescer une indépendance réelle, et être capable de la défendre.

Or ce sont là exactement les deux mêmes problèmes que ceux qui se sont posés à la Russie au début de ce siècle.

La Russie, elle aussi, avait, il y a trente ans, subi un commencement d'industrialisation important ; tout comme en Asie, cette industrialisation avait été l'œuvre du capital occidental et les entreprises y étaient restées, même plus qu'en Asie, la propriété des Occidentaux. La quasi-totalité de l'industrie lourde russe : charbons du Donetz, fer de Krivoï-Rog, pétrole de Bakou, sidérurgie du Donetz et de la Pologne russe, métallurgie de Pétrograd, tout cela avait été fondé et demeurait dirigé, et, la plupart du temps possédé, par des Français, des Belges ou des Anglais. De même, s'il est absolument faux de dire qu'en 1917 la Russie n'était encore qu'un pays agraire, il n'en est pas moins vrai que l'industrie était loin d'y avoir acquis les dimensions que l'étendue du pays, l'importance de sa population et la richesse présumée de ses gisements miniers pouvaient lui permettre d'atteindre.

Il est donc naturel que l'Asie, se trouvant devant le même problème que la Russie, se soit engagée sur la même voie qu'elle : sur celle du **capitalisme d'État**, cette forme du capitalisme qui est du capitalisme « porté à sa plus haute puissance », comme dit Engels.

Mais, pourquoi cette voie, commune à la Russie et à, au moins une partie de l'Asie, se trouve-t-elle avoir été choisie pour la solution du double problème devant lequel ces pays se sont trouvés ? Pourquoi ces pays n'empruntent-ils pas plutôt la même voie que l'Europe, celle du capitalisme privé, c'est-à-dire celle-là même qui a permis à l'Europe de s'industrialiser et de leur apporter l'industrie ?

C'est là la question essentielle qu'il nous faut résoudre.

En ce qui concerne le premier objectif il va de soi que l'étatisation de l'industrie est le meilleur et le plus sûr moyen de la « nationaliser ». Il est, en effet, assez difficile de dire à un particulier de céder sa place à un autre particulier, d'exproprier M. Schneider au profit d'un Monsieur Troubetskoï ou d'un Monsieur Song, simplement parce que M. Schneider est Français tandis que M. Troubetskoï et M. Song sont Russes et Chinois — alors surtout que c'est M. Schneider qui a fondé les dites usines. Cela manque de ce minimum de base morale, de décence qui est tout de même nécessaire dans la conduite des affaires humaines.

En outre, on ne sera jamais bien sûr que, par un procédé quelconque, M. Schneider ne parviendra pas à conserver ou à reprendre la direction de son entreprise en se servant de Russes ou de Chinois comme de prête-noms.

Lorsque, au contraire, c'est l'État qui exproprie à son propre profit l'opération change de caractère, elle n'est plus une mesure prise contre un étranger simplement parce qu'il est étranger, elle a les apparences d'une mesure générale et qui est faite au profit de l'État, c'est-à-dire, soi-disant, au profit de **tous**. Et comme il est admis généralement que l'intérêt de la collectivité doit passer avant les intérêts particuliers, elle apparaît comme légitime. L'étatisation de l'industrie étrangère est donc le moyen le plus commode d'opérer sa « nationalisation » au sens étymologique du mot. L'avantage du capitalisme d'État à ce point de vue est évident.

Au second point de vue, pour ce qui a trait à l'extension rapide de l'industrialisation, l'avantage est moins évident, il n'en existe pas moins.

L'industrialisation de l'Europe par le capitalisme privé a extrêmement bien réussi, certainement beaucoup mieux qu'elle n'aurait pu le faire avec le capitalisme d'État, mais c'est que l'Europe se trouvait dans des conditions toutes différentes de celles devant lesquelles se trouvent actuellement la Russie et l'Asie.

Pour l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, il s'agissait, en effet, de **créer** l'industrie, de la créer de toutes pièces, en partant de zéro. Autrement dit, il s'agissait pour les Européens d'**inventer**, alors que maintenant, pour les Russes et les Asiatiques, il ne s'agit plus que de **copier**. De copier en modifiant, en perfectionnant, en transposant, en portant à une échelle plus grande, c'est entendu, mais tout de même en ne faisant simplement que reprendre les grandes découvertes qui ont transformé la face de l'Europe occidentale lors de la révolution industrielle de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et des décades suivantes.

Or les conditions les plus propres à l'invention et celles les plus propres à la transplantation de ce qui a été déjà découvert, sont très différentes.

Inventer, c'est se plonger en plein inconnu, c'est aller à l'aventure, s'avancer sur des chemins inexplorés sans savoir où ils vous mèneront et dont la plupart, en fait, conduisent souvent à une impasse ; c'est connaître mille échecs pour aboutir à une réussite.

Un peuple qui se trouve en période d'invention ressemble à ces espèces animales ou végétales, dont nous parlent les biologistes, qui sont en état de mutation. A chaque instant naissent des individus qui diffèrent de l'espèce à laquelle appartient leurs parents par un ou plusieurs caractères. Or, souvent, et même la plupart du temps, ces caractères sont nocifs et ne permettent pas à l'individu de vivre ou de se reproduire, mais parfois, exceptionnellement, ils sont avantageux, et l'individu peut alors faire souche d'une espèce supérieure.

On comprend dès lors que lorsqu'un peuple est en proie au délire de l'invention, pour que ce délire atteigne à des résultats, il faut que toutes les activités individuelles soient débridées au maximum, que chacun puisse faire librement ce qui lui passe par la tête et librement en tirer profit. Et que, par conséquent, toute intervention de l'État tendant à limiter les initiatives individuelles ou à les canaliser dans une direction donnée, ne saurait être que néfaste. On n'invente point conformément à un « plan », on peut **développer** une invention d'après un plan, mais non en imaginer le principe. L'inventeur est un artiste. L'artiste ne peut travailler sur commande. A l'inventeur comme à l'artiste il faut l'inspiration ; l'inspiration ne se commande pas ; c'est un phénomène strictement individuel.

D'où la nécessité de la liberté de recherche et de la liberté de produire, dans toute société qui est en train de créer de nouvelles techniques. Par conséquent, il y faut une organisation politique et sociale du type de celle qui s'est constituée en Europe à la suite de la Révolution française.

Par contre, lorsqu'il ne s'agit plus que de copier, de développer, d'agrandir, de transposer ou de transplanter, lorsque, en un mot, à une période de révolution technique succède simplement une période d'extension technique, on peut, et il est même peut-être avantageux de travailler selon un plan et sous une autorité unique, ce qui permet d'éviter la dispersion des efforts et de les concentrer sur les points que l'on estime être les plus importants, vers la production militaire, par exemple, comme c'est le cas actuellement dans les pays dont nous nous occupons.

Voilà donc pourquoi l'Asie est aujourd'hui si perméable au « communisme » russe. Tout comme la Russie, elle se trouve portée vers le capitalisme d'Etat parce que celui-ci lui apparaît comme le moyen le plus rapide pour porter son industrialisation au maximum et celui qui, en même temps, lui garantit le mieux que ses industries demeureront entre les mains de ses nationaux. Tout comme pour la Russie, le capitalisme d'Etat n'est point dicté à l'Asie par un idéal social, mais par des raisons d'intérêt national et de grandeur nationale.

### UNE CONDITION NECESSAIRE : AVOIR DU CHARBON ET DU FER

Cependant, ce que nous venons dire implique une réserve. Les pays d'Asie ne peuvent développer leur industrialisation qu'à la condition que l'état de leurs ressources naturelles le leur permette. Or à cet égard, la situation des divers Etats asiatiques présente de grandes différences.

Pour qu'un pays puisse s'industrialiser à grande échelle, posséder une industrie qui puisse rivaliser avec celle de l'Angleterre, de l'Allemagne ou de l'Amérique, il lui faut avoir une industrie lourde, et, pour avoir une industrie lourde, il lui faut deux choses : le charbon, source fondamentale de l'énergie, et le fer, matériau essentiel de toute construction. Ne peuvent donc devenir de grands pays industriels que les pays qui possèdent dans leur propre sol, ou à une faible distance, d'abord de puissants gisements de charbon et, en outre, bien que cela soit moins essentiel, d'importants gisements de minerais de fer. Or à cet égard, les divers Etats asiatiques diffèrent grandement, et en conséquence la force du « communisme », c'est-à-dire leur tendance au capitalisme d'Etat y diffère non moins.

La Russie possède du charbon et du fer ; de même la Chine possède des gisements de charbon qui sont parmi les plus importants, sinon même peut-être les plus importants, du monde, et elle a également du fer. C'est pourquoi, autant qu'on peut s'en rendre compte par les maigres nouvelles qui traversent le rideau de fer, la révolution de Mao Tse-toung paraît bien être en train de changer de caractère. Jusqu'à l'achèvement de la victoire sur Tchang Kai-shek, le mouvement des communistes chinois n'avait guère présenté que le caractère traditionnel des révolutions chinoises antérieures ; c'était une révolution agraire se donnant, en fait, simplement pour tâche, de redistribuer la terre entre les mains de ceux qui la cultivent. Mais il semble que maintenant, à cette révolution agraire se substitue une révolution plus générale tendant à instaurer le capitalisme d'Etat, comme en Russie. De tous les pays d'Asie, la Chine est certainement celui qui possède les ressources minérales les plus grandes ; il est donc naturel que ce soit celui où le « communisme » y soit le plus avancé et le plus fort.

A l'autre bout de l'échelle se trouvent l'Indonésie et les pays du Proche-Orient, qui sont eux, au contraire, particulièrement pauvres en charbon et en fer. Certes, on y trouve du pétrole, mais si l'exploitation du pétrole peut permettre de se procurer beaucoup

de dollars, elle ne peut permettre, à elle seule, de s'industrialiser, car s'industrialiser c'est avant tout, répétons-le, produire de l'acier, or le pétrole ne sert à rien dans les hauts-fourneaux. Un capitalisme d'Etat généralisé n'a donc pas de raison d'être en ces pays ; l'étatisation ne peut que se proposer des objectifs limités, comme celui de « nationaliser » les industries qui sont possédées par des étrangers, ainsi que cela a été le cas en Iran pour les gisements de pétrole. En conséquence, le « communisme » en Indochine et dans le Proche-Orient est faible.

L'Inde présente un cas intermédiaire. L'Inde a du charbon, l'Inde a du fer, l'Inde a même du manganèse, cet élément secondaire mais néanmoins essentiel de la fabrication de l'acier.

Aussi, l'Inde possède-t-elle déjà depuis pas mal de temps une métallurgie relativement importante. Cependant, il n'est point possible d'apprécier dès maintenant si les ressources de l'Inde en charbon et en fer sont vraiment de taille à lui permettre de devenir un pays industriel de première grandeur. Ainsi le destin de l'Inde, en ce qui regarde l'avenir qu'y possède le capitalisme d'Etat et donc le « communisme », est-il encore dans la balance.

Le Japon présente, lui, un cas typique.

Le Japon a une situation unique en Asie. Non seulement c'est le seul pays asiatique d'importance qui ne soit jamais tombé dans la dépendance, en droit ou en fait, d'une puissance européenne, mais c'est le seul qui se soit industrialisé exclusivement, dès le début, par ses propres moyens. Depuis le jour où les canons des flottes américaine et européenne réunies l'ont obligé à s'ouvrir à l'entrée, et donc à la civilisation, des Occidentaux, soit depuis moins d'un siècle, le Japon s'est industrialisé à une vitesse record. En quarante ans, il s'était assimilé suffisamment la technique moderne pour pouvoir uniquement avec ses propres moyens, envoyer la flotte du czar au fond de l'eau et défaire les armées russes de Mandchourie en plusieurs batailles rangées.

Or cette puissance industrielle, le Japon l'avait bien acquise en copiant les Occidentaux, mais il n'y était pas arrivé par le moyen du capitalisme d'Etat, il y était parvenu, au contraire, tout comme les Occidentaux, par le capitalisme privé : il avait copié le régime économique de l'Europe, en même temps qu'il en copiait la technique.

Cette particularité est due à ce que le Japon ne possède pas, ou moins en quantités appréciables et en qualités convenables, du charbon ou du fer. Son industrialisation avait donc dû se limiter essentiellement à l'industrie textile et à la petite mécanique. Or à la différence de l'industrie lourde, ce sont là des industries auxquelles le capitalisme d'Etat s'adapte mal, surtout lorsqu'il s'agit, comme c'était le cas pour le Japon, d'en exporter les produits sur le marché mondial, afin de pouvoir se procurer en échange les éléments et les matières premières dont il manque. Car si l'industrie textile et la construction mécanique n'ont certes plus besoin d'inventer leurs moyens de fabrication, il leur faut, en revanche, constamment inventer de nouveaux produits, afin de suivre la mode et les besoins nouveaux qui se manifestent dans les pays où l'on exporte, modes et besoins qui sont en perpétuel changement.

De l'acier est toujours de l'acier, mais le tissu qui se vendra cette année ne ressemble point à celui qui se vendait l'an dernier, et le passage du vélo à la moto ou d'un type de moto à un autre ne souffre aucun retard si l'on veut vendre. Le capitalisme d'Etat ne peut donc s'appliquer sans dommage au textile ou à la construction mécanique que sur un marché fermé où l'on n'a point à craindre la concurrence.

Par contre, lorsque, dans les années 30, le Japon s'est installé en Mandchourie, il y a trouvé charbon et fer, donc les éléments nécessaires pour une indus-

trie lourde, aussi s'est-il mis en mesure d'y créer cette industrie, mais cette fois, non par le moyen du capitalisme privé, mais par celui du capitalisme d'Etat. Toute l'industrie mandchourienne devint propriété des chemins de fer mandchoux, eux-mêmes propriété de l'Etat japonais.

Et maintenant que le Japon a perdu la Mandchourie, donc sa base pour la constitution d'une industrie lourde, il est entré dans l'orbite de l'Amérique et non de la Russie, c'est-à-dire rentré dans l'orbite du capitalisme privé. Tout s'enchaîne...

## LE CAPITALISME D'ETAT EN EUROPE

Mais une question se pose maintenant. Si l'on considère, non plus seulement l'Asie, mais le monde, on constate que ce n'est pas seulement dans les pays qui ont besoin de s'industrialiser que le capitalisme d'Etat se développe, il se développe aussi en Europe, dans les vieux pays de l'Europe occidentale, en Angleterre et en France notamment, où il n'est cependant nullement question de s'industrialiser puisque ces pays comptent parmi les plus anciennement industrialisés, ni question de rendre « nationale » l'industrie, celle-ci y étant depuis toujours presque exclusivement entre les mains des gens du pays.

Le capitalisme d'Etat ne peut donc se développer en Europe que pour d'autres raisons que celles pour lesquelles il se développe en Russie et en Asie.

Je n'ai pas l'intention d'examiner ces raisons en détail, mon sujet aujourd'hui étant beaucoup plutôt l'Asie que l'Europe. Indiquons cependant qu'en gros, ces raisons sont de trois sortes.

En premier lieu, il y a le gigantisme des entreprises. En devenant de plus en plus importantes, les entreprises ont diminué de nombre ; il leur a donc été plus facile de conclure des accords en vertu desquels elles suppriment en fait la concurrence. De véritables monopoles privés se sont ainsi établis ou sont en voie de l'être. Or le capitalisme privé n'a plus de raison d'être s'il n'implique plus la concurrence. Le monopole d'Etat est la suite logique et à peu près inévitable du monopole privé.

En second lieu, les Occidentaux qui ont joui durant toute la première période du développement industriel, d'un monopole de fait mondial pour cette industrie qu'ils avaient créée, se trouvent maintenant en butte à la concurrence des nouveaux pays industrialisés. En conséquence, ils se tournent vers leurs Etats respectifs pour leur demander de les protéger, afin de leur conserver, par des mesures d'autorité et dans toute la mesure du possible, leurs situations acquises. Mais qui protège commande ; tout naturellement l'Etat tend à étendre, du fait de sa protection, son autorité sur les entreprises.

Enfin, et c'est là la raison essentielle, c'est qu'en Europe même, l'ère des grandes inventions est terminée. Même en Europe, il ne s'agit plus que de développer et de perfectionner. L'époque héroïque de la révolution industrielle est depuis longtemps terminée.

### LA MARCHÉ VERS LE POUVOIR

Définissant son emploi comme « professeur de professeurs » dans la hiérarchie de l'inefficacité, W. L. Sumner, de l'University College de Nottingham, s'exprime ainsi :

« Si vous êtes incapable de faire une chose, vous l'enseignez. Si vous êtes incapable de l'enseigner, vous enseignez comment l'enseigner. Si vous êtes incapable de faire cela, vous devenez inspecteur dans cette spécialité ; si vous en êtes incapable, vous l'administrez ; dans le cas où vos possibilités ne vous le permettent encore pas, vous devenez ministre. »

Les « techniciens » et les « spécialistes » ont succédé aux « inventeurs ». La liberté économique n'est donc plus une nécessité.

Le capitalisme d'Etat poursuit ainsi en Europe, des buts non seulement différents, mais même, dans une certaine mesure, opposés à ceux qu'il poursuit en Asie. Pour l'Asie, le capitalisme d'Etat est le moyen de se transformer ; pour l'Europe, c'est le moyen de se maintenir.

D'où les aspects différents que revêt la poussée vers le capitalisme d'Etat dans ces deux parties du monde. En Asie (Russie comprise), il procède par révolutions, comme une fleur qui éclate ; en Europe, par évolution graduelle, comme un fruit qui pourrit. Les partis qui sont les agents de cette transformation, partis communistes là-bas, partis social-démocrates ici, se rattachent d'une même doctrine, ce qui traduit la conformité du but, doctrine qu'ils appellent à tort ou à raison, le « marxisme », mais ils se combattent vigoureusement ; ils sont des frères ennemis.

Il n'en est pas moins vrai qu'une technique qui s'endort, comme en Europe, et une technique qui copie, comme en Asie, peuvent s'allonger toutes deux dans le même lit, le lit de Procuste des « plans » et du conformisme d'Etat. Et qu'ainsi, l'Europe et l'Asie, pour la première fois peut-être de leur histoire, convergent dans une direction commune.

Que donnera cette convergence ?

Que donnera cette convergence au cours d'une évolution qui est très nettement régressive en ce qui concerne l'Europe et qui, même pour l'Asie, ne peut être considérée comme progressive, car un procédé qui n'a pour but que de copier le plus rapidement possible ne peut être considéré comme un progrès véritable ?

Est-ce que, notamment, en instituant en Europe comme en Asie, un despotisme politique, qui est inséparable d'une économie basée sur le capitalisme d'Etat, l'évolution actuelle n'aboutira-t-elle pas à l'absorption de l'Europe par l'Asie dont le despotisme a toujours été l'un des principaux traits qui l'ont différencié de l'Europe, et mettra-t-elle ainsi un terme à ce développement indépendant de l'Europe qui a débuté avec les guerres médiques ?

Ce sont là des questions qui, je l'avoue, me dépassent largement, et je ne peux que les livrer à vos méditations.

R. LOUZON.

## BULLETIN DU CERCLE PELLOUTIER

### REUNION DU 9 JUIN

Après rapide examen de la vie du Cercle (correspondance, recrutement, brochure) deux sujets sont discutés.

Chacun fait le point des réactions connues de la campagne engagée par le Cercle pour faire cesser le scandale Villiers-Bedes. Les camarades du Cercle ont et auront le souci de maintenir les débats, au sein des diverses organisations, dans leur cadre véritable : question de principe et non question de personne ni même de tendance !

Puis une longue discussion s'engage sur les événements du 28 mai et du 4 juin. On raconte ce qu'on a vu. C'est-à-dire rien, en général. Des camarades de la C.G.T. signalent l'absence de réaction de leurs syndicats. Des appréciations contradictoires sont échangées sur le meeting de la Fédération de l'Education Nationale.

Quant aux brutalités policières, contre qui qu'elles soient exercées, pas question de les approuver ; au contraire. On doit faire comprendre aux travailleurs abusés par le stalinisme que les syndicalistes défendent la liberté quand ils défendent celle de ceux « qui pensent autrement ».

### CALENDRIER DES REUNIONS

Pas encore au point ! Le commencement des congés n'arrange rien. La réunion prévue sur le syndicalisme espagnol doit avoir lieu le 7 juillet (même lieu, même heure que le 9 juin).

# Contrepoint espagnol

*Alors que les gouvernements occidentaux pratiquent une politique de collaboration de plus en plus ouverte avec le gouvernement franquiste alors que le totalitarisme stalinien exploite cette politique aberrante pour se poser, ce qui est un comble, en défenseur du peuple espagnol, il nous a paru intéressant de grouper des textes situant quelques responsabilités actuelles.*

## LA C.N.T. ET LA REVOLUTION ESPAGNOLE

(à propos du livre, portant ce titre, par José Peyrats. Tome I. Editions C.N.T., Toulouse.)

L'auteur se propose de faire connaître quelle fut la participation de la C.N.T. et du mouvement anarchiste dans la révolution espagnole. Tâche qui, d'après lui, n'a pas encore été tentée et qui nécessite un bref historique de la Confédération Nationale du Travail espagnole et du mouvement libertaire qui y est lié.

En fait, cet historique occupe 7 chapitres sur 15 et environ les deux tiers de l'ouvrage. Ce long exposé n'est d'ailleurs pas inutile. Il rappelle comment la C.N.T. naquit en 1911 dans un pays où le souvenir de la première Internationale restait vivace, les idées fédéralistes et libertaires ayant trouvé dans le tempérament espagnol un terrain propice à leur développement.

Depuis cette création d'une confédération destinée à coordonner les efforts des travailleurs, l'histoire de la C.N.T. sera faite d'une longue suite de grèves dégénérant souvent en conflits sanglants, de vie clandestine, d'expériences tragiques et d'affirmations de principes qui semblaient devoir éloigner de plus en plus ses membres des voies politiques et parlementaires.

En 1919 la C.N.T. compte un demi-million d'adhérents. Ses militants s'exaltent dans l'esprit de sacrifice. C'est l'époque où Martinez Anido, gouverneur civil de Barcelone, lance contre eux ses pistolets et leur applique la « loi de fuite » (les prisonniers étaient sortis la nuit de leur geôle et abattus sous prétexte qu'ils cherchaient à fuir).

Malgré des réserves formulées en ce qui concerne l'orientation de la révolution russe, la C.N.T. adhère un moment à la troisième Internationale. Lors de la grève des mineurs du Rio Tinto qui dure quatre mois, elle conclut une alliance avec l'U.G.T. (centrale socialiste), mais le mouvement se termine par la trahison des chefs socialistes. En 1922, les charges confédérales sont entre les mains des adeptes du communisme russe. Mais cette influence est de courte durée. A la conférence nationale de Saragosse, le 11 juin 1922, Pestana retour de Russie fait un rapport critique de la politique russe et la C.N.T. quitte la troisième Internationale. En revanche elle participe au congrès de constitution de l'A.I.T. anarchiste.

Après le prononciamiento de Primo de Rivera, l'Espagne connaît une période de dictature militaire et de terrorisme. Des militants syndicalistes travaillent dans la clandestinité, d'autres émigrent en France. Pour la première fois une tendance révisionniste se fait jour dans la C.N.T. en ce qui concerne les tactiques de lutte. Une polémique éclate entre Peiro et Pestana, le premier affirmant la permanence des principes antiparlementaires et d'action directe, le second prônant un syndicalisme opportuniste et la création de « cadres syndi-

caux ». La F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique) a été fondée en 1927 à Valence, mais ce n'est qu'à partir de 1931 qu'elle sera intimement liée à la C.N.T. dans la vie sociale espagnole.

A la chute de la dictature en 1929, le régime Bérengruer essaie vainement d'endiguer le mouvement ouvrier. Après sept ans de suppression du droit de grève, les revendications explosent, appuyées d'ailleurs par les éléments politiques de gauche.

Dans la lutte clandestine contre la dictature, les syndicalistes s'étaient trouvés mêlés aux militaires et aux politiciens. Cette camaraderie d'armes laisse des traces dans les milieux confédéraux. A Barcelone, Luys Companys, qui fait campagne pour une république fédérale, reçoit l'approbation de l'intransigeant Peiro. Républicains et syndicalistes se retrouvent à la même tribune pour faire le procès de la monarchie, cependant que les grèves déclenchées un peu partout se transforment souvent en révoltes sanglantes.

Le 14 avril 1931, c'est la proclamation de la République après les succès des républicains aux élections municipales. Une fois la république bourgeoise installée, les promesses se font plus prudentes. Largo Caballero, leader socialiste de l'U.G.T., devenu ministre du travail, impose l'arbitrage obligatoire, hérité des comités paritaires de la dictature. Les juridictions mixtes marquent pratiquement la fin du droit de grève. Tour à tour sont promulguées la « Loi de défense de la République », celle sur les « Vagabonds et malfaiteurs », qui permet de faire feu sans préavis sur les agitateurs.

Au congrès que la C.N.T. tient le 11 juin à Madrid, les débats se passionnent, non seulement au sujet de la création des fédérations d'industrie préconisées par Peiro, qui apparaissent à beaucoup comme une manifestation de centralisme, mais aussi au sujet de la position que doit adopter la C.N.T. devant la convocation des Cortes Constituyentes. Une tendance réformiste réagit violemment contre la « dictature de la F.A.I. » et lance le manifeste dit des « Trente », car il porte 30 signatures de militants connus, entre autres celles de Peiro, Gibanel, Pestana, tous rédacteurs à *Solidaridad Obrera*, organe confédéral de Catalogne. Les syndicats d'opposition sont nés dans la C.N.T.

En 1932, un mouvement insurrectionnel éclate chez les mineurs du haut Llobregat. La répression s'étend à toute la Catalogne, le Levant, l'Andalousie. Le 10 février, le « Buenos Ayres » quitte le port de Barcelone avec sa cargaison de déportés parmi lesquels les leaders anarchistes Ascaso et Durruti. Dans les mouvements de protestation qui s'ensuivent se place la tragédie de Casas Viejas, où la cabane de l'anarchiste « Six doigts » est brûlée par la garde d'assaut avec ses occupants encore vivants.

Désormais la C.N.T. est soumise à la double épreuve de la répression et des luttes intestines. Les éléments « trentistes » sont éloignés des char-

ges confédérales ; des syndicats sont expulsés des fédérations locales. Le nombre des dissidents est considérable, cependant que les communistes, qui ont en vain essayé de s'emparer de la C.N.T., constituent la C.G.T.U., préconisent le front unique à la base et tentent de conquérir l'U.G.T. et les jeunesses socialistes.

La crise politique se produit au début de 1933. Après un gouvernement Lerroux éphémère, Martínez Barrio est appelé à la présidence. La dissolution des Cortes pose à nouveau la question des élections. La C.N.T. et la F.A.I. décident la grève électorale tout en déclarant que si la faillite des gauches amène l'avènement des droites, elles déclencheront la révolution sociale. Des mouvements insurrectionnels éclatent çà et là et le communisme libertaire est proclamé dans l'enthousiasme dans quelques villages. Autant de victoires éphémères bientôt suivies de répression.

Devant le péril fasciste représenté par Gil Robles, la Phalange et les Jésuites, une sorte de trêve se fait parmi les syndicalistes. On parle même d'unité entre la C.N.T. et l'U.G.T. Dans les Asturies les deux confédérations ont conclu un pacte et le 5 octobre 1934 éclate un mouvement auquel participent toutes les forces ouvrières réunies — même la minorité communiste. Ce sont les socialistes qui prennent la tête du mouvement en proclamant leur volonté d'établir un régime d'égalité sociale fondé sur les principes socialistes fédéralistes. Le mouvement gagne la Catalogne où la Gauche catalane est en lutte contre le gouvernement central à la suite de l'annulation par le tribunal des garanties constitutionnelles d'une loi du gouvernement catalan favorable aux « rabassaires », petits colons qui constituent le soutien électorale de la Esquerra. Celle-ci lance le mot d'ordre : « S'ils ne nous le donnent pas de bon gré, nous le prendrons de force » (le statut qui libère les petits exploitants agricoles de la féodalité terrienne). La C.N.T. participe à la grève générale qui éclate. Companys proclame l'Etat catalan dans la république fédérale espagnole et, quand le général Bataileron a déclaré l'état de siège, fait appel à tous les citoyens pour défendre la Généralité de Catalogne. Les militants de la C.N.T. répondent à cet appel et quand le chef de la Gauche républicaine se constitue prisonnier, ils ramassent les armes et les munitions abandonnées par les gauches. La répression qui s'ensuit frappe surtout les éléments confédérés.

Au milieu de ces vicissitudes, on arrive en 1936. Après la dissolution de la Chambre, de nouvelles élections sont fixées au 16 février. Les Gauches et les communistes, constitués en Front populaire, brandissent un programme électorale dont le premier point est le retour des 30.000 prisonniers dans leurs foyers. Ces derniers sont presque tous des syndicalistes de la C.N.T. Dès lors une question se pose : la confédération abandonnera-t-elle ses principes d'abstention électorale pour sauver ses prisonniers ? Largo Caballero, dans un discours au Ciné-Opera de Madrid, fait appel à la fraternité dans la révolution prolétarienne. La C.N.T. convoque une conférence régionale à Barcelone pour examiner la situation et prendre une décision en ce qui concerne 1° une alliance avec les éléments de gauche, 2° les élections. Le débat s'instaure sur les principes et sur la tactique. Les avis sont partagés entre délégués souvent dépourvus de mandats réguliers, la plupart des syndicats étant encore fermés. Devant la tendance participationniste qui s'affirme, le bureau de l'A.I.T. prend une position antiélectorale et préconise la révolution sociale comme seule issue contre le fascisme. Deux jours avant les élections, la C.N.T. publie un manifeste appelant le prolétariat à la

lutte contre la conjuration monarchiste et fasciste.

Cependant la consultation électorale du 16 février 1936 est favorable à la gauche et le parti syndicaliste de Pestana a même deux députés. Le gouvernement de Front populaire est constitué sous la présidence de Manuel Azaña de la gauche républicaine. La C.N.T., réunie en congrès à Saragosse en mai, conclut à la nécessité d'une alliance ouvrière avec l'U.G.T. et se met d'accord avec celle-ci sur un programme de réforme agraire. De février à juin l'effervescence est grande : on compte 113 grèves générales et 118 grèves partielles. Cependant la Phalange perpète 213 attentats qui préparent le coup d'Etat du 17 juillet 1936.

En réponse à celui-ci, le Comité régional et la Fédération locale de Barcelone décident la grève générale. Les syndicalistes se rendent à la Généralité pour réclamer l'armement du peuple. Ils sont éconduits. Alors ils se lancent à l'assaut des casernes pour s'emparer des armes tandis que les autorités, prises de panique, essayent de les leur faire reprendre par les Gardes Civils. Le 18 juillet, le Comité national de la C.N.T. déclare à la radio la grève générale révolutionnaire. On dresse des barricades un peu partout et bien souvent les soldats répondent aux appels de fraternisation et se mêlent au peuple. La guerre civile est partout, en Aragon, aux Asturies, en Andalousie, où les Marocains à la solde des fascistes se livrent à des atrocités. Les organismes responsables de la C.N.T. et de la F.A.I. lancent des appels à l'ordre révolutionnaire et condamnent les actes de vandalisme commis par des éléments troubles ou inconscients. Ces appels sont à comparer aux instructions des fascistes pour terroriser l'ennemi en semant la panique dans la population.

Dans la guerre civile la Catalogne est vraiment un foyer révolutionnaire. Les éléments de gauche (C.N.T. et F.A.I. comprises) ont constitué à Barcelone un Comité des Milices antifascistes. Quand paraît un décret du gouvernement central ordonnant la mobilisation, les jeunesses catalanes refusent de rejoindre les casernes. La C.N.T. appuie le mouvement qui se poursuit aux cris de « A bas l'armée ! Vivent les milices populaires ! », attitude qu'expliquait d'autant mieux la récente trahison des militaires. Cette unanimité en Catalogne tendait à la constitution d'un gouvernement autonome catalan avec la participation des syndicalistes qui siégeaient au Conseil Economique et participaient au Comité de liaison avec l'U.G.T., le P.S.U.C. communiste et la F.A.I. Les mêmes éléments se retrouvaient dans les conseils d'ouvriers et de soldats groupant les travailleurs des diverses organisations.

Tandis que la Généralité décrète la semaine de 40 heures, la C.N.T. et la F.A.I. font ressortir la nécessité d'un travail intensif en raison de l'effort antifasciste à fournir. Car la guerre s'intensifie. Les forces confédérales anarcho-syndicalistes forment trois divisions et pour beaucoup il semble que transiger avec les principes soit le seul moyen de vaincre. La voie de la collaboration est ouverte.

Le 4 septembre se constitue un gouvernement Largo Caballero. La C.N.T. propose un Conseil National de défense et, au nom de l'union sacrée contre le fascisme, revendique sa part dans la direction.

Le 4 novembre, quatre membres représentatifs de la C.N.T. et de la F.A.I. sont ministres dans le gouvernement Caballero. La presse confédérale parle de « fatalité historique ». Le moment, en effet, était critique. Le gouvernement allait quitter Madrid assiégée pour Valence. Le 13, Durruti arrive dans la capitale à la tête de sa colonne de

miliciens. Il y trouvera la mort sept jours plus tard. Il semble que l'épopée héroïque des milices touche à sa fin et qu'on assiste aussi désormais au pourrissement de cette révolution déclenchée dans l'enthousiasme.

Le 2 décembre, le général Miaja porté à la présidence de la Junte déléguée à la défense de Madrid centralise toutes les formations militaires en un commandement unique. Un délégué de cette Junte ayant été blessé par des anarchistes dans un quartier de Madrid, la C.N.T. fut mise en cause, son journal suspendu. C'est le début de la confusion. Les ministres de la C.N.T.-F.A.I. prêchent la discipline à leurs troupes tandis que celles-ci sont l'objet d'une campagne de diffamation de la part du gouvernement et des communistes.

Ceux-ci commencent à prendre une part importante dans les événements. Le Dr Negrin est ministre des Finances. Caballero passe un marché avec l'ambassadeur de l'U.R.S.S. Celui-ci promet tanks, avions, munitions et même un corps expéditionnaire international (les fameuses Brigades) contre le dépôt en Russie des 500 millions de pesetas-or de la Banque d'Espagne (soit 500 tonnes d'or). Peyrats ajoute que l'Espagne possédait des réserves d'or dans les banques françaises, mais que la France refusait de livrer du matériel par crainte des représailles de Franco. Grâce à l'aide russe, la seule, le P.S.U.C. renforce ses positions. Ses calomnies ne visent pas seulement à discréditer les anarcho-syndicalistes mais aussi le parti d'unification marxiste (P.O.U.M.). La disette permet de faire ressortir l'aide russe qui envoie quelques bateaux de ravitaillement.

Là s'arrête le récit de Peyrats. L'auteur procède ensuite à une brève analyse critique de ce qu'il appelle la transformation de la C.N.T. qui, victorieuse le 20 juillet 1936 en Catalogne, abdique et renonce à ses principes pour collaborer avec les partis politiques de la petite bourgeoisie. Car l'espèce de dualité des pouvoirs qui existe un moment est vite résolue en faveur du gouvernement.

À Barcelone comme à Madrid, la C.N.T. capitule. Ici le Comité des milices antifascistes est bientôt dissous dans le gouvernement de la Généralité. Là l'armée régulière absorbe les milices volontaires. Tandis que la garde civile reprend ses pouvoirs de police (elle a seulement changé de nom et s'appelle garde nationale républicaine) le peuple est désarmé peu à peu au profit d'unités régulières encadrées par les militaires.

Ces replis, ces abandons n'ont pas été sans rencontrer des résistances dans la base. Mais les circonstances voulaient que les décisions fussent rapides et il n'était pas souvent possible de consulter les syndicats. Les événements bousculaient les principes...

Le dernier chapitre du livre est consacré à l'œuvre constructive réalisée sous l'impulsion des syndicats C.N.T. Peyrats énumère un certain nombre de collectivisations intéressantes des localités paysannes plus ou moins importantes. Dans ces communautés, constituées volontairement par les paysans après la prise de possession des terres en vue d'une exploitation collective, le travail était rémunéré selon le système du salaire familial. La plupart de ces centres communistes entretenaient en outre un contingent de miliciens sur le front et plusieurs vécurent et prospérèrent jusqu'à la victoire fasciste.

L'industrie eut aussi ses comités de contrôle, chargés de contrôler la production et la répartition. Toutes ces créations furent spontanées et le décret de collectivisation des industries et du commerce, promulgué le 24 octobre 1936 par le gouvernement de la Généralité de Catalogne ne vint que consacrer un état de fait.

Bien que Peyrats ne cache pas ses sentiments libertaires « orthodoxes » et déplore la déviation qui poussa les militants responsables de la C.N.T. à collaborer à la direction de l'Etat au mépris des principes, il ne néglige pas de présenter les arguments des « collaborationnistes ». « L'Espagnol vit beaucoup d'affirmations et de négations catégoriques », écrit-il quelque part d'une plume désabusée. Il fait une large place à ces affirmations et négations confédérales. Son livre, en majeure partie composé de reproduction de documents authentiques (procès-verbaux, manifestes, résolutions de congrès, articles de presse de l'époque, etc.) apporte un intéressant témoignage à l'histoire du syndicalisme libertaire espagnol, principalement en Catalogne, foyer de prédilection des mouvements révolutionnaires.

Lucile PELLETIER.

## UNE LEÇON D'HISTOIRE À L'USAGE DES « DEMOCRATES », AMIS DE FRANCO

Une polémique ardente se poursuit aux Etats-Unis autour du livre *Les Etats-Unis et l'Espagne*, que vient de publier Mr. Carlton J. H. Hayes, professeur et ancien ambassadeur à Madrid du gouvernement de Washington.

Le professeur Hayes plaide la cause d'un rapprochement avec Franco. Ce faisant, il s'efforce de présenter comme communistes ou dupes des communistes tous ceux qui furent sympathiques à l'Espagne républicaine, et il dépeint Franco comme le défenseur de la civilisation occidentale contre les communistes. Il ne fait que mentionner en passant que Mussolini envoya des dizaines de milliers de soldats réguliers pour aider Franco dans la guerre civile, que les nazis envoyèrent des troupes et des avions et que Staline est encore aujourd'hui un de ses principaux fournisseurs et clients. Pour Mr. Hayes, la guerre d'Espagne est la « résistance » d'une nation démocratique occidentale à l'introduction du totalitarisme stalinien sous la forme aujourd'hui bien connue de la « démocratie populaire ». Mr. Hayes oublie de dire que cette résistance eut pour terrain l'Espagne antifasciste prise entre deux totalitarismes, et qui tout en luttant héroïquement contre l'Axe, opposa son esprit libertaire aux envahissements sournois des agents de Moscou, auxquels dans un dernier sursaut de révolte, elle cassa les reins.

Sans doute les communistes et les Phalangistes ont une manière à eux d'écrire l'histoire : à les en croire, il n'y avait en Espagne, en 1936, que des disciples de Joseph Staline et d'Antonio de Rivera. Mais l'histoire telle que l'a refaite Mr. Hayes est encore plus fautive, s'il est possible. Il voit dans la lutte qui a opposé le peuple espagnol à l'armée factieuse soutenue par l'Axe — le prélude à la guerre de Corée (!!!).

« En dépit de l'aide donnée à l'un des partis par Mussolini et Hitler, la guerre civile espagnole ne fut pas une lutte entre le fascisme et la démocratie, dans le sens où on entend ces mots aux Etats-Unis. Cette aide étrangère ne fut donnée qu'après la tentative menée ouvertement par l'Internationale communiste, le Komintern, pour transformer la République espagnole en satellite de Moscou. Le sens fondamental de la guerre civile espagnole fut le secours apporté à l'Espagne pour lui épargner le sort qui plus tard a frappé les nations de l'Europe orientale — celles sur qui est tombé le Rideau de Fer. Les luttes civiles en Espagne furent le prélude, non pas tant de la grande guerre mondiale que de la guerre froide qui lui succéda et des hostilités en Corée. »

Quinze ans d'intervalle, la seconde guerre mon-

diale, et l'espace de tout un hémisphère ne sauraient empêcher ce curieux diplomate d'établir ses équations. Ce n'est certes pas Staline qui démentira Mr. Hayes lorsque ce dernier affirme que les Nord-Coréens de 1952 sont les continuateurs des républicains espagnols de 1936 et que la lutte menée par les « protecteurs de la civilisation occidentale », Hitler et Mussolini, a son prolongement dans la guerre froide qui oppose aujourd'hui les U.S.A. à l'U.R.S.S., mais aucun ami du peuple espagnol, de la démocratie américaine, ou tout simplement de la vérité, ne pouvait laisser passer ce grotesque renversement des rôles sans faire entendre sa protestation.

De retour d'un voyage en Espagne, Mr. Robert J. Alexander, professeur d'économie politique à l'université Rutgers, a vertement répondu à Mr. Hayes :

*Les faits scientifiquement établis prouvent que nazis et fascistes jurèrent consultés au sujet de la rébellion militaire en Espagne, dans les semaines qui précéderent son déclenchement, si bien que le général Sanjurjo, un des principaux organisateurs du soulèvement, était encore à Berlin quelques jours avant le coup de force. L'intervention militaire de l'Axe se produisit dès la première quinzaine des hostilités : moi-même, voyageant en Italie en juillet 1936, j'appris alors la chose, de source sûre.*

*Ce fut la révolte de l'armée qui, pour la première fois dans l'histoire, donna aux communistes une influence et du pouvoir dans le pays. Lorsqu'il fut évident que, seuls, les Russes étaient prêts à aider la République d'une façon sérieuse, ils purent poser à leur gré des conditions politiques à chaque envoi de bateau, et commencer le noyautage du pays.*

*Pour un homme qui a passé trois ans comme ambassadeur des Etats-Unis en Espagne, le professeur Hayes étale une ignorance surprenante de la politique espagnole. Ainsi il donne constamment le nom de « radicaux » aux partisans de Manuel Azaña, alors que le parti radical avait pour chef Alejandro Lerroux ; et il attribue à Francisco Largo Caballero, comme membre de la Constituante en 1931, des opinions « extrémistes », qui n'étaient nullement les siennes à l'époque ; deux ans auparavant, en fait, ce socialiste, considéré comme trop modéré, collabora avec la dictature de Primo de Rivera, et ce n'est qu'après l'écrasement de la révolte des mineurs asturiens en 1934 qu'il devint un véritable homme de « gauche ».*

*Mr. Hayes tient absolument à faire de Largo Caballero un allié des communistes d'un bout à l'autre de la guerre civile. En fait, ce fut, comme chacun sait, le plus constant de leurs adversaires ; ils renversèrent son cabinet en mai 1937, et quelque temps après, à Valence, ils allèrent jusqu'à l'emprisonner. Caballero était le chef des socialistes les plus décidés à barrer la route à la mainmise stalinienne sur le gouvernement régulier en Espagne.*

*Le professeur Alexander conclut en affirmant qu'il n'existe aucune raison « morale » d'aider Franco. Les seuls arguments qu'on puisse présenter en sa faveur sont de simple « opportunité politique » (expediency).*

*Souhaitons qu'un surcroît d'information ou de réflexion permette à Mr. Alexander de se convaincre d'une vérité qui semble encore lui échapper : l'aide à Franco n'est pas plus opportune qu'elle n'est morale. La seule force vivante en Espagne est le peuple, au nom duquel le Caudillo ne peut rien promettre, car son autorité dans le pays tend vers zéro, et ne repose plus que sur l'aide extérieure que lui octroient des gouvernements étrangers.*

André PRUNIER.

## FRANCO, DEFENSEUR DE LA CULTURE !

On sait que le Conseil Economique et Social de l'O.N.U. a émis un vote favorable à l'admission de Franco à l'UNESCO (seuls votes défavorables : le Mexique, l'U.R.S.S. et ses satellites ; abstention de la Suède. La France, les U.S.A., la Grande-Bretagne ont voté pour).

Certains journaux ont déjà publié la lettre suivante adressée par Albert Camus à M. Torrès-Bodet, Directeur Général de l'UNESCO :

Paris, le 12 juin 1952

Monsieur le Directeur Général,

*Par une lettre du 30 mai, l'UNESCO a bien voulu me demander de collaborer à une enquête qu'elle entreprend sur un problème intéressant la culture et l'éducation. En vous priant de bien vouloir faire part de mes raisons aux organismes directeurs de l'institution, je voudrais vous dire brièvement pourquoi je ne puis consentir à cette collaboration aussi longtemps qu'il sera question de faire entrer l'Espagne franquiste à l'UNESCO.*

*J'ai appris, en effet, cette nouvelle avec indignation. Je doute qu'il faille l'attribuer à l'intérêt que l'UNESCO peut porter aux réalisations culturelles du gouvernement de Madrid ni à l'admiration que l'UNESCO a pu concevoir pour les lois qui régissent l'enseignement secondaire et primaire en Espagne (particulièrement les lois du 20 septembre 1938 et du 17 juillet 1945, que vos services pourront utilement consulter). Je doute plus encore qu'elle s'explique par l'enthousiasme avec lequel ledit gouvernement reçoit les principes dont l'UNESCO prétend s'inspirer. En fait, l'Espagne franquiste, qui censure toute expression libre, censure aussi vos publications.*

*Je mets, par exemple, au défi vos services d'organiser à Madrid l'Exposition des Droits de l'Homme qu'ils ont fait connaître dans beaucoup de pays. Si déjà l'adhésion de l'Espagne franquiste aux Nations Unies soulève de graves questions dont plusieurs intéressent la décence, son entrée à l'UNESCO, comme d'ailleurs celle de tout gouvernement totalitaire, violera par surcroît la logique la plus élémentaire. J'ajoute qu'après les récentes et cyniques exécutions de militants syndicalistes en Espagne, et au moment où se préparent de nouveaux procès, cette décision serait particulièrement scandaleuse.*

*La recommandation de votre conseil exécutif ne peut donc s'expliquer que par des raisons qui n'ont rien à voir avec les buts avoués de l'UNESCO et qui dans tous les cas, ne sont pas ceux des écrivains et des intellectuels dont vous pouvez solliciter la sympathie ou la collaboration. C'est pourquoi, et bien que cette décision soit en elle-même, je le sais, de mince importance, je me sens cependant obligé de refuser en ce qui me concerne, tout contact avec votre organisme, jusqu'à la date où il reviendra sur sa décision et de dénoncer jusque-là l'ambiguïté inacceptable de son action.*

*Je regrette aussi de devoir rendre publique cette lettre dès que vous l'aurez reçue. Je le ferai dans le seul espoir que des hommes plus importants que moi, et d'une manière générale les artistes et intellectuels libres, quels qu'ils soient, partageront mon opinion et vous signifieront directement qu'ils sont décidés eux aussi à boycotter une organisation qui vient de démentir publiquement toute son action passée.*

*Avec mes regrets personnels, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à mes sentiments bien sincères.*

Albert CAMUS.

# L'EGLISE ET L'OPERA SONT EN GUERRE

Depuis 1950, une campagne est déclenchée aux Etats-Unis pour interdire les représentations de *Don Carlo*, opéra de Verdi tiré du drame de Schiller, *Don Carlos*. On sait que cette peinture romantique du règne de Philippe II (et de l'Inquisition) traite sans tendresse le fanatisme religieux d'un siècle qu'on croyait révolu ; que l'Eglise catholique puisse juger ce fanatisme aujourd'hui non seulement défendable, mais *inattaquable*, c'est là un signe inquiétant du retour de certaines conceptions qui semblaient abandonnées, du moins dans un pays comme les Etats-Unis, fondé depuis 1775 sur la liberté de croyance et la complète séparation des Eglises et de l'Etat.

A l'heure actuelle, une guerre d'usure est engagée contre le Metropolitan Opera de New-York, par de nombreuses associations catholiques, qui ont porté plainte et appuyé leur action judiciaire de démonstrations de masse. Devant les portes du théâtre sont arborées par des manifestants zélés, des pancartes protestant contre les représentations de *Don Carlo*, œuvre « soviétisante » (sic), utilisée par les « termites de Moscou » (resic) pour « tourner la religion en dérision ». Ce *picketing* est organisé par l'Union archidiocésaine de la *Holy Name Society* et par la Société américaine pour la préservation de la musique sacrée et patriotique — ainsi que par la Guilde dramatique infantine (1), qui s'est portée partie civile. On accuse le directeur du Metropolitan Opera, Mr. Bing, d'avoir, entre autres méfaits, revêtu, sur la scène, de vêtements ecclésiastiques l'instigateur d'un assassinat — contrairement aux traditions théâtrales qui, par déférence pour la Sainte Eglise, auraient fait de ce personnage un laïc. Le problème n'est guère de savoir comment Verdi (et Schiller), dont les sentiments anticléricaux furent bien connus, avaient conçu la chose à l'origine — mais s'il est permis de représenter au théâtre un prêtre criminel en habit de prêtre, deux cents ans après la première représentation du drame, et près d'un siècle après la première exécution de l'opéra.

Un critique musical, Kurt List, écrit à ce sujet, dans le *New Leader* du 14-4-52 :

*Ce n'est pas que l'Eglise ait manqué de vigilance au XVIII<sup>e</sup> ou au XIX<sup>e</sup> siècle, mais son attitude a changé. Sans doute, elle n'a pas cessé d'exercer à cette époque sa haute surveillance sur tous les arts, pour leur contenu émotionnel et littéral, là où elle en était maîtresse en Europe occidentale ; mais avec les restrictions apportées à sa puissance par la séparation progressive de l'Eglise et de l'Etat, son contrôle s'était limité de plus en plus, dans le domaine artistique, à ce qui concerne les pompes de l'Eglise elle-même.*

Et plus loin :

*Tout cela a changé avec l'Eglise du XX<sup>e</sup> siècle, particulièrement aux Etats-Unis. Une fois de plus, Rome aspire au pouvoir temporel... Elle traite toute déviation à sa pensée dogmatique comme un empiètement sur ses propriétés. Elle s'oppose ainsi à ce qu'elle devrait essentiellement rechercher en tant que corps spirituel, l'intensification de la vie de l'esprit dans le peuple. A tout autre qu'un catholique, il paraîtrait logique que l'on ait à croire en Dieu ou en l'idéal avant de s'attacher à un dogme particulier.*

Mr. List cite alors un livre récent, œuvre d'un laïc catholique éminent, Thomas Sugrue. Dans A

*Catholic Speaks His Mind* (Un catholique dit ce qu'il a sur le cœur), l'auteur caractérise le catholicisme aux Etats-Unis comme « totalement non-mystique » :

*Il est bruyant, agressif, matérialiste, avide de pouvoir et de considération sociale, enclin à user des fidèles comme d'instruments de pression collective du type persécuteur-persécuté — et menace quiconque ose seulement critiquer sa manière de nouer ses lacets de soulier.*

Point n'est besoin, semble-t-il, d'être à New-York pour reconnaître l'exactitude de ce portrait. Il est tout aussi ressemblant à Madrid, à Lisbonne, à Rome, à Munich, à Londres — ou à Paris.

*Dans ces conditions — continue Mr. List — l'Eglise ne peut que rester entièrement sourde à la valeur consolante et spirituelle de l'œuvre d'art. A son propre détriment, elle ne peut sonder la profondeur d'une expérience qui fait qu'un opéra anticlérical peut conduire l'auditeur plus près de Dieu et d'une église véritable qu'aucun des cinq cents et quelques sermons prêchés chaque semaine à New-York dans les lieux consacrés d'un culte « agressif, matérialiste, avide de pouvoir et de considération sociale ».*

Quelle que soit l'idée que l'on se fait des rapports entre l'art et la religion, et tout en reconnaissant à quiconque le droit de manifester pour ou contre n'importe quelle expression publique de l'une ou de l'autre, il paraît en tout cas bien maladroit à l'Eglise catholique de se reconnaître en 1952, aux Etats-Unis, sous la robe d'un moine de Philippe II, complice d'un assassinat.

De mauvais esprits peuvent trouver que tant de susceptibilité ne s'accorde guère avec une conscience pure.

A. P.

## BOYCOTTEZ FRANCO !

Des textes que la « R.P. » présente par ailleurs se dégagent la condamnation des politiques gouvernementales des « démocraties » à l'égard de Franco. En regard, que fait le mouvement ouvrier international ?

Sans doute proteste-t-il ; mais cela n'empêche pas Franco de fusiller et d'emprisonner. Sans doute des militants catholiques dénoncent-ils le scandale qu'ils voient à réunir à Barcelone un Congrès Eucharistique ; mais cela n'empêche pas Spellman, archevêque de New-York, de dire : « Chacun, en Espagne, semble enthousiaste à l'égard de Franco, et sa popularité paraît évidente. »

Les syndicalistes ne doivent pas laisser croire à leurs camarades Espagnols que seuls les maitres stalinien s'intéressent à eux... pour les faire passer d'un régime totalitaire à un autre.

Pourquoi toutes les organisations syndicales du monde, — syndicales, c'est-à-dire libres — ne s'accorderaient-elles pas pour organiser la solidarité, sans distinction d'organisations, à la résistance ouvrière espagnole, et pour boycotter Franco !

A la sottise, à la lâcheté des gouvernements, répondre par le boycott de Franco ! Et sans attendre, souscrire pour ses victimes.

# La renaissance du syndicalisme

## On parle beaucoup d'unité syndicale, mais...

Les craintes que nous émettions avant les événements des 28 mai et 4 juin se sont révélées malheureusement fondées. Faisant mieux qu'à Strasbourg, où il ne s'agissait que d'adjonctions, par le chapeautage des revendications par des mots d'ordre politiques, on a encore une fois paralysé le mouvement revendicatif qui reprenait quelque vigueur. Les staliniens peuvent toujours hurler : « Pinay réactionnaire », « Pinay agent des trusts », ils lui ont octroyé les facilités optima de poursuivre le blocage des salaires sans contre-partie réelle.

La participation de la C.G.T. au nouveau tournant du P.C., ou plutôt de la diplomatie russe, a permis une déconsidération accrue de ses syndicats et a renforcé toutes les tendances réactionnaires du pays. C'est un fait incontestable et simplement escamoté par les responsables, mais il est d'autres considérations aussi importantes pour les syndicalistes. De même que la décision de grève générale a été prise pour les cheminots non seulement sans consultation des syndicats, mais aussi de la commission exécutive fédérale, aucun débat n'a été engagé aussi bien dans cette fédération que dans les autres afin de tirer les leçons de l'échec subi.

Les dirigeants de la Fédération des cheminots comme les autres responsables cégétistes n'ont pas daigné fournir quelques explications à leurs mandants, mais ils ont fait leur rapport au comité central du parti. Pour recevoir les remontrances de Fajon et faire leur mea culpa. La direction fédérale elle-même n'a pas cru devoir tenir sa réunion habituelle. Elle ne s'est concertée que le lendemain afin d'accommoder à la sauce syndicale les nouvelles directives du parti.

Car si l'échec est nié en bloc, à longueur de colonne, dans *l'Humanité*, *Libération*, *La Vie Ouvrière*, la leçon en est quand même tirée et le nouveau tournant affirmé. Celui-ci est caractérisé par deux déclarations de Benoît Frachon.

Le 11 juin, au Congrès de l'alimentation — alors qu'on était en plein radicalisme politique — il déclarait que les dirigeants F.O., chrétiens et gaullistes s'efforçaient de masquer « leur trahison dans la défense de revendications économiques et sociales de travailleurs ». Qu'ils « se dressent contre les revendications de la classe ouvrière, se font les briseurs de grèves, non pas parce que nous faisons de la politique, mais pour soutenir la pire des politiques ». Or, pas plus tard que le 20 juin, au nom du bureau confédéral, il proposait « l'unité d'action à toutes les autres organisations pour mener cette action (lutte pour l'augmentation des salaires, etc.) en rassemblant tous les travailleurs ». Ce n'est plus un simple tournant, c'est un exercice de haute virtuosité dont nous mettons cependant en doute le pouvoir de séduction.

Mais les mouvements communistes 28 mai-4 juin ont eu d'autres séquelles. On a vu brusquement quelques journaux déclencher une frénétique campagne pour l'unité des centrales syndicales dites libres. Frénétique, mais peu sérieuse, semble-t-il : littéraire dans *Franco-Tireur* ; insidieuse comme il convient dans le *Monde*, et pour le seul but de réprobation dans *Combat* dont les poussées d'acné staliniennes sont bien connues. Pour forcer le tout, *l'Aurore*, on ne sait trop pourquoi, s'occupait de la question et la traitait comme à son habitude dans le style Barnum. Cette campagne a eu pour premier résultat une prise ou plutôt une confirmation de position de Force Ouvrière. Robert Bothereau

déclarait presque aussitôt en son nom : « C'est une illusion de penser résoudre actuellement le problème de l'unité syndicale en jetant par-dessus bord les centrales syndicales libres existantes... » Aussi, si F.O. continue pour sa part à souhaiter la naissance d'une grande centrale syndicale unique elle concentrera ses efforts dans les jours qui viennent sur le regroupement des syndicats libres sous une forme aussi étroite que possible.

En ne parlant que de jeter les centrales existantes « par-dessus bord » il faut convenir qu'on invitait insidieusement leurs dirigeants à se faire hara-kiri : « l'Etat, c'est moi ! » de Louis XIV est cocassement transposé par eux en « la confédération, c'est moi ! ». Cependant, la position de Bothereau, ratifiée en commission exécutive, ne fut pas, pour autant, acceptée par les partenaires désignés (C.F.T.C. et C.G.C.) qui craignaient qu'on tendit malgré tout à l'unité organique. La première centrale, à défaut d'exciper de ses postulats religieux, se retrancha derrière son attachement à la pluralité syndicale. La seconde, avec beaucoup plus de franchise, argua d'un particularisme qui lui a seul permis de grouper ses adhérents. Cela nous a conduits à la troisième semaine de juin où F.O. s'est déclarée satisfaite de ces réponses, y voyant la possibilité d'un « cartel interconfédéral des centrales libres ».

La réalisation de celui-ci serait assurément un premier pas vers la défense du pouvoir d'achat des salariés. Mais il nous faut souligner une lacune importante dans tout ce qui précède. Que devient pour F.O. toutes les organisations à la fois non cégétistes et non invitées à l'unité d'action ? Sont-elles moins libres que F.O. ? Qu'il s'agisse des Fédérations autonomes de l'Education nationale ou de fonctionnaires, de la Fédération nationale autonome ou de la C.G.S.I. ainsi que de la C.N.T. Pas plus à notre sens ne peuvent être délibérément négligés les syndicats de catégorie de fonctionnaires ou la floraison de syndicats autonomes en province.

Enfin il serait bon de faire preuve d'un peu de sérieux au départ. Quand les dirigeants de la C.G.T. se félicitent d'une « progression constante », d'une audience « toujours plus grande parmi les larges masses », on se remémore immédiatement qu'on proclamait officiellement 6.500.000 adhérents en 1946, 4.500.000 en 1948 et 3.600.000 en 1950 ; on pense qu'une progression semblable doit mener directement à la C.G.T.U. de 1935 ; toutefois on n'est pas surpris. Il est infiniment plus choquant de voir Bothereau user de pareilles méthodes. Quand il attribue un million d'adhérents à F.O., non seulement il moque sans vergogne ses interlocuteurs, mais il ne contribue pas à créer la saine atmosphère de sincérité qui sera indispensable à tout regroupement du mouvement syndical libre. D'ailleurs, pour faire passer cette énormité, il a doté le C.F.T.C. de 750.000 membres que cette dernière serait bien en peine de produire ; celle-ci ne lui en a d'ailleurs tenu aucun compte — cela s'est senti dans sa réponse — puisque le secrétaire général de F.O. lui contestait ainsi la première place après la C.G.T., place qui lui revient sans conteste. Mais le plus beau cadeau a été fait à la C.G.C., à laquelle Bothereau a octroyé 20.000 adhérents de plus qu'elle n'en proclame elle-même (150.000 au lieu de 130.000).

Lucien MARTIN

# La journée du 4 juin chez les fonctionnaires parisiens

La C.A. de la F.E.N. avait arrêté près d'un mois à l'avance la date du 4 juin pour une journée revendicative destinée à rappeler les revendications toujours insatisfaites de la fonction publique. Elle invitait les autres fédérations de fonctionnaires à s'associer à cette manifestation.

La C.F.T.C. décidait ensuite une action du même type mais en fixait la date au 28 mai, la C.G.T.-F.O. décidait bien tardivement (23 mai) de s'y associer.

Le S.E.R.P. (Syndicat de l'enseignement de la région parisienne, section de la Seine de la F.E.N.) se trouvait donc dans la situation d'organiser pour le 4 juin une manifestation en liaison avec les organisations dépendant de la C.G.T. et de la Fédération générale autonome des fonctionnaires. Ses responsables, dès les premières entrevues, marquèrent nettement le caractère du mouvement et le cadre strictement revendicatif où ils entendaient le maintenir.

Les manifestations du 28 mai et l'annonce d'une grève générale pour le 4 juin amenèrent alors la F.E.N. à préciser encore, dans un communiqué de presse, l'indépendance du mouvement qu'elle organisait par rapport à ceux lancés par la C.G.T.

Sur le plan purement parisien les difficultés ne manquaient pas non plus. Le 26 mai la section parisienne de la F.E.N.-C.G.T. faisait paraître un numéro spécial de *l'Elan Syndicaliste* où les responsables nationaux et parisiens de la F.E.N. et du S.N.I. étaient nettement accusés de vouloir saboter le mouvement dont ils avaient pris l'initiative. La réaction fut immédiate : l'U.G.F.P. fut priée de désavouer l'article ou de renoncer à une manifestation commune. L'auteur de l'attaque dut se charger lui-même de faire son auto-critique ; un nouveau numéro spécial de *l'Elan syndicaliste* remettrait les choses au point et l'U.G.F.P. refusait toute responsabilité quant au contenu et à la parution de cet article.

Après avoir résolu de multiples difficultés mineures (nombre et qualité des orateurs, ordre et contenu des interventions), le meeting put se tenir. Il est de fait que de toutes les manifestations organisées ce jour-là il fut la seule réussite. Les enseignants mais aussi les agents des services publics, postiers ou fonctionnaires, répondirent en grand nombre à l'appel de la F.E.N. La manifestation réunit plusieurs milliers de participants.

Dans l'ensemble, les orateurs sont à peu près restés dans les limites qu'ils avaient acceptées. Il fut parlé, et de façon quelque peu contradictoire, du reclassement et de la revalorisation. Hiérarchistes et antihiérarchistes s'exprimèrent en termes nuancés et furent également applaudis. Le secrétaire de la Fédération autonome des fonctionnaires se laissa aller à une nette mais un peu longue exposition de sa conception de la grève et de l'organisation syndicale. Cet exposé très opposé pourtant aux conceptions staliniennes fut écouté avec respect.

La défense des libertés fut traitée par le secrétaire de la F.E.N. Sur ce sujet d'une actualité brûlante, Lavergne fit un exposé très applaudi, mais où, à notre sens, il n'a pas suffisamment marqué la différence entre cette manifestation et les autres.

La police se montra, en la circonstance, égale à elle-même.

Cette expérience montre en tout cas : qu'il est encore possible de secouer l'atonie des syndicats et d'obtenir des manifestations de quelque ampleur lorsque les objectifs sont nettement délimités et que les organisations qui en prennent l'initiative sont au-dessus du soupçon de manœuvre politique. Elle montre aussi que les cégétistes eux-mêmes se déplacent plus volontiers pour leurs revendications que pour des objectifs politiques. Elle montre enfin qu'on peut à l'heure actuelle tenir

des réunions avec des organisations cégétistes si on est très ferme sur l'ordre du jour et si on les oblige à faire taire sous peine de rupture les injures dont ils se plaisent à couvrir tout ce qui n'est pas à leurs ordres.

P. RUFF.

## Le congrès du Livre

Le congrès de la Fédération du Livre qui s'est tenu à Nice à la fin du mois dernier a pu sembler à un observateur superficiel être une simple réédition du congrès qui s'est tenu à Bordeaux en 1949. Certes aucun discours retentissant n'y fut prononcé et la résolution générale, qui fut approuvée à l'unanimité à la fin du congrès, ne diffère pas sensiblement de celle qui termina le congrès de Bordeaux.

Mais de cette unanimité comme de celle qui approuva le rapport d'activité de la fédération il n'en faut pas conclure que la discussion fut absente et que les divers courants d'opinion ne se sont pas exprimés.

Les mots violents et les attitudes spectaculaires étant exclus traditionnellement des assises du Livre, c'est de l'atmosphère générale des débats et des interventions d'un certain nombre de délégués que l'on peut tirer quelques conclusions.

L'impression dominante du congrès c'est le désir, la volonté de rester unis dans une même fédération, exprimés par tous ceux qui intervinrent dans la discussion. Mais cette unité, il a été non moins fermement exprimé qu'elle était subordonnée à l'indépendance que la fédération observerait tant à l'égard des mots d'ordre de la C.G.T. qu'à ceux de tout parti politique. C'est là que la différence avec Bordeaux a été sensible. Car les critiques à l'égard de la C.G.T. et du parti communiste ont été vives et elles ont souvent été le fait de camarades dont on n'attendait pas une pareille vigueur dans la critique.

Si les sections d'Alsace et de Lorraine sont toujours fidèles au réformisme ; si Brandely, de Clermont-Ferrand, a conservé la position qu'avait prise Andanson à Bordeaux ; en revanche, Cambien et Dumortier de Lille, ont rejoint dans ses critiques à l'égard de la C.G.T. ; et Cadéo, de Saint-Etienne, a formulé les griefs les plus sévères à l'égard du parti communiste déclarant, par exemple, que la tension entre son syndicat et les journaux communistes était pire qu'avec les journaux bourgeois. Il y a lieu de noter également l'intervention du délégué de Montpellier sur la grève dans un journal communiste de cette ville, votée par 116 ouvriers contre 11 à la suite du renvoi abusif d'un correcteur. Grève accompagnée de voies de fait, lettres de menaces et utilisation de jaunes recrutés à Marseille et à Perpignan.

La tendance opposée n'a guère trouvé que deux dévoués défenseurs : le délégué de Bellegarde et celui d'Alger.

Ce changement d'atmosphère a été sensible dans le discours d'Ehni, qui a déclaré notamment que le comité fédéral devait s'abstenir de toute mesure ayant un caractère politique, aussi bien sur le plan syndical que sur celui de la paix, sous peine de voir la fédération se couper en deux parties égales (ce qui était reconnaître officiellement que la minorité avait cessé de l'être). Et qu'il entendait observer cette attitude pour ne pas apporter la division dans la fédération.

Monatte a parlé dans le dernier numéro des erreurs que contenait le bulletin de la Fédération graphique internationale dans son étude sur la situation en France. Le camarade Woerler, président de la F.G.I. et auteur de l'article, a reconnu qu'il avait commis là la plus grosse sottise de sa vie (il a employé un terme plus énergique). Malgré les excuses qu'il a présentées et les interventions de plusieurs camarades en faveur du maintien de la Fédération française à la F.G.I., le congrès par 267 voix, représentant 138 syndicats, contre 46 voix (24 syndicats) et 98 abstentions (49 syndicats) a décidé le retrait de cet organisme. Il a également décidé, dans la modification de l'article premier

des statuts, qu'une affiliation nouvelle à un organisme international ne pourrait avoir lieu qu'après un référendum.

Que déduire de la première de ces décisions ? A mon sens, que c'est une question qui ne passionne pas les délégués, parce qu'ils ne voient pas l'intérêt d'une affiliation internationale. C'est peut-être regrettable, mais c'est ainsi.

Roger PERIGAT.

## Le conflit de l'acier

Depuis la rédaction de la note publiée dans la R.P. de mai, le conflit de l'acier aux U.S.A. a évolué. Il faut résumer les faits. On pourra ensuite corriger certaines appréciations formulées il y a deux mois et peut-être mieux comprendre la portée de ce conflit.

### Les faits

Truman a-t-il jamais eu l'intention de négocier une nouvelle convention collective avec l'Union de l'acier pendant la durée de la réquisition gouvernementale des usines ? Quoi qu'il en soit, le Président ne pouvait ignorer les efforts développés par le patronat et ses agents au Congrès pour que la légalité de la réquisition soit contestée et par ce seul fait une telle négociation comportant l'octroi des salaires recommandés par le service des salaires (W.S.B.) de « l'office de mobilisation pour la défense » était impossible.

La réquisition a été finalement déclarée illégale par la Cour Suprême, le 2 juin, par 6 voix contre 3. Il ne pouvait en être autrement ; la Cour Suprême a toujours été facilement influencée par le patronat ; on se rappelle sa résistance farouche aux réformes de Roosevelt, réformes qui ont pourtant eu le résultat de sauver le capitalisme en relançant l'économie sans toucher au principe sacro-saint de la libre entreprise.

Le 2 juin était jour de paie dans les aciéries. Après avoir fait la queue pour toucher leur enveloppe, les ouvriers ont immédiatement organisé leurs piquets de grève et celle-ci a été aussitôt totale dans toutes les usines touchées par le conflit. 90 pour cent de la production d'acier sont ainsi perdus depuis le 3 juin.

Aussitôt le gouvernement a provoqué une nouvelle rencontre Union-patronat. Les revendications de l'Union restent les mêmes : ce que le W.S.B. recommandait au patronat d'accorder (augmentation de salaires allant progressivement jusqu'à 26,5 cents par heure et union-shop). Le patronat consent une augmentation de 18,5 cents en moyenne mais ne veut pas de « l'union shop ». C'est l'impasse.

Au Congrès, quelques hommes acquis au « Labor » tentent de faire donner au Président des pouvoirs qui l'autoriseraient à régler le différend. Mais la majorité soutient tout un attirail de lois antisyndicales (Smith Bill, Defense Production Act, Unemployment Compensation, etc.), contre lesquelles les syndicats et en particulier le C.I.O. mobilisent leurs troupes.

Truman et le Congrès se renvoient la responsabilité d'arrêter la grève en usant de la réquisition des ouvriers par application de la loi Taft-Hartley. L'argument valable de Truman est que « l'injonction » Taft-Hartley est suspensive pendant 80 jours et que l'Union a déjà fait preuve d'une longue patience en remettant son ordre de grève de 99 jours. Mais Truman n'a surtout aucune envie, en une année d'élection, de s'aliéner les voix ouvrières (pour lui ou son parti) ; et l'argument touche aussi les membres du Congrès sans que cela les empêche d'appuyer le vote de nouvelles lois anti-syndicales dont les effets ne seraient ressentis qu'à plus longue échéance.

### Aspect économique

L'arrêt presque complet de la production d'acier doit avoir de profondes répercussions économiques. Mais tout dépend de l'importance des stocks. Or les informations à ce sujet sont contradictoires.

Le patronat prétend que les stocks sont considérables et lui permettent de tenir deux ou trois mois. Les stocks seraient d'ailleurs beaucoup plus faibles pour les besoins de la défense ; et l'on voit, curieusement, le syndicat reprocher au patronat d'utiliser des milliards de dollars réservés au développement des industries pour la défense aux industries civiles (N.Y.T., 14 juin).

Il est fort possible que le patronat voie d'un bon œil la liquidation de stocks qu'il reconstituera bientôt à un prix plus avantageux.

Le syndicat répond en consentant à produire, malgré la grève, ce qui est nécessaire aux besoins de la défense (un cinquième de la production totale).

### Les arguments patronaux

Beaucoup de visiteurs sont frappés, aux U.S.A., par le souci affiché par le patronat de jouer le franc jeu avec les syndicats. Ces visiteurs trop rapidement convaincus en rapportent jusque dans nos syndicats la fameuse idée qu'on peut s'entendre avec les patrons. Le syndicat de l'acier du C.I.O. est bien placé pour ne pas accepter cette hâtive conclusion. Le patronat ne joue franc jeu que s'il n'a rien à perdre.

C'est ainsi que les dernières négociations ont buté sur la clause de « l'union shop ». Le patronat prétend la refuser *par principe*. Or le syndicat peut clairement prouver qu'il y a déjà 27 contrats avec la clause de « l'union shop » dans des aciéries. La plupart de celles-ci font partie du trust « Little steel ». Mais le trust le plus acharné dans la lutte et le plus puissant, United States Steel, a signé certains contrats comportant « l'union shop » avec des syndicats de cheminots des compagnies ferroviaires contrôlées par lui.

Que reste-t-il alors des arguments patronaux ? L'opposition à « l'union shop » est pour lui le moyen de camoufler sa résistance à toute diminution de son profit, profit supérieur à ce qu'il est dans toute autre industrie.

L'action du patronat sur le Congrès et la Cour Suprême pour obtenir l'annulation de la réquisition a été efficace. Il est permis de penser que les moyens utilisés sont d'un genre très ordinaire, comme dirait notre M. Villiers. Mais la propagande démagogique n'a pas été, pour autant, négligée. Je dois atténuer l'appréciation portée sur l'information : celle du *New York Times* peut être exacte ; mais est-elle complète, peut-elle être impartiale dans ses commentaires ? Surtout le N.Y.T. n'est pas, loin de là, le journal le plus lu aux U.S.A. et le patronat a trouvé de nombreuses feuilles pour développer des thèmes du genre bien connu : si vous acceptez la réquisition gouvernementale des usines attendez-vous à voir demain l'Etat se saisir de l'échope du barbier ! Car il y a aussi des *Aurore* en Amérique.

### Problèmes syndicaux

Le syndicat se sait fort. « Il n'y a pas de groupe ou de citoyen assez forts pour battre le syndicat », a dit Murray, son président, le 13 juin à Pittsburgh. La grève est totale et le fonds de grève permet de tenir. Lewis a fourni 10 millions de dollars au nom des mineurs.

Mais s'agit-il seulement de force ? Les syndicats américains sont toujours très soucieux de l'opinion publique. Celle-ci leur est favorable pour deux raisons essentielles : il est injuste de faire travailler pour des salaires 1950 des ouvriers qui, en tant que consommateurs, paient les prix 1952 ; les ouvriers de l'acier ne réclament pas des avantages nouveaux, mais des conditions de travail déjà obtenues par la plupart des ouvriers des autres industries (l'argument est développé tout au long dans la publication en français de l'A.P.L. les *Nouvelles du mouvement syndical libre*, de juin).

Mais si le conflit se prolonge, les industries civiles ne pourront échapper à une réduction de leur activité ; des usines d'automobiles licencieront alors leurs ouvriers. Le syndicat de l'acier n'ignore pas quelle responsabilité lui échoit de par sa force. Aussi ne s'oppose-t-il pas aux lois antisyndicales présentées au Congrès par un non absolu. Il joue le jeu de la démocratie et de la libre en-

treprise et y puise la conviction qu'une restriction de ses droits est acceptable si elle n'est pas unilatérale. Attitude de trahison ? De nos pays d'Europe cela peut apparaître comme la voie dangereuse des abandons. Aux U.S.A., ce n'est pas si sûr : l'organe officiel *CIO News* aussi bien que l'organe des *Industrial Workers of the World* se rejoignent pour rappeler que les sanglantes rencontres qui marquèrent la grève chez « Little Steel » en 1937 ne doivent pas être oubliées : « cela peut revenir ! »

Apparente contradiction : le syndicat souhaite une coopération démocratique à l'intérieur de la société nationale ; il n'oublie pas que la résistance du « management » le pousse à des actions violentes auxquelles seule la force du syndicalisme peut s'opposer, pour le bien commun de toute la société.

#### En guise de conclusion

Sans doute la campagne électorale donne-t-elle à la crise un aspect aigu et retarde-t-elle les interventions gouvernementales qui, dans un sens ou dans l'autre, chercheraient à y mettre un terme. Mais c'est une erreur, selon moi, de voir le CIO engagé tellement à fond dans ce conflit pour sauver le parti démocrate sans lequel il ne serait rien. C'est un peu la conclusion de Lefranc dans son étude de la *Revue syndicaliste* de mai, qui a trop tendance à minimiser la force du CIO.

Sans doute les effectifs de celui-ci sont-ils plus mobiles que ceux de l'A.F.L. Mais cela provient surtout de la différence de nature des travailleurs que les deux grandes centrales organisent. Et il est remarquable que dans la grande industrie de masse où pénètre le CIO, parmi un prolétariat qui conserve encore le mythe du « self-made man », hier manœuvre et demain chef d'industrie, les syndicats tiennent aussi bien. Mais cela peut se comprendre : ces syndicats servent à quelque chose, ils luttent, ils obtiennent des avantages évidents. L'A.F.L. réussirait-elle même aussi bien, chez les ouvriers qualifiés, sans le stimulant (par contagion aussi bien que par réaction) des succès obtenus dans la grande industrie ?

L'histoire d'avant guerre et des années plus récentes est riche en exemples où ce sont les syndicats CIO qui ont porté les coups les plus rudes, non sans en recevoir aussi d'ailleurs, mais ouvrant la brèche pour le profit commun de tout le mouvement.

Dans le cas présent, on ne peut pas dire que le syndicat CIO ait pris l'initiative du conflit. Il a tout fait pour l'éviter alors que le patronat a cherché la grève. Le règlement du conflit est d'ailleurs périlleux pour Truman et pour le renom de l'équipe.

Le nœud du conflit est l'offensive patronale. On a si souvent dit que le patronat américain était moins stupide que le patronat français qu'on oublie peut-être la règle patronale. Être plus ou moins intelligent ? Non. Seulement : plus de profit, toujours plus ! Surtout en période de réarmement : alors tous les espoirs ont toujours été permis au patronat. En sera-t-il autrement cette fois ? Les syndicats américains pensent que le réarmement peut ne pas signifier l'appauvrissement du prolétariat des U.S.A. Les conditions économiques exceptionnelles de ce pays autorisent peut-être cet espoir qui serait chimérique dans nos sociétés européennes.

Faire du conflit un épisode de la lutte électorale, c'est restreindre sa portée. Il ne peut pas ne pas jouer son rôle dans l'élection présidentielle. Mais il la dépasse. Plus encore que cette élection il nous intéresse.

Ce syndicalisme puissant et actif rêve de s'insérer dans une société dont il ne nie pas les tares mais dont il ose prétendre qu'il y remédiera. On peut juger a priori l'expérience vouée à l'échec. Mais on doit aussi prévoir que ces efforts authentiques ne peuvent laisser intacte une société d'ailleurs encore très mobile.

Etranger à toute idéologie et même à toute phraseologie révolutionnaire, il entreprend, grâce à sa force et à sa jeune maturité, une action qui doit porter en elle son enseignement révolutionnaire.

On ne peut méconnaître l'aide et le soutien que les présidents démocrates ont apportés au CIO. Mais le voici majeur, vivant son expérience propre et rien ne prouve qu'« enfant de Roosevelt » il ne soit pas amené un jour prochain à rompre avec ses origines.

Hans WILMOTTE.

## La position internationale de l'A.F.L.

Le conseil exécutif de l'American Federation of Labor AFL a décidé, par un vote de s'abstenir de prendre part au Conseil Général de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) qui aura lieu du 1<sup>er</sup> au 5 juillet à Berlin.

« Le secrétaire-trésorier de l'A.F.L., G. Meany a expliqué que son organisation est mécontente sur certains points, de la politique poursuivie par la C.I.S.L. et qu'elle avait formulé ses objections dans une « note sur divers points » (« bill of particulars » : entre guillemets dans le texte) envoyée aux responsables de la C.I.S.L. et de toutes les organisations qui lui sont affiliées à travers le monde.

Jusqu'à ce que ces divergences soient dissipées, l'A.F.L. n'a pas l'intention d'envoyer des représentants aux réunions de la C.I.S.L. Meany souligna, toutefois, que l'A.F.L. continuera à payer ses cotisations à la C.I.S.L., ce qui représente un total de 70.000 dollars par an. » (D'après *A.F.L. News-Reporter* du 28 mai 1952).

Il est inutile de souligner l'importance de cette décision, à la veille de la réunion du premier conseil général de la C.I.S.L. Le texte officiel de l'A.F.L. et l'absence de tout commentaire de la part de la C.I.S.L. ou des organisations affiliées ne renseignent guère sur les motifs profonds de cette décision.

La décision de l'A.F.L. n'a pas été tout à fait une surprise. Son délégué n'assistait pas à la réunion du sous-comité exécutif de la C.I.S.L. qui s'est réuni à Bruxelles du 17 au 19 mars dernier. La politique internationale « personnelle » poursuivie, depuis longtemps par l'A.F.L. pouvait aussi annoncer cette rupture, ou si l'on veut, cette « tension ».

Des commentaires volontairement superficiels (ceux de *l'Observateur*, par exemple) ont voulu y voir une réaction de l'A.F.L. contre l'influence grandissante des syndicats britanniques et en général des syndicats influencés par le socialisme. On a dit que l'A.F.L. n'avait pas été favorable à l'entrée, dans la C.I.S.L., des syndicats socialistes italiens qui concurrencent la centrale du chrétien Pastore. On a dit aussi que les T.U.C. voulaient voir les syndicats yougoslaves à la C.I.S.L. et que, pour l'A.F.L., une telle candidature est inadmissible et pour elle cause suffisante de rupture. Il y a dans toutes ces remarques une part de vérité : une part plus ou moins grande. Il est ainsi probable que, pour une majorité d'entre elles, les organisations affiliées souhaitent des rapports avec les syndicats yougoslaves pour aider ceux-ci à évoluer jusqu'à en faire des partenaires souhaitables dans l'Internationale.

Mais tout le monde sait que l'A.F.L. a un programme de politique internationale entré en application avant la constitution de la C.I.S.L. Ce programme se développe avec des moyens si considérables que certains les disent *trop* considérables, les plus indulgents parlant de « gaspillage ». En fait tout se passe comme si les responsables de la politique internationale de l'A.F.L. ne faisaient pas de distinction entre l'anticommunisme et l'antistalinisme. A cette erreur initiale s'ajoute la conviction de l'imminence du conflit des deux blocs. Tout doit être subordonné à sa préparation et on conçoit que dans cette perspective de catastrophe on abandonne ou paraisse abandonner toute revendication sociale. La C.I.S.L., par ses organisations européennes puissantes aussi bien que par le C.I.O. aux U.S.A., voudrait promouvoir une politique sociale hardie, dans les démocraties,

cherchant ainsi à désintoxiquer leurs masses ouvrières du stalinisme et enlevant ainsi à la démagogie stalinienne son masque. Apparaissant sous son aspect véridique, la hideuse tyrannie ne faisant plus illusion au dehors, qui empêcherait alors les peuples qu'elle asservit de reprendre courage et de préparer leur libération autrement que par le cataclysme général ?

Il paraît donc possible que ce soit la divergence de ces deux courants qui crée la tension à l'intérieur de la C.I.S.L. Que ces deux courants existent, rien de plus normal ; rien ne pourrait être meilleur, pour le mûrissement de l'Internationale, que la confrontation loyale et surtout claire des arguments. C'est compter sans deux aspects négatifs du mouvement syndical international.

Le premier est de vouloir singer les diplomatie officielles en s'entourant du secret, propice aux manœuvres. On perd ainsi la chance unique de la vérité. Ici, au lieu de gagner à une controverse claire, l'A.F.L. boude et la C.I.S.L. ne dit rien.

Le second est que ni l'un ni l'autre des partenaires ne recherche la controverse parce que ni l'un ni l'autre ne veut absolument ce qu'il dit, ne dit absolument ce qu'il veut. Les « socialisants », si on peut dire, de la C.I.S.L. veulent sans doute une politique de remplacement au lieu de celle des blocs. Mais ils se gardent de rompre avec l'éclat nécessaire pour un vrai départ de l'internationalisme ouvrier : on fait semblant de croire à l'O.N.U. ! Les autres, disons le courant A.F.L., n'ont pas encore dit qu'il faut faire tout de suite l'union sacrée et taire ses intérêts particuliers légitimes pour « l'intérêt général » ou « le droit et la civilisation ».

J'illustrerai cette interprétation par un exemple. Directement, mettant l'Internationale des Transports et la C.I.S.L. devant un fait accompli, l'A.F.L. a organisé ce fameux Comité Méditerranéen que dirige Ferri-Pisani et qui édite *Air-Terre-Mer*. Pour cet organe l'économie occidentale est « une économie sans chômage, sans surproduction et sans crise grave ». (Que demande le peuple ? !) Qu'on ne perde jamais de vue, y lit-on encore, cette vérité fondamentale, dans aucun pays depuis 1917, le communisme n'a triomphé sans l'aide de l'Armée rouge ». Voilà qui donne le ton de cette publication.

Mais je n'ai pas connaissance que, ni à la C.I.S.L., ni à l'Internationale des Transports on ait ouvert un débat clair sur la nécessité d'un tel Comité Méditerranéen et sur son orientation. Sans doute ne faut-il rien brusquer et par un refus a priori de discuter, entraîner la rupture. Au contraire, l'impossible doit être tenté pour que l'A.F.L. reprenne sa place dans la C.I.S.L., pour celle-ci et pour elle-même (l'A.F.L. ce n'est pas plus Lovestone que la C.I.S.L. n'est Oldenbrock). Mais avant « l'impossible » il faut déjà que chacun dise ce qu'il pense et ce qu'il veut. Si cette crise de la C.I.S.L. entraînait un tel débat, elle serait finalement profitable.

H. W.

## PETITES NOTES

### Oyonnax et Siqueiros

Le mois dernier nous épinglions l'exploit accompli à Oyonnax par les staliniens et leur Machurat contre une exposition des syndicats américains.

Nous aurions pu et dû mettre en regard la tranquillité dont a bénéficié une autre exposition. A Paris celle-là.

Nous voulons parler de l'exposition d'art mexicain qui comportait une salle réservée à Siqueiros, le peintre qui organisa la première tentative d'assassinat contre Trotski, dans la nuit du 24 mai 1940.

Le *Libertaire* du 23 mai a publié une déclaration portant ce titre « A l'assassin ! » signée du Mou-

vement surréaliste, de la Fédération anarchiste, du Parti communiste international, etc., etc.

Mais le *Libertaire* du 30 mai signale que le P.C.I. (trotskiste) a renié sa signature.

Surprenant ? Pas tant que ça.

Il y a longtemps que les Lambert et Cie laissent aux autres le soin de défendre la mémoire de Trotski.

On joue au trotskiste stalinisant, mais on se conduit comme si l'on était tout bonnement un stalinien.

### Belin et la grandeur française

Labaguète-Belin n'est pas content de son siècle. Qu'est-ce que c'est, en effet, qu'un temps où les hautes qualités et talents du sudist ne sont pas reconnus ?

Il n'y a pas moins de deux siècles que le déclin français est commencé. Il dit bien deux siècles. La preuve ? Il n'y a qu'à « considérer le rang qu'occupait la France en Europe, voici deux cents ans, quand l'Europe entreprenait de dominer la terre, et le rang qu'elle occupe aujourd'hui ».

Tout cela noir sur blanc dans l'article de tête de la *Revue Syndicaliste* de mai intitulé « la Grande relève des démagogues ».

Le loupage de sa grande opération des syndicats indépendants lui est monté à la tête, à ce monsieur. On connaît cette variété de réformistes qui, de chute en chute, dégringolent jusqu'au « royalisme » qui marqua selon eux la grandeur française.

Pour nous la grande flambée de la grandeur française, c'est 89 et 93. Dans le monde entier la France apparaît même ainsi. Pas pour ces gens ; ils représentent la variété des démagogues réactionnaires.

Pour nous certes, l'esprit révolutionnaire est en baisse. Les fils ne valent pas les pères. Mais nous n'accordons pas la grandeur aux mêmes choses. Ce n'est pas le passé qui nous préoccupe, mais l'avenir.

### Les vieux du Livre parisien s'en vont

Largentier et Basignan quittent la tête de leurs syndicats, celui des typos et des rotativistes.

Nous n'avons pas toujours été d'accord avec Largentier, mais il est une chose qu'on doit retenir, c'est que grâce à lui le syndicat des typos a échappé aux staliniens.

Bernard et Waille le remplacent à la tête des typos. Pour cela, Bernard quitte le secrétariat adjoint de la Fédération du Livre. Sans doute le travail avec Elni n'était-il pas très facile.

Basignan était moins connu ; il n'est pas orateur de congrès. Mais il a réalisé une grande tâche en faisant des rotativistes une organisation solide toujours à la pointe du combat dans le Livre parisien.

## LIVRES

### HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS,

par Jean BRUHAT.

(publié sous le patronage de la C.G.T.). Tome I. — Des Origines à la Révolte des Canuts (Editions Sociales)

« Il n'existait pas, jusqu'à ce jour, une véritable histoire du mouvement ouvrier français : les quelques essais qui furent tentés dans cette voie n'offrent aucune garantie. »

Ainsi s'exprime le préfacier, Gaston Monmousseau. Il faut donc penser que cet ouvrage offre toute garantie. Lourde responsabilité quand même, que l'auteur ne se dissimule pas ! Il écrit : Il faut soumettre à une analyse critique tout ce qui a été écrit jusqu'à maintenant et qui a été, dans une large mesure, influencé par les conceptions de la bourgeoisie et l'hostilité à l'organisation révolutionnaire du prolétariat. » (Introduction page 13, note). On voit que l'auteur a confiance en lui. Aussitôt, il distingue, parmi les traditions du mouvement ouvrier français, les bonnes et mauvaises traditions. Il entend bien n'exal-

ter que les « bonnes » et condamner les « mauvaises » parmi lesquelles il cite « l'esprit individualiste » et tout ce qui tient plus ou moins à la « spontanéité ouvrière », véritable diablerie du mouvement ouvrier.

Mais pas de mensonges, pas de déformations des faits ! La bourgeoisie seule a besoin de cela ou de déformer la vérité. L'auteur s'en indigna. Nul historien « progressiste » — on le sait — n'a jamais menti ni déformé les faits, et Jean Bruhat entend rester fidèle à ces bons principes. Pourquoi faut-il que, dès ses premières lignes, il tombe pourtant dans une « erreur » regrettable ? La classe ouvrière, écrit-il, fut désemparée quand en 1914, les dirigeants du mouvement syndical Léon Jouhaux, Bidegaray, Dumoulin, les chefs anarchistes, et les leaders socialistes l'appelèrent — après l'assassinat de Jaurès — à soutenir de ses efforts et de ses sacrifices la guerre impérialiste ouverte pour un nouveau partage du monde. Dans l'ensemble c'est vrai, sauf en ce qui concerne Dumoulin. Celui-ci ne prit pas part au courant d'union sacrée, il le combattit au contraire. Sa position est établie dans la brochure « Les syndicalistes français et la guerre » qu'il écrivit en 1918 quand, après avoir été soldat, il était mineur à Roche-la-Molière.

Défendrons-nous Dumoulin ? Il ne s'agit pas de le défendre, il s'agit de ne pas « déformer les faits ». Nous ne saurions mieux faire que de rappeler, à ce propos, ce que dit A. Rosmer, dans son « mouvement ouvrier pendant la guerre », à propos de Merrheim et Dumoulin :

« Le lecteur ignorant tout de l'histoire ouvrière des premières années de la guerre sera sans doute surpris de retrouver si souvent ces deux noms. Mais qu'elle qu'ait pu être l'attitude ultérieure de ces deux militants, si lourdes et si funestes qu'aient été les erreurs et les fautes qu'ils ont commises, il ne pouvait me venir à l'idée de tenter de dissimuler, ou d'atténuer, ce qu'il y eut de grand et d'héroïque — le mot n'est pas trop fort — dans leur conduite d'alors. »

Et Rosmer ajoute : « L'historien qui supprime les faits, biffe des noms, tronque des textes, en falsifie d'autres, se condamne à une œuvre vaine et éphémère : les procédés auxquels il a recours, ne font que dénoncer d'avance la fragilité de la thèse qu'il veut imposer. Pareils travaux n'apportent à la classe ouvrière ni enseignement ni aide pour son action. Ils la désarment et la desservent. »

Voilà une conception de l'histoire qui nous donne, elle, toute garantie, et nous permet d'aborder la lecture du gros ouvrage de Jean Bruhat avec ce qu'il faut d'« objectivisme » et d'« esprit critique ».

Le talent ne manque point dans ce premier tome, celui, il faut le dire, qui, du point de vue du respect de la vérité est certainement, pour l'auteur, le moins scabreux des quatre tomes prévus. On y voit vivre les masses populaires à la veille de la révolution bourgeoise de 1789 et, au cours de cette révolution, leur rôle, leur influence, leur « spontanéité » sont mis en évidence d'une manière qui rappelle, parfois, celle de Trotski dans son « histoire de la Révolution Russe ». Je m'en excuse deux fois. Le dernier chapitre qui traite de l'insurrection des canuts lyonnais dépasse l'intérêt et atteint l'émotion.

Il faut pourtant faire une remarque générale sur la documentation de l'auteur, les travaux sur lesquels il s'appuie. Quant il doit se référer à Mathiez, à Doléans, à Labrousse, il se purifie aussitôt de ce contact dans une note vengeresse. Et il existe des auteurs maudits : notre ami Maurice Dommanget, par exemple, dont on connaît précisément la contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français, n'est pas cité une seule fois, même quand il s'agit de Gracchus Babeuf ! Au contraire, on fait largement appel aux écrivains « orthodoxes », en particulier aux historiens russes qui ont écrit sur cette période de l'histoire de France, à Eugène Tarié même, qui cependant n'a pas toujours offert toute « garantie ». N'a-t-il pas eu une opinion « erronée » sur Napoléon et la campagne de Russie ? Bruhat justement parle du rôle des armées napoléoniennes dans la destruction des systèmes féodaux en Europe. Mais que dire alors de la Russie ? Là, on se trouve en présence d'une « lutte populaire de libération nationale ».

A deux reprises, Jean Bruhat parle du « livret ou-

vrier » qui existait avant 1789 et que Napoléon rétablit par une loi du 1er décembre 1803 :

« L'ouvrier qui voyagera sans être muni d'un livret visé non seulement par le patron, mais encore par la municipalité (c'est-à-dire, en fait, par la police), sera réputé vagabond et pourra être arrêté et puni comme tel (jusqu'à 6 mois de prison) ». L'auteur a-t-il pensé aux possibilités de traduction russe de son ouvrage et aux réflexions et comparaisons diverses que pourrait être amené à faire l'ouvrier russe soumis aujourd'hui à l'obligation du livret ouvrier ? Pour ne pas l'avoir mis en garde explicitement contre toute comparaison vicieuse, ne risque-t-il pas de se mettre étourdi dans le cas où son ouvrage cesserait tout d'un coup de présenter assez de « garantie » ?

R. GUILLORE.

**GIDE TEL JE L'AI CONNU...** par Maurice LIME, avec vingt lettres inédites. Un volume de 178 p., Julliard, 420 francs.

« ...Que ce même bon-heur de notre vie, qui dépend de la tranquillité et contentement d'un esprit bien né, et de la résolution et assurance d'un âme réglée ne se doive jamais attribuer à l'homme qu'on ne luy aye veu jouer le dernier acte de sa comédie et sans doute le plus difficile. En tout le reste il peut y avoir du masque : ou ces beaux discours de la Philosophie ne sont en nous que par contenance ; ou les accidents, ne nous essayant pas jusques au vif, nous donnent loisir de maintenir toujours nostre visage rassis. Mais à ce dernier rôle de la mort et de nous, il n'y a plus que feindre, il faut parler François, il faut montrer ce qu'il y a de bon et de net dans le fond du pot... »

Ainsi s'exprime Montaigne dans son chapitre « qu'il ne faut juger de nostre heur, qu'après la mort ». Réponse très anticipée aux critiques malveillants qui voudraient qu'après la mort d'un écrivain on ne doive plus juger l'homme. Cette longue citation, indispensable à mes yeux, justifie au contraire l'entreprise de Lime.

Celle-ci est polémique, et se veut telle. Répondant à la « tentative de béatification bourgeoise » (le numéro spécial de la N.R.F.), récusant même « l'écrit d'un familier, mal venu, après tant d'années d'acceptation, à s'ériger en censeur » (où je me permets de voir le rejet bien hâtif du témoignage de Roger Martin du Gard, et peut-être même l'incompréhension de ce qu'est et de ce que peut une amitié clairvoyante).

Lime a connu Gide alors que tous les deux étaient « communistes ». Les guillemets signifient que l'un et l'autre en 1935 croyaient que le parti communiste avait encore quelque chose de commun avec le communisme et que, chacun à leur manière, ils ont ensuite reconnu leur erreur. Relations d'écrivains d'abord et il est difficile d'imaginer natures et préoccupations plus divergentes. Relations d'amitié pourtant, car Gide savait charmer. Mais relations empoisonnées par le rôle que le Parti voulait faire jouer à Lime pour s'attacher plus solidement Gide, rôle que Lime refusa pour des raisons à la fois personnelles et politiques bien compréhensibles.

Quoi qu'il en soit et s'il fallut les grands procès de Moscou de 1936 pour éclairer définitivement Lime sur la nature du stalinisme, le témoignage de Gide ne lui fut pas non plus inutile. Quand il lui objecta :

« — Mais n'est-ce pas une époque transitoire, historiquement nécessaire ? »

Gide lui répondit :

« Non, non, de là rien ne peut sortir de bon, la terreur écrase tout. »

ajoutant même des accusations très précises sur la mort mystérieuse de Dabit désespéré. J'avoue ne pas aimer que deux pages plus loin Lime dise Gide « tout guilleret, content, d'avoir retrouvé les siens et d'être accueilli avec l'indulgence due à l'enfant prodige. » Volonté de rejeter tout Gide et d'en faire un ennemi de classe.

Car le sujet du livre est moins la description du passage de Gide parmi les staliens que le propos de situer Gide parmi les auteurs « malsains » dont la classe ouvrière doit se protéger. Là me paraît l'argument du livre qui doit être pris en considération.

Lime ne dirait peut-être plus, aujourd'hui, qu'il faut brûler tous les livres de Dostoïevsky. Mais il est sûr qu'il se félicite de voir ses camarades d'usine goûter si peu la perversion de Michel de l'Immoraliste ou l'acte gratuit de Lefcadio. Lime a probablement raison quand il dit avoir vu que les tueurs les plus féroces, et les plus pervers, étaient aussi les plus cultivés. Toute culture, même celle qui mérite le plus d'être dite culture de classe mais qui est encore culture, est un pari pour l'homme. Un pari qui n'est pas toujours gagné. Mais comment échapper à ce jeu du hasard ?

Je ne vois d'issue que dans le refus de l'art. Toute expression artistique est le contraire de l'acte gratuit. Elle cherche à convaincre et pour cela prend la voie de la pitié. Mais est-elle trop plaisante, ou bien par le fait seulement qu'elle plait, ne trompe-t-elle pas ? Certain « jansénisme » peut ainsi exiger la fin de l'art et je vois tout ce qu'il a d'intellectuellement satisfaisant. Mais toute la sociologie nous enseigne qu'il n'y a pas de société sans le miroir magique de l'œuvre d'art où elle essaye de se comprendre et de deviner son destin.

L'œuvre de Gide et sa vie posent ce problème et Lime croit y répondre. Au Gide qu'il a connu se superpose le Gide qu'il connaît maintenant, éclairé par ses écrits posthumes. Sa conclusion est de récuser tout Gide, de refuser qu'il puisse en rien servir l'effort indéfini de l'humanité « qui lui permettra d'établir la fraternité du clan primitif ».

Lime ne propose pas l'interdiction des livres de Gide, « mais je veux qu'on sache que celui qui les a écrits est un salaud ».

Je crains que la vérité ne soit pas si simple et je ne crois pas qu'elle gagne à cette rudesse. Pour quoi, par exemple, négliger la mort de Gide. Quand Roger Martin du Gard écrit :

« Le calme de cette fin est bienfaisant ; ce renoncement, ce consentement exemplaire aux lois naturelles, sont contagieux.

Il faut lui savoir un gré infini d'avoir su mourir aussi bien. »

Faut-il y voir complaisance de classe ? La polémique porte en elle, comme tous les genres, ses limites. Répondant aux simagrées de la mode, s'opposant aux complaisances pour le succès, elle est salutaire. Mais elle ne peut tout expliquer.

Lime s'en console-t-il en voyant d'abord dans son livre une action pour démystifier les adorateurs complaisants ou aveugles d'un écrivain au talent exceptionnel ? Je me range délibérément parmi ceux-ci, sans nier le danger qu'il y a à séparer l'homme (1) de son œuvre. Même si cela apparaît très secondaire je remarquerai combien le ton même de Lime dessert son entreprise. Il peut penser que : « La musique, à l'exception du jazz et des musiques militaires est un monde à part, trop exigeant, auquel un homme d'action répugne de s'abandonner ». Il ne convaincra peut-être pas ceux qui cherchent à concilier les exigences de l'action, de la raison et de la justice qu'ils ne peuvent accepter, de Gide ou de Beethoven, ce que dans leurs tentatives nécessairement incomplètes, ces artistes ont apporté à l'homme d'aujourd'hui pour l'aider ou pour le troubler dans son inquiet devenir.

G. WALUSINSKI.

(1) Non pas que je juge ou condamne l'homme. L'homme je cherche à le comprendre et même si je n'y parviens pas j'accepte d'aimer l'œuvre.

## LIVRES REÇUS

— Archives secrètes de la Wilhelmsstrasse. Tome III. L'Allemagne et la guerre civile espagnole. (Plon éditeur).

— Histoire du Viet-Nam, par Philippe Devillers (Editions du Seuil).

— Viet-Nam, sociologie d'une guerre par Paul Mus (Edition du Seuil).

— L'Allemagne entre l'Est et l'Ouest, par H. Rauschnig. (Julliard).

— Le Coup de Prague, par Hubert Ripka (Plon).

CAUSERIE du camarade Rosmer, sur certains aspects du problème allemand (15 juin 1952).

La question du réarmement favorise présentement l'agitation stalinienne qui n'avait pas d'écho il y a seulement un an. Les propositions récentes des Russes, d'unification allemande ont un grand retentissement parmi les Allemands, même anti-staliniens.

Par ailleurs, l'attitude des social-démocrates n'est pas aussi simple qu'on peut le penser. L'opposition de Schumacher n'est pas une opposition de principe à tout réarmement mais une opposition aux conditions actuelles du réarmement allemand sans égalité des droits.

Beaucoup d'Allemands n'ont pas renoncé à voir Stettin et Koenigsberg revenir à l'Allemagne et sont prêts à écouter d'une oreille attentive les propositions russes d'unification, premier temps à leurs yeux, avant un retour des territoires de l'Est annexés à la Pologne.

A ce propos, Rosmer montre dans un parallèle saisissant que la situation est assez analogue à celle de 1936, lors de la discussion à la Chambre du pacte franco-soviétique préparé par le voyage de Laval à Moscou. A cette époque, Bertrand de Jouvenel écrivait dans *Paris-Midi* après son interview avec Hitler, que ce dictateur n'était pas aussi méchant qu'on le croyait, qu'on ne pouvait pas rejeter, à priori, ses propositions de paix — exactement comme certains disent qu'on ne peut pas rejeter les propositions de paix de Staline. Même régime totalitaire, même tactique.

Les dissensions entre Alliés favorisent la manœuvre stalinienne.

A propos de la *Cogestion des Usines allemandes*, Rosmer, qui avait espéré beaucoup des réalisations obtenues au début, a l'impression qu'actuellement, il y a une pause. Les patrons, du fait de l'extraordinaire renaissance économique, se montrent très combatifs, cherchant à reprendre les concessions faites lors de la constitution des conseils d'usine, déclarant ne vouloir de plan Beveridge d'aucune sorte.

Au point de vue syndical, l'unité syndicale a été attaquée sans succès par les staliniens et par les chrétiens, ceux-ci poussés à la scission par leur Internationale.

## QUESTIONS :

— Walusinski se demande si les difficultés actuelles de la centrale syndicale allemande ne viennent pas d'une pression de l'A.P.L., qui soutiendrait les tendances antisocialistes et chrétiennes.

— Rosmer pense que les conditions mêmes de la lutte syndicale allemande suffisent à expliquer la pause et les divisions du monde ouvrier sur le réarmement sans avoir à faire intervenir des influences extérieures.

— Marceau Pivert considère qu'Adenauer a utilisé des moyens anti-démocratiques pour faire accepter le réarmement et pense qu'on doit encourager les syndicalistes allemands.

— Thalman pense que l'unification de l'Allemagne est présentement impossible par des moyens pacifiques et ne voit pas comment pourraient s'organiser des élections démocratiques dans toute l'Allemagne.

— John McNair (secrétaire de l'Independent Labour Party) ne voit pas non plus comment on pourrait avoir une influence sur les Allemands de l'Est.

— Walusinski dit non aux problèmes tels qu'ils sont posés, non au réarmement, non à la politique nationaliste de la C.I.S.L. et des centrales syndicales françaises et autres. Ce refus des dilemmes proposés par les politiques gouvernementales doit signifier la volonté d'action autonome du mouvement ouvrier et doit déboucher dans la recherche passionnée d'une politique ouvrière.

— Chambelland accepte le réarmement de l'Allemagne plutôt qu'un verbiage favorable seulement au réarmement de l'Est.

— Bayard se méfie des deux blocs agressifs et craint leur renforcement à la suite des élections américaines.

— Charbit souhaite que les syndicats osent avec netteté, critiquer la politique stalinienne, particulièrement dans la région parisienne.

— Simon regrette l'abandon du slogan de l'antimilitarisme.

— Pedro Bonet critique la politique réactionnaire des Américains, qui renforce la politique stalinienne.

— John McNair constate, pour des libertaires libres-penseurs, l'impossibilité actuelle de choisir un des blocs antagonistes. Il précise l'usure du vocabulaire révolutionnaire qui désigne du même nom d'impérialiste la politique russe et la politique américaine.

Par les exemples du Canada et du Mexique, il montre que les U.S.A. ne sont pas impérialistes mais expansionnistes par la structure de leur économie, toujours à la conquête de marchés.

Pour la Russie, son impérialisme est totalitaire, il prétend donc à la direction de la pensée aussi bien qu'à l'expansion territoriale.

Rosmer conclut à la nécessité de la besogne d'information du Cercle Zimmerwald et clarifie le débat sur le réarmement allemand en recherchant ses causes et ses possibilités.

---

U.G.T.T. et C.G.T.-F.O.

## Faits et Documents

Dans *Pour l'Unité* du 15 juin 1952, notre camarade Thorel examine d'excellente façon le problème des relations des syndicalistes français et tunisiens.

I. — Le syndicalisme s'inscrit dans une situation politique donnée. Par conséquent, sa forme et son contenu dépendent de cette situation. Plus même, ils sont liés, étroitement liés à l'ensemble sociologique dans lequel s'exerce l'action syndicale : forme de l'Etat, mode de gouvernement, régime des partis, évolution sociale et économique, aspect juridique, géographique, etc. Une telle constatation ne nie pas l'indépendance traditionnelle du syndicalisme, elle limite son exercice, elle lui donne sa signification.

Ainsi, on ne peut juger du syndicalisme d'un pays quelconque en partant du syndicalisme de son propre pays. Ainsi, juger l'Union générale du travail tunisien, à partir de la C.G.T.-F.O., est une erreur.

II. — La Tunisie est, quelle que soit la lettre des traités, un pays dépendant, soumis à une puissance étrangère. De ce fait, un mouvement est né. Il prend son assise sur un sentiment de dépendance. Les Tunisiens ne se sentent pas libres. Ils veulent se libérer. Ils aspirent, sous des formes diverses, à l'indépendance, c'est-à-dire à gérer leurs affaires eux-mêmes. Voilà ce que l'on appelle le nationalisme tunisien. Le terme « nationalisme » couvre des réalités différentes, suivant les pays. Il y a peu de ressemblance entre le nationalisme français, par exemple, qui est l'exaltation stupide de l'idée de nation, et le nationalisme tunisien, qui est l'aspiration naturelle et légitime d'un peuple vers sa liberté.

On dira, certes, que le nationalisme a trouvé son expression dans ce que l'on pourrait désigner les classes moyennes : professions libérales surtout. C'est vrai. Mais il ne s'agit que de son expression, et non de son fondement. Pas de résonance chez les travailleurs de la ville ou de la campagne s'il n'y avait pas eu, sommeillant en eux-mêmes, ne serait-ce qu'un germe d'aspiration nationaliste.

III. — Le travailleur tunisien, dans la mesure où il réfléchit à sa propre situation, ne peut pas ne pas être nationaliste.

Lorsque les droits politiques manquent, les droits sociaux et économiques font aussi défaut. Et si ces derniers existent, tout de même, ou bien ils restent théoriques, ou bien ils sont précaires. La Tunisie dépend de la France au point où celle-ci peut se permettre de déporter ses ministres, ou même déposer le bey. S'il en est ainsi des Tunisiens puissants, qu'en sera-t-il, qu'en est-il des pauvres Tunisiens, des pauvres travailleurs ? Que peuvent faire des syndi-

cats ? Comment peuvent-ils défendre et protéger leurs adhérents ?

Le Tunisien accuse alors de tous les maux la puissance réelle qu'est la puissance occupante. Vraie ou fausse, l'accusation est psychologiquement fondée. La réforme politique commande donc les réformes économiques et sociales.

Le syndicalisme tunisien, adapté à la réalité tunisienne, ne peut être que nationaliste, en ce sens que pour qu'il exerce pleinement son activité, en toute indépendance des gouvernements et des partis, des changements politiques sont indispensables. L'existence de l'U.G.T.T. est parfaitement fondée.

IV. — Les nationalistes tunisiens ne sont pas plus des anges que les syndicalistes français. Si, du fait de son évolution, la Tunisie, comme quelques autres pays avant elle, doit passer par une phase nationaliste, avant de réaliser un régime démocratique, il n'en reste pas moins que cette évolution comporte des risques réels.

De fortes accusations sont portées contre l'U.G.T.T. Des documents ont circulé au C.C.N. de la C.G.T.-F.O., sur la liaison entre l'U.G.T.T. et les communistes. Des faits précis ont été apportés sur le comportement de l'U.G.T.T., etc. Qu'il me soit permis de faire à ce sujet deux observations :

— Nombre de ces faits sont démentis par l'U.G.T.T. Et, dans l'état actuel des choses, je n'ai pas le droit d'accuser de mensonge mes camarades de la C.G.T.-F.O. et mes camarades de l'U.G.T.T. :

— Les accusations ne démontrent rien quant au fond du problème, à savoir laquelle, de l'U.G.T.T. ou de la C.G.T.-F.O., est la mieux adaptée à la Tunisie. Mais elles prouvent, si tant est qu'elles soient exactes, que les organisations syndicales, et partant leurs dirigeants, sont sujets, dans l'action, à bien des erreurs et même à bien des fautes. J'ai en ma possession des documents, publiés d'ailleurs, sur l'activité de la C.G.T.-F.O. en Tunisie, que je n'ai pas voulu faire circuler, mais qui sont bien inquiétants. Puis, pourquoi traverser la mer ? En France, même, n'avons-nous jamais fait d'erreurs ou commis de fautes ?

V. — La C.G.T.-F.O. est-elle adaptée à la situation décrite plus haut ? Je dis non. La transposition du syndicalisme français en Tunisie est une erreur. La conception française que nous avons présentement du syndicalisme ne s'adapte pas aux conditions tunisiennes. On peut le regretter. Nul ne peut nier qu'il n'en est pas ainsi.

Pour être efficace, il faut coller au réel, même s'il ne nous convient pas, quitte à la transformer.

L'U.G.T.T. tend justement à transformer la situation tunisienne afin qu'un syndicalisme fécond en réalisations économiques et sociales puisse se réaliser et mener à bien sa tâche. L'autonomie interne, pour les uns, l'indépendance, pour les autres, qu'importe ! préparent le terrain et l'amènent.

Nos camarades de la C.G.T.-F.O. ont un rôle important à jouer. Il m'apparaît sous trois aspects :

— Affirmer publiquement, presque solennellement, la solidarité des travailleurs français dans la lutte des travailleurs tunisiens et, en même temps, montrer la compréhension du syndicalisme libre pour les formes de cette lutte en adhérant à l'U.G.T.T. ;

— Porter au sein de l'U.G.T.T. notre souci de lutte économique et sociale pour bien montrer que celle-ci n'est pas secondaire, même lorsque la lutte politique semble primordiale, et qu'elle doit rester parallèle à la lutte politique, parce que des droits politiques peuvent demeurer théoriques s'ils ne sont pas intimement liés à des droits économiques et sociaux ;

— Rendre possible, dans un temps très bref, l'avènement d'une Tunisie démocratique, en aidant les travailleurs tunisiens à obtenir les garanties nécessaires pour qu'aux féodaux français ne se substituent pas d'autres féodaux du pays ou d'ailleurs.

VI. — Pour terminer, je dirai simplement que la conclusion qui découle de cette analyse trop brève exige, pour être réalisée, bien du courage et de la perspicacité. Je souhaite que les camarades F.O. de Tunisie le comprennent et agissent pendant qu'il est encore temps.

Guy THOREL.

---

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »,  
232, rue de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

## LES FAITS DU MOIS

**DIMANCHE 25 MAI.** — Note de l'U.R.S.S. aux Trois pour une réunion à quatre sur l'Allemagne.  
— Elections dans le sud de l'Italie.

**LUNDI 26.** — Acheson, Eden, Schuman et Adenauer signent les accords contractuels germano-allemands.

**MARDI 27.** — Signature à Paris du traité créant la communauté européenne de défense. — Mesures de représailles en Allemagne Orientale. — Arrivée de Ridgway à Paris.

**MERCREDI 28.** — La manifestation stalinienne contre Ridgway se réduit à des chocs de commandos (1 mort). Arrestation de Jacques Duclos. « L'Humanité » et « Libération » sont saisis.

**VENDREDI 30.** — Question de confiance sur « l'échelle mobile Pinay ». Eisenhower passe ses fonctions de commandant suprême à Ridgway.

**SAMEDI 31.** — Perquisitions au P.C. — Echec de la grève C.G.T. dans les mines.

**DIMANCHE 1<sup>er</sup> juin.** — L'union C.G.T. de la région parisienne lance le mot d'ordre de « grève sur les lieux du travail » pour le 4 juin.

**MARDI 3.** — La fédération C.G.T. des cheminots lance le mot d'ordre : grève générale illimitée.  
— Epurations en Roumanie.  
— Bao Dai change ses ministres.

**MERCREDI 4.** — Echec des grèves C.G.T. — Journée revendicative de la F.E.N. — Arrestation de deux prêtres-ouvriers.

**VENDREDI 6.** — Espoir d'accord dans le conflit de l'acier aux U.S.A. — Ouverture d'un débat sur la Tunisie à l'Assemblée Nationale. — Perquisitions chez des staliniens à Toulon.

**LUNDI 9.** — Echec des pourparlers C.I.O.-patronat de l'acier américain.

**MERCREDI 11.** — Conflit O.N.U.-Syngman Rhee.

**JEUDI 12.** — Propositions de F.O. à la C.F.T.C. et à la C.G.C. pour un cartel interconfédéral.

**VENDREDI 13.** — Budget militaire à l'Assemblée Nationale : on parle d'augmenter la durée du service militaire.

**LUNDI 16.** — Un avion suédois est abattu par deux chasseurs russes en Baltique. Staline nomme Gromyko ambassadeur à Londres.

**MARDI 17.** — Conversation Letourneau au Pentagone sur l'Indochine.

**MERCREDI 18.** — « Autocritique », par Fajon, de l'action du P.C.F.

**VENDREDI 20.** — L'Assemblée Nationale ne réussit pas à définir une politique en Tunisie.

**LUNDI 23.** — Procès à Tunis contre 29 jeunes Tunisiens accusés d'avoir incendié un tramway. — Une bombe au siège de l'U.G.T.T.  
— Arrivée de Acheson à Londres.

## D'où vient l'argent ?

DU 21 MAI AU 20 JUIN 1952

### RECETTES

Abonnements :	
Ordinaires	44 300
Soutien	18 900
Souscription « R.P. »	63 300
Vente	2 380
Publicité	10 000
Souscription pour les Tunisiens	2 540

En caisse et chèques postaux 135 516

### DEPENSES

Impression et papier	90 394
Timbrage, routage, expédition	5 650
Téléphone	1 910
Frais généraux	3 620
Divers	1 756
Premier versement à l'U.G.T.T.	25 000

Solde au 20 juin :

Caisse	1 789
Chèques Postaux	92 077
	93 866

222 096

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Dufour (Paris) 1000 ; Syndicat du personnel des Hospices de Lyon (Rhône) 1000 ; Chauvin (Paris) 1000 ; Ghibaudo (Alpes-Maritimes) 1000 ; Pinty (Alger) 1500 ; Mme Chanier (Paris) 1000 ; Mlle Feldberg De Smedt (Belgique) 1000 ; Lancla (Jura) 1000 ; Langeais (Paris) 2000 ; Chayanne (Seine-et-Oise) 1000 ; Casaubon (Hautes-Pyrénées) 1000 ; Gueneac (S.-et-O.) 1000 ; Marthe Bigot (Paris) 1000 ; Costa (Bouches-du-Rhône) 1000 ; Rosmer (S.-et-O.) 1000 ; Debussche (Paris) 1000 ; Boyer (Tarn) 1400.  
— Total : 18.900 francs.

### LA SOUSCRIPTION

Duyck (Paris) 300 ; Rigaud (Drôme) 300 ; Geny (Seine) 100 ; Jacquet (Rhône) 1600 ; Fornerod (Suisse) 250 ; Rival (Loire) 300 ; Charron (Landes) 100 ; Pinty (Alger) 1500 ; Barré (Morbihan) 600 ; Antoine Borie (Gironde) 200 ; Viale (Seine) 100 ; Mme Baudin (S.-et-L.) 50 ; Escoffier (Vaucluse) 300 ; Salmat (Paris) 1000 ; Merseny (Hautes-Alpes) 100 ; Courrial (Paris) 300 ; Helmut Rüdiger (Suède) 1100 ; Durel (Loire) 100 ; Ferrès (Seine) 100. — Total : 8.460 francs.

### LA VENTE AU NUMERO

Jacquet (Rhône) 400 ; Franc (Loire) 1250 ; divers 720. — Total : 2380.

### LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Seine 8 ; Rhône 1 ; Var 2.

### LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS

Troisième liste

Mme Guillaume (Loire) 1000 ; Franc (Loire) 540 ; Marthe Bigot (Paris) 500 ; Roamer (S.-et-O.) 500. — Total : 2540 francs. — Total des deux premières listes : 27.420 francs. — Total au 21 juin : 29.960 fr. (Un premier versement de 25.000 francs a été effectué à l'U.G.T.T.).

### MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 29 mai	1370
Abonnements nouveaux	10
Rétablissements (anciens abonnés)	1
Désabonnements et suppressions	1381
	7
Situation au 21 juin	1374

## ANTHOLOGIE DE LA POESIE ARGOTIQUE

par Jean GALTIER-BOISSIERE

In-4° ill. ÉDITION ORIGINALE :

550 ex. sur couché, orné d'une eau-

forte originale de Dignimont 1.800 »

3.000 ex. sur papier surglacé 975 »

**CRAPUILLOT**

3, Place de la Sorbonne, PARIS

Chèque Postal : 417.26

## Documents d'Histoire Sociale

« Un peuple qui ne lit pas est un peuple au cerveau mort,  
à l'action morte ».  
Marcel MARTINET.

- LISSAGARAY. — *Histoire de la Commune de 1871*. Préface de Amédée Dunois. (La meilleure histoire et la plus complète sur la Commune). 476 p. (Valeur 600 francs).
- C. TALES. — *La Commune de 1871*. Préface de Léon Trotsky. XXII-218 pages. (Valeur 200 francs).
- « Nous saluons dans la Commune l'aube, quoique bien pâle, de la première République prolétarienne ». — L. TROTSKY.
- Gustave DUPIN. — *M. Poincaré et la guerre de 1914*. (Etudes sur les responsabilités). 154 pages. (Valeur 150 francs).
- « Il n'y a qu'un moyen d'empêcher les égorgements mutuels des peuples, c'est que ceux-ci s'y refusent. Ils s'y refuseraient certainement s'ils savaient par quelles mensongères et infâmes machinations on a pu les entraîner en 1914. »
- Sol FERRER. — *Le véritable Francisco Ferrer*, d'après des documents inédits. 288 pages. (Valeur 260 francs).
- « L'abominable vénalité de la presse », d'après les documents des archives russes (1897-1917). 480 pages. (Valeur 200 francs). — Un livre plus que jamais d'actualité : hier les fonds secrets du tsar, aujourd'hui les roubles du Kremlin et les dollars de la Maison-Blanche.
- Charles ANDLER. — *Vie de Lucien Herr (1864-1926)*. 338 pages. (Valeur 250 francs).
- « Un clerc qui n'a jamais trahi, et dont l'action a été décisive dans la formation du socialisme en France ».

6 Livres neufs d'une valeur de 1.600 francs  
POUR 1.000 FRANCS (franco de port)

N.B. — Listes précédentes entièrement épuisées sauf celle parue dans la « R. P. » de mai dont il reste seulement quelques lots.

Adresser commandes et fonds à FERDINAND TEULE,  
1 bis, rue Eugène-Gibez, Paris-XV. C.C.P. 6003-86 Paris.

## LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV<sup>e</sup>

C. C. P. 5450.00 Paris — SUP. 65-71

Francs

Danos et Gibelin : Juin 1936 .....	550
<i>(Cet ouvrage est plus qu'une simple monographie, il tente de retrouver les origines du mouvement de 1936, il peint les phases essentielles du mouvement, enfin il en montre les conséquences)</i>	
Robert Mosse : Les salaires .....	950
<i>(Suivi d'observations statistiques par R. Rivey et R. Dumas, et d'une bibliographie analytique et critique)</i>	
Louis Bromfield : Mr. Smith .....	750
<i>(Mr. Smith perdu avec quelques soldats sur une île du Pacifique, va-t-il, sciemment, au devant de la mort ? Cet homme en apparence heureux, a-t-il découvert qu'il avait bâti sa vie sur de monstrueuses illusions ?)</i>	
Hervé Bazin : Lève-toi et marche .....	480
<i>(Hortense, la jeune paralysée, dont Hervé Bazin évoque le destin avec sa puissance habituelle, est bien de la race de ses héros)</i>	
André Rosfelder : Fin de chantier .....	570
<i>(Une tragédie de prospection minière en Afrique du Nord)</i>	
R. N. Carew Hunt : Théorie et pratique du communisme .....	630
<i>(...Pour connaître les origines et le développement du communisme de 1848 à nos jours)</i>	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT  
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »